

NR4796 (2)

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Bulletin du Comité International pour la reconstruction
de la IV^e Internationale

39, rue du Fg-du-Temple - Paris-10^e

N^o 4-5

JUIN 1972

Prix 5 F

spécial pré-conférence internationale (juillet 1972)

GEDOC
FONS
A. VILADOT

Documents de l'O.C.I. :

- les tâches de reconstruction
de la IV^e Internationale
- sur la situation internationale

UAB

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

A NOS LECTEURS

CE numéro spécial de « La Correspondance Internationale » contient deux documents soumis par l'Organisation Communiste Internationaliste — pour la reconstruction de la 4^e Internationale — à la discussion de la 2^e session de la pré-conférence internationale qui se tiendra du 1^{er} au 4 juillet 1972.

Il s'agit d'un projet de rapport sur « les tâches de la reconstruction de la 4^e Internationale » et d'un projet de rapport sur la « situation internationale » qui s'inscrivent dans le prolongement du document soumis par l'OCI à la discussion internationale dès 1969, « Pour la reconstruction de la 4^e Internationale ».

Le Comité International avait organisé en juin 1970 une pré-conférence. La délégation de la Socialist Labour League (SLL) d'Angleterre avait demandé que cette première session soit suspendue et qu'une seconde session ait lieu en octobre de la même année. La première session de la pré-conférence avait unanimement voté une résolution où il était notamment dit :

« La pré-conférence préparatoire de la 4^e Conférence Internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée le plus largement la discussion tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale.

La pré-conférence estime que le texte présenté par la section française est un texte se situant dans le cadre du Programme et des principes du trotskysme soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

La pré-conférence est suspendue jusqu'à octobre 1970 pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes. »

Depuis, comme on le sait, la direction de la SLL, violant ses engagements a déserté la discussion internationale, se refusant à assumer les tâches qui étaient les siennes pour la reconstruction de la 4^e Internationale et a provoqué unilatéralement une scission du Comité International que l'OCI — comme la Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois, comme le Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie, comme la Ligue Ouvrière Marxiste, s'est refusée à entériner.

Depuis, la discussion internationale s'est poursuivie : récemment s'est tenue une conférence latino-américaine pour la reconstruction de la 4^e Internationale.

Des documents préparatoires ont été élaborés et publiés — ceux sur l'Amérique Latine, publiés dans le précédent numéro de « La Correspondance Internationale », ceux publiés dans le dernier numéro (556) de « La Vérité ».

En convoquant maintenant la seconde session de la pré-conférence, il s'agit à la fois de maintenir

l'acquis politique représenté par l'activité du Comité International, pour la reconstruction de la 4^e Internationale et contre le révisionnisme et de permettre un pas en avant.

Comme le dit la conclusion du « projet de rapport sur les tâches de la reconstruction de la 4^e Internationale » :

« La situation est maintenant claire. Il faut donc définir ce qui est pour déterminer avec qui l'on est et où l'on va. La tâche de la 2^e session de la pré-conférence sera de répondre à ces questions. Les organisations trotskystes qui participeront à cette deuxième session ne se dissimulent aucun des obstacles et des difficultés pour accomplir cette tâche. Mais si grands que paraissent obstacles et difficultés, les trotskystes ne renonceront pas à leur programme car ils savent que c'est seulement en restant fermes sur les principes du programme que l'on peut s'engager véritablement dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de partis révolutionnaires de la IV^e Internationale dirigeant la lutte révolutionnaire, du prolétariat (...).

« Nous constatons ce qui est, il faut reconstruire la IV^e Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste. (...) Ces éléments, groupes et organisations trotskystes ne se masqueront pas la réalité de ce qu'ils représentent à l'échelle nationale, ils diront nettement : nous ne constituons pas, dans le moment présent, une direction internationale centralisée. Nous engageons le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale... »

En prenant l'initiative de rendre publics les documents préparatoires à la seconde session de la pré-conférence au moment où la discussion s'engage dans un cadre organisé, les organisations trotskystes qui combattent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, montrent dans les faits que cette discussion est une affaire d'importance vitale qui concerne toute l'avant-garde ouvrière.

Comme le dit le projet de rapport sur les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale « ... la crise que traverse la IV^e Internationale et le mouvement ouvrier mondial dominé par le stalinisme et le réformisme est un seul et même problème ».

En ce sens, les deux documents reproduits dans ce numéro de « La Correspondance Internationale » illustrent des aspects distincts mais unis d'un même problème : la reconstruction de la IV^e Internationale est la seule réponse positive aux exigences de la période de « la révolution et de la contre-révolution imminentes », aux exigences de la révolution socialiste que partout le mouvement du prolétariat met à l'ordre du jour.

Projet de rapport de l'O.C.I. soumis à la discussion de la pré-conférence internationale

Les tâches de la reconstruction de la IV^e internationale

La trahison du Programme de la IV^e Internationale par le pablisme ne signifie pas la faillite du Programme mais celle de la majorité du Secrétariat International qui, avec Pablo, a abandonné les principes du marxisme, donc de la révolution mondiale du prolétariat, en capitulant idéologiquement, politiquement, devant la bureaucratie stalinienne.

En affirmant, contrairement aux principes, que la bureaucratie stalinienne avait une double nature, le pablisme a remis en question tous les fondements marxistes du Programme de la IV^e Internationale.

L'enseignement marxiste sur l'Etat ouvrier, caractérisé par Lénine comme un « *Etat bourgeois sans bourgeoisie* », inclut la double nature de l'Etat ouvrier dont l'organe bourgeois (la bureaucratie) s'est hypertrophié au point d'entraîner la dégénérescence de l'Union soviétique. La bureaucratie stalinienne, qui « *est devenue une caste incontrôlée étrangère au socialisme* » est « *passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ». Ce n'est pas l'effet d'un hasard si la terminologie pabliste de Mandel-Krivine a abandonné la qualification « *dégénéré* » de l'Etat ouvrier dégénéré devenu simplement « *Etat ouvrier* ». Ce n'est pas là une question de vocabulaire, c'est la question même des forces sociales en lutte, de la place du stalinisme dans la lutte des classes mondiale, de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, celle de la IV^e Internationale.

C'est, en dernière analyse, la question des rapports entre classe et parti, l'essence du bolchevisme.

La faillite du pablisme a, nous l'avons analysé depuis 1950, pour cause fondamentale la capitulation devant la bureaucratie qui l'amène à nier le rôle du Parti prolétarien révolutionnaire.

Les pablistes, en répudiant le Programme, se bornent à considérer la lutte de classes d'un point de vue « *phénoménologique* », extérieur à la lutte du prolétariat, épousant toutes les idées réactionnaires de la petite-bourgeoisie intellectuelle (autogestion, néocapitalisme, théorie des pouvoirs disloqués opposés à la lutte prolétarienne pour le pouvoir centralisé de la dictature du prolétariat). C'est une remise en cause complète du marxisme.

Nous allons démontrer, textes à l'appui, dans ce rapport, en utilisant la méthode du marxisme, que ce n'est ni la validité du Programme qui est en cause, ni la proclamation de la IV^e Internationale à la Conférence de fondation en 1938, qui aurait été une erreur. Ce n'est pas la IV^e Internationale qui a fait faillite ; le pablisme est une fraction politique hostile à la IV^e Internationale. C'est cette tendance qui a fait faillite en voulant substituer au critère prolétarien, c'est-à-dire marxiste, les critères de forces étrangères au prolétariat, et qui a déclaré que le Programme de la IV^e Internationale est dépassé.

Le pablisme liquidateur a réussi à détruire comme organisation mondialement centralisée l'Internationale fondée en 1938. Il n'a pu réussir à la détruire comme Programme. La continuité a été assurée par les organisations trotskystes qui, à la suite de l'O.C.I. (le P.C.I. d'alors), en 1950-52 ont combattu pour la IV^e Internationale et son Programme.

La crise présente du Comité International n'enlève rien à l'action du Comité International dans son combat pour la IV^e Internationale, mené en dépit des obstacles et des difficultés, lesquelles ont justement entraîné la crise actuelle du C.I. L'action du C.I. a permis de sauvegarder la continuité du combat pro-

létarien pour l'Internationale qui plonge ses racines dans le combat de l'Opposition de Gauche, pour sauvegarder contre Staline l'héritage d'Octobre 1917 et de la III^e Internationale.

La IV^e Internationale, l'Internationale ouvrière, n'est pas morte. Elle doit être reconstruite. La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale passe par un combat impitoyable contre le pablisme comme partie essentielle du combat contre le stalinisme, le réformisme et le gauchisme décomposé. La IV^e Internationale reconstruite devra théoriquement et politiquement régler définitivement et résolument ses comptes avec ce courant petit-bourgeois, car on ne saurait accomplir les tâches du socialisme, on ne saurait

réaliser le véritable regroupement international de l'avant-garde prolétarienne, sans rompre résolument avec le pablisme-centrisme et sans que soit compris que la faillite de ce courant est irrémédiable.

Encore un mot : il ne s'agit pas pour nous de questions de personne, mais de problèmes politiques, de problèmes de principes. La bataille nécessaire des trotskystes pour la défense du programme passe nécessairement par le combat contre les individus qui se couvrant de Trotsky, abandonnent les principes de la IV^e Internationale. Ce n'est pas affaire personnelle mais, de nos jours, le terme « trotskyste » sert à couvrir le reniement du trotskysme. Pour être trotskyste, il faut dénoncer les liquidateurs pablistes.

PABLO-MANDEL CONTRE L'UNITÉ MONDIALE DE LA LUTTE DES CLASSES

Le pablisme a répudié le programme prolétarien de la révolution mondiale en substituant à l'unité mondiale de la lutte des classes la division du monde en camps, blocs, secteurs. Rien n'est plus important pour les marxistes que de rechercher les causes de la crise de la IV^e Internationale qui seule peut fonder les tâches des organisations de la IV^e Internationale. En refusant de procéder à cette recherche, la direction de la S.L.L. fait sienne la méthode du pablisme.

Certes, il serait totalement erroné de nier qu'après avoir été politiquement le fer de lance de Pablo dans la crise de 1950-52, contre la majorité de la section française de la IV^e Internationale dont l'O.C.I. est issue, G. Healy et la direction de la S.L.L. ont assumé dans le cadre du C.I., le combat théorique, politique et d'organisation contre le pablisme pendant un temps. Mais il serait encore plus erroné de ne pas constater que, depuis la rupture politique de l'organisation américaine, le Socialist Workers Party (1), avec le C.I., la direction de la S.L.L. a de plus en plus choisi de refuser d'ouvrir dans tous les domaines la discussion politique, préférant, comme Pablo, procéder par ultimatum et oukases qui n'ont pas eu d'autre effet que cet appauvrissement théorique et politique de la S.L.L., manifesté depuis 1970 dans une volonté d'introduire apparemment artificiellement une discussion sur la « philosophie marxiste » dont la prétention n'a d'égale que l'ignorance.

« L'essence de l'internationalisme découle directement du caractère international du capitalisme auquel est organiquement relié le caractère international de la lutte du prolétariat pour le renversement du capitalisme dans chaque pays. La révolution internationale comme processus embrasse tout un ensemble de relations unitaires dans lequel les problè-

mes de la révolution dans chaque pays sont envisagés comme un tout dans lequel ce pays est inclus avec toutes ses particularités et dont il dépend. »

Tel est l'enseignement de Marx, Lénine, Trotsky.

Pablo et son Secrétariat International, puis le Secrétariat Unifié (S.U.), avec Mandel-Frank-Maitan, ont opposé au processus organiquement unifié mais diversifié de la lutte des classes mondiale, la division en trois secteurs : celui de la révolution coloniale, celui de la révolution politique, et celui des révolutions prolétariennes dans les pays impérialistes, qui loin de former une unité dialectique comme tente de le faire croire l'expert en camouflage Mandel, évoluent comme des réalités distinctes, autonomes.

Pour les marxistes, il n'y a pas de « révolution coloniale » mais des révolutions prolétariennes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux prenant en charge la solution des problèmes de la révolution bourgeoise que la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme, ne peut assumer. Cela, c'est l'essence de la révolution permanente à laquelle Mandel oppose son ralliement à la théorie menchevico-stalinienne de la révolution par étapes. Le fait même de distinguer la révolution coloniale de la révolution prolétarienne implique que la force motrice de la révolution dans les colonies n'est pas le prolétariat.

Pour le centre révisionniste et liquidateur qu'est le Secrétariat Unifié (S.U.), la lutte des prolétariats des pays où le capitalisme a été exproprié est séparée de celle des prolétariats des pays capitalistes. La révolution politique n'est jamais saisie comme l'expression dans les pays où le capitalisme a été exproprié, mais où une bureaucratie parasitaire s'est hissée au pouvoir, de la révolution socialiste internationale : son unité organique avec la révolution sociale est niée.

Le Secrétariat Unifié pabliste oppose son « découpage » d'une prétendue « réalité objective » à l'unité mondiale de la lutte des classes et, dans cette mé-

(1) Non formellement affilié à la 4^e Internationale du fait des lois réactionnaires américaines.

sure, dans le cas des pays capitalistes avancés comme dans celui de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, le prolétariat est en définitive dépossédé de sa mission historique au profit de « nouvelles avant-gardes » et, en dernière analyse, de la bureaucratie.

Cette conception, directement issue des thèses dont Pablo se fit le défenseur en 1950-51, constitue la continuité du S.U. de Mandel-Krivine avec le pablisme tel qu'il s'est affirmé lorsqu'il prit le contrôle de la direction de l'Internationale en 1950-51.

C'est dans « Où allons-nous ? », ce manifeste du révisionnisme anti-trotskyiste, que Pablo expliquait :

La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Et Pablo ajoutait :

« ... le vrai rapport des forces entre l'impérialisme et les forces qui lui sont opposées ne se mesure pas simplement sur le plan des ressources matérielles et techniques réciproques, mais aussi sur le plan des rapports de classes... l'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui combattent cet impérialisme. »

C'est cette conception qui commande les thèses et résolutions adoptées par le 3^e Congrès mondial (septembre 1951). Dans la résolution générale votée par ce Congrès, on peut en effet lire :

« L'élément nouveau dans les relations internationales qui se précise de plus en plus depuis la guerre de Corée, est la rupture aggravée entre l'impérialisme et le bloc soviétique allié à la Chine QUI ELOIGNE ET REND IMPROBABLE LA PERSPECTIVE D'UN COMPROMIS GÉNÉRAL TANT SOIT PEU DURABLE ENTRE LES DEUX CAMPS (souligné dans le texte). »

Substituant à la lutte des classes internationale — dont l'antagonisme U.R.S.S. - U.S.A. est une expression comme d'ailleurs l'ensemble des relations diplomatiques — l'opposition de blocs, renonçant à Marx pour Jdanov, la résolution du 3^e Congrès mondial poursuit :

« En ce qui concerne la politique fondamentale à l'heure actuelle de la bureaucratie soviétique, celle-ci est déterminée par la crainte des conséquences révolutionnaires qu'entraînerait une guerre mondiale avec l'impérialisme, rompant tous les équilibres,

embrassant des masses et des forces immenses et incontrôlables. Pour cette raison et non principalement par peur de la force militaire qu'a eue jusqu'à présent l'impérialisme, la bureaucratie soviétique vise à obtenir des délais... Mais d'autre part, devant les préparatifs évidents et accélérés de guerre de l'impérialisme et les ripostes révolutionnaires des masses, la bureaucratie soviétique est obligée de mener au moyen des P.C. une lutte réelle contre ces préparatifs et de tenir, dans une certaine mesure, compte des réactions des masses. »

Ainsi, la nouvelle « réalité objective » conduit la bureaucratie à emprunter le chemin de la direction de la lutte pour la révolution prolétarienne.

Et, comme le disent les thèses adoptées par le 3^e Congrès mondial :

« Les conditions objectives déterminent à la longue le caractère et la dynamique du mouvement des masses qui, porté à un certain niveau, peut avoir raison de tous les obstacles subjectifs dans la voie de la révolution. Cette conception continue d'être à la base de notre optimisme révolutionnaire et éclaire notre attitude envers les Partis Communistes. »

Le révisionnisme est ici arrivé au terme de sa logique.

Les « conditions objectives » (qui sont constituées par l'antagonisme U.R.S.S. - U.S.A., la lutte de la classe ouvrière ne jouant plus qu'un rôle annexe) sont chargées de la révolution socialiste. Le problème de la « crise de la direction révolutionnaire » devient une question vaine et la bureaucratie devient l'instrument de la révolution.

Comme on le sait, la traduction pratique de cette idéologie, ce fut le rôle ouvert de « flanc-garde » des appareils joué dès 1953 par le Secrétariat International, face à la grève générale d'août 1953 en France, face à l'enjeu de la révolution politique en juin 1953 en Allemagne orientale.

Le temps a passé, l'apocalypse a été suspendue, mais la méthode demeure. Les nombreux articles et études publiés par les organisations affiliées au Comité International (en particulier les deux ouvrages de Stéphane Just, *Défense du Trotskyisme 1 et 2*, les documents publiés par la S.L.L. lors de la discussion sur la réunification de 1963, les études de Cliff Slaughter) nous dispensent de reprendre ici une étude détaillée des thèses et résolutions du 3^e Congrès mondial. Répétons simplement qu'il n'y a pas la moindre solution de continuité entre Mandel-Maitan-Frank, de 1972 et Pablo-Mandel-Maitan-Frank de 1951. C'est le même abandon du marxisme.

En avril 1969, le S.U. tient son « 9^e Congrès mondial ». Il faut au révisionnisme s'adapter à la situation créée par la montée mondiale de la révolution en 1968. Mais la méthode reste la même. Le chapitre I des thèses adoptées à ce 9^e Congrès s'intitule :

« l'échec de la contre-offensive impérialiste et les nouveaux rapports entre les trois secteurs de la révolution mondiale » et commence ainsi :

« Après la victoire de la révolution cubaine, les progrès de la révolution coloniale ont connu un incontestable temps d'arrêt. Aucun nouvel Etat ouvrier n'a été créé depuis dix ans. »

Le chapitre VI s'intitule : « la crise du mouvement ouvrier traditionnel et l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune. »

On peut y lire :

« ... La formation de cette nouvelle avant-garde jeune, qui représente un phénomène universel. En Europe occidentale, elle a des origines diverses : mouvements de contestation de l'Université bourgeoise, provenant de la crise accentuée de celle-ci à l'âge de l'explosion universitaire et de l'actuelle révolution technologique ; mouvements de contestation anti-impérialistes, surtout enthousiasmés par la résistance victorieuse de la révolution vietnamienne contre l'agression de l'impérialisme américain, et par la révolution cubaine ; opposition virulente à l'atmosphère rapue, hypocrite et ultra-conformiste de la génération installée dans le néo-capitalisme de la société de consommation, etc. Tous ces mouvements, malgré leur composition de classe et leurs contradictions politiques et théoriques, ont abouti sur une large échelle à une prise de conscience anticapitaliste et révolutionnaire. »

Ainsi sont reprises les vues les plus éculées des idéologues de la bourgeoisie, en particulier de ses prêtres de toutes confessions sur le « prolétariat repu » des pays occidentaux.

Il reste qu'il faut rechercher les causes de cette trahison du programme de la IV^e Internationale. Car le pablisme n'est pas tombé du ciel en cette période d'août-octobre 1950 qui a vu Pablo entreprendre la révision du programme, d'abord seul, puis accompagné de Frank et de Mandel qui avaient d'abord condamné le fameux « Où allons-nous ? », fameux comme l'a été en son temps le « Socialisme théorique et pratique » de Bernstein entreprenant la révision du marxisme au début du siècle.

Nous l'avons montré par ailleurs dans la brochure de l'O.C.I. consacrée aux « Enseignements de notre Histoire » : à diverses reprises dans la IV^e Internationale des offensives révisionnistes ont été engagées contre le Programme. En particulier, dès 1945, Rousset, alias Leblanc, allait présenter des thèses qui montrent une filiation avec celles développées par Pablo en 1950.

En 1945, l'Internationale, y compris Pablo, son secrétaire, sut à l'époque faire bloc contre Rousset qui fut exclu. Mais la critique des positions révisionnistes de Rousset-Leblanc se situa sur un plan formel. C'était une critique formelle sur la base des principes qui n'alla pas jusqu'à la racine des choses. En partie pour des raisons qui tiennent à l'insuffisante expé-

rience et maturité de l'Internationale à l'époque, et pour une autre partie à celles qui tiennent aux problèmes des méthodes : la direction de l'Internationale pouvait modifier ses appréciations et analyses — et cela était courant — « Le S.I. avait toujours raison, a eu raison, a toujours raison ». Ce refus petit-bourgeois de reconnaître ses erreurs a évidemment ses raisons que nous analyserons dans une autre section de ce rapport.

Il reste que cette défense réelle du Programme, donc de la IV^e Internationale fondée par Trotsky en 1938 n'était pas exempte d'équivoque dont personne à l'époque ne se rendit compte.

C'est ainsi, pour rester dans le cadre de ce point, que le Manifeste de la Conférence Internationale d'Avril 1946 dit :

« La politique mondiale pour toute la période qui s'ouvre devant nous est caractérisée par cette contradiction fondamentale qui existe entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union Soviétique. »

Sur le terrain principal, cette thèse est déjà totalement erronée. La politique mondiale était en 1945 comme en 1950-53 et depuis, non pas caractérisée par la « contradiction fondamentale entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union Soviétique » mais par l'antagonisme fondamental entre les classes en lutte : bourgeoisie et prolétariat.

Au sein même de l'Union soviétique, cet antagonisme s'exprime dans le conflit entre la bureaucratie stalinienne, agence bourgeoise ayant usurpé les conquêtes d'Octobre à son profit, et les conquêtes d'Octobre arrachées pour le compte du prolétariat international par la classe ouvrière russe en 1917.

A l'époque, en 1945, l'on pouvait considérer — à tort — comme mineur ce reflet de la pression du stalinisme dans les rangs de la IV^e Internationale — la pratique politique et d'organisation hésitante et souvent maladroite se situait sur le terrain du Programme dans son aspect essentiel. Mais la « théorie » des blocs et des secteurs est déjà incluse dans le Manifeste d'avril 1946.

Au 2^e Congrès mondial (1948), la déviation de principe allait s'amplifier :

« L'antagonisme U.R.S.S. - U.S.A. domine de loin la scène internationale mais il n'éclipse pas totalement (!!!) les antagonismes secondaires ni l'importance d'autres facteurs dans le développement politique en d'autres parties du monde... La polarisation sur le terrain des rapports internationaux entre l'U.R.S.S. et ses satellites d'une part, et le camp des pays capitalistes, sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classe et à une polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes. »

Au processus unifié de la lutte de classes, essence même de l'internationalisme prolétarien, sont substitués deux processus distincts, « parallèles », l'antagonisme dominant entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. d'une part, et les antagonismes de classes « secondaires ».

Les problèmes de la révolution dans chaque pays

ne sont plus envisagés en partant des tendances du développement mondial envisagé comme un tout dans lequel chaque pays, que ce soit l'U.R.S.S., les U.S.A., la France, l'Angleterre, la Palestine, la Bolivie, le Vietnam, l'Algérie, etc., est inclus. C'est en relation avec deux « processus » parallèles que les problèmes de la révolution sont envisagés : antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. d'une part, lutte de classes d'autre part.

L'erreur de 1946, dès 1948 amplifiée considérablement, ne sera perçue par aucune des organisations participantes au 2^e Congrès mondial. En 1950-51, ce qui était déjà déviation, mais encore contre-balancée par une pratique politique et d'organisation, devait se transformer en trahison dans le pablisme, expression qui a pris naissance à l'intérieur de la IV^e Internationale sous la pression des forces hostiles au prolétariat.

L'unité mondiale de la lutte de classes, fondement du marxisme, sera définitivement abandonnée, « la bureaucratie stalinienne étant, selon Pablo, contrainte de réaliser le socialisme à sa manière ».

LA CONCEPTION SUBJECTIVISTE-OBJECTIVISTE DE L'HISTOIRE, RACINE DU PABLISME

L'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une même table afin de rédiger des résolutions hypocrites et spécieuses marquées par la duplicité. Cela, c'est la méthode du pablisme. L'Internationale c'est reconnaître cette vérité que la crise de la IV^e Internationale réside en la faillite du pablisme dont il faut rechercher les causes. Le refus de la direction de la S.L.L. d'en rechercher les causes dans notre passé est à la racine de ses oscillations et de toute une série d'équivoques.

Affirmant dans les résolutions communes rédigées par le Comité International, l'unité mondiale de la lutte de classes, la direction de la S.L.L. dans son expression publique leur substitue à diverses reprises la conception pabliste petite-bourgeoise de la « révolution coloniale ».

En février 1968, *Fourth International*, la revue de la S.L.L. publie un éditorial sous le titre, « *The Vietnamese Revolution and the Fourth International* » (La révolution vietnamienne et la IV^e Internationale).

En voici les passages essentiels :

« Après deux décennies de courageux sacrifices et de lutte implacable, le peuple vietnamien, conduit par Ho Chi Minh, se trouve aujourd'hui au seuil de ce qui promet d'être l'une des victoires les plus éclatantes et les plus décisives de la révolution anti-impérialiste et socialiste.

Il (le Vietnam) démontre le pouvoir transcendantal et le ressort de la guerre prolongée conduite et organisée par un parti basé sur la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et inspirée par l'exemple de la révolution d'Octobre.

La capitulation est consommée, la trahison des principes définitive : ce n'est plus la lutte de classes qui est le moteur de l'histoire : la lutte de classe internationale du prolétariat devient, pour Pablo, comme pour Staline, un adjuvant, un simple moyen de pression sur l'impérialisme, la bureaucratie étant chargée de la mission d'abattre l'impérialisme. C'est sur cette base que Pablo, Mandel, Frank prédisaient en 1950 l'imminence de la guerre — dans les deux à quatre années à venir — et que Mandel-Pablo en 1968 introduit non seulement les trois secteurs mais divise encore ces trois secteurs en « grandes zones ethnogéographiques de la révolution coloniale : Amérique latine - monde arabe - Afrique noire », etc.

Ainsi, le pablisme en 1950 ayant abandonné la révolution permanente pour se ranger de fait sur la théorie du socialisme dans un seul pays, a poursuivi suivant l'évolution du stalinisme, jusqu'à la théorie des « voies nationales » du socialisme. N. Weinstock ira jusqu'à rechercher les racines de la « Révolution arabe » dans l'Islam !!

Il est indiscutablement correct de dire, à partir de l'expérience vietnamienne, que les armes combinées au courage et l'endurance individuelle des guérilleros n'auraient pas eu grande signification si Ho Chi Minh et les autres leaders s'étaient montrés incapables d'analyser les contradictions principales et secondaires au sein du Vietnam et entre le Vietnam et l'impérialisme et de définir à partir de là une stratégie de conquête du pouvoir. Comme le disait Lénine « sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire ».

L'idée du parti révolutionnaire n'est pas une création d'Ho Chi Minh. Elle est dérivée de l'exemple du parti bolchevik de Lénine après qu'il ait été affreusement défiguré, mutilé par Staline. La théorie de la « guerre prolongée » d'autre part n'est pas la contribution du seul général Giap. Elle aussi est dérivée, après certaines modifications, des œuvres de Mao tsé-tung et des expériences de l'armée rouge chinoise dans sa lutte contre Chiang kai-tchék et les Japonais.

Seuls des idéalistes sans espoir et des pédants incurables attribueraient les succès des vietnamiens au talent organisateur de Ho et au génie intuitif de Giap.

Les marxistes qui comprennent le rôle et la valeur de leaders individuels voient cette victoire comme l'effort et la lutte collective de toute une classe et de ses organes dirigeants pour assimiler et appliquer la théorie révolutionnaire et enrichir la pratique révolutionnaire. C'est seulement dans ce contexte que

nous pouvons comprendre et apprécier le rôle des dirigeants.

Ce qui surgit de l'étude de toute guerre révolutionnaire, c'est l'indispensable nécessité d'enrichir et de développer la conscience de classe à travers une lutte pour développer la théorie et la pratique du mouvement révolutionnaire.

On retrouve ici un certain nombre d'attributs du pabliste sous une forme crue. Les conditions objectives (encore une fois saisies au niveau du « phénomène », à savoir ici « la guerre prolongée » et ses « effets transcendants ») suffisent à muer le plomb en or et le parti à la bureaucratie du Kremlin qui a organisé l'assassinat de Ta-Tu-Thau et des militants trotskystes indochinois, en pur parti révolutionnaire ; la confusion entre l'indispensable soutien inconditionnel aux luttes des ouvriers et des paysans du Vietnam avec l'approbation de la politique de la direction de ces luttes. Analysée en dehors de la lutte des classes internationale et de la lutte consciente pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la « guerre révolutionnaire » est prétexte à un abandon de fait de la méthode du Programme de transition : la crise de l'humanité trouve, localement au moins, dans le cours de la « guerre révolutionnaire prolongée » une autre solution que celle de la constitution de la direction révolutionnaire internationale du prolétariat.

Certes, comme le Programme de transition en rend compte, « des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, peuvent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie » et la direction du parti communiste vietnamien, du fait des circonstances créées par la guerre révolutionnaire menée contre l'impérialisme a dû chercher dans une certaine limite, une voie indépendante de celle qui lui traçait la politique du Kremlin.

Mais ce facteur d'une extrême importance ne règle en rien la question de la construction du parti révolutionnaire en Indochine, ni celle de la rupture politique des dirigeants du parti communiste vietnamien avec la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, rupture en dehors de laquelle ils demeurent emprisonnés dans les limites de la politique internationale contre-révolutionnaire de la bureaucratie s'appuyant sur l'impérialisme.

Les oscillations de la S.L.L. ont atteint un degré d'intensité encore plus critique après la tentative de sa direction de briser le Comité International.

Workers Press du 6 décembre 1971 publiait une prétendue déclaration du Comité International sur l'intervention indienne au Bengale.

Dans cette déclaration, on pouvait lire :

« La résistance bengali au régime barbare de Yahia Khan et à l'héritage de la partition impérialiste de l'Inde est entrée dans une phase décisive avec l'intervention des forces armées indiennes.

Il (le prétendu C.I.) est aujourd'hui sans aucune réserve pour la défaite de l'armée pakistanaise haïe et la libération du Bangla Desh comme prélude à l'unification librement consentie et révolutionnaire de l'Inde sur des fondations socialistes.

Nous donnons notre soutien critique à la décision du gouvernement bourgeois de l'Inde de fournir son aide militaire et économique au Bangla-Desh. »

Les « buts de guerre » de la bourgeoisie indienne étaient clairs : préserver à l'échelle du sous-continent l'ordre dont sa survie dépend, c'est-à-dire la domination de l'impérialisme et s'y assurer une position privilégiée. Ces buts — qui s'intègrent au mécanisme de la coopération contre-révolutionnaire, tels qu'ils ont joué contre le peuple bengali définissent le caractère réactionnaire de la guerre du côté indien comme du côté pakistanais, guerre qui n'est en rien identifiable à la lutte légitime des masses du Bengale, même si ces dernières peuvent tenter d'utiliser à leur compte la situation créée par la guerre.

La prise de position de la S.L.L. marque un abandon de tout recours à la dialectique : un seul aspect de l'intervention militaire indienne (le fait que l'armée indienne sur le terrain a le même ennemi que les insurgés bengalis) est isolé et c'est à partir de lui qu'est défini le caractère de la guerre. Le contenu de cette renonciation à la méthode du marxisme, c'est l'appui à la bourgeoisie indienne, soudain chargée d'une mission progressive, de la réalisation d'une étape dans la voie de l'unification du sous-continent indien, et la subordination du prolétariat indien aux buts de guerre du gouvernement Gandhi.

D'autres exemples de ces oscillations pourraient être donnés comme la subordination au nom de la « révolution arabe » de la lutte des prolétariats du Moyen-Orient à la petite-bourgeoisie et aux Etats bourgeois « arabes », du Moyen-Orient.

Ces oscillations sont dues à une conception radicalement erronée du processus mondial de la révolution, qui fait dire à G. HEALY, dans une réponse à LAMBERT lors d'une réunion du C.I. (février 71) :

« Nous sommes dans une situation politique caractérisée par le fait que dans le développement politique en Angleterre, ce que nous mettons en avant c'est le pouvoir. C'est nous qui menons la lutte contre le gouvernement Tory. L'Internationale est au seuil d'un bond en avant comme elle l'est en Angleterre. Ce qui se prépare ici, c'est le discrédit du stalinisme, du réformisme et du centrisme. Le camarade LAMBERT a cité dans son intervention les nouveaux développements de la révolution politique en Pologne (grèves de la Baltique - N.D.L.R.). Il y a une distinction à faire. C'est en Angleterre que ce bond en avant passera. Il faut prendre position sur ou passera ce bond en avant, c'est en Angleterre que la situation est explosive. »

G. HEALY, avec la direction de la S.L.L. n'a pas assimilé que « le marxisme (le Parti) est l'expression consciente du processus inconscient ». Ce sont les masses britanniques qui mènent la lutte contre le « gouvernement Tory » et « nous » exprimons ce mouvement en mettant en avant les mots d'ordre transitoires vers le pouvoir.

Il y a là, dans cette déclaration de G. HEALY, un rapport évident avec l'ultimatum lancé par la direction

de la S.L.L. lors de la première session de la pré-Conférence et qui prétendait faire admettre aux marxistes que nous sommes, que le « marxisme est une philosophie ». G. HEALY prétendait faire abandonner aux marxistes la thèse sur Feuerbach. « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit de le transformer. »

Par cette prétention de rabaisser le marxisme à une philosophie, la direction de la S.L.L. ne fait pas autre chose que faire disparaître l'activité des masses de l'histoire, abandonnant ainsi le matérialisme historique.

Nous opposons la méthode du Programme au glissement théorique et pratique vers des positions révisionnistes. Les racines de ce glissement sont à rechercher dans le « repli national » isolant la lutte de classe en Angleterre comme un processus spécifique isolé du processus de la lutte de classes internationale du prolétariat, opposant la construction du Parti en Angleterre à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, subordonnant et sacrifiant à la construction de la S.L.L. les tâches de l'Internationale.

Les problèmes soulevés par la reconstruction de la IV^e Internationale concentrent tous les problèmes stratégiques, tactiques et d'organisation de la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire, découplant du mouvement des masses se dirigeant vers la révolution prolétarienne dans tous les pays selon des formes et des rythmes inégaux et que les masses ne peuvent résoudre, dans chaque pays, sans la direction du Parti révolutionnaire.

La période de l'imminence de la révolution c'est celle où le prolétariat et les masses laborieuses sont entrés dans une période de lutte politique pour le pouvoir. La direction de la S.L.L. a adopté la caractérisation que l'O.C.I. a faite de cette période qui peut durer des années au cours desquelles la chaîne de l'impérialisme peut se rompre à n'importe lequel de ses chaînons sous l'offensive révolutionnaire des masses.

Il s'agit d'un processus unifié où tous les pays, sans exception, sont entraînés dans le tourbillon révolutionnaire, où les pays avancés de l'Occident capitaliste sont également confrontés aux luttes révolutionnaires des masses pour le pouvoir, où en U.R.S.S. et dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, la montée de la révolution politique, intégrée au processus révolutionnaire mondial, est devenu le facteur décisif qui rythme toutes les contradictions internes entre la bureaucratie et les masses, où les problèmes de la révolution démocratique dans les pays coloniaux et semi-coloniaux dressent les masses populaires contre l'impérialisme et ne peuvent trouver leur solution que par la dictature du prolétariat.

La direction de la S.L.L. a adopté l'analyse que nous avons faite qui précise le caractère de cette période particulière dans l'ère des guerres et des révolutions analysée par Lénine, période ouverte avec la grève générale française de mai-juin 68 et la marche de la révolution politique en Tchécoslovaquie en

1968. Mais de là, la direction de la S.L.L. fait découler cette position fondamentalement erronée que c'est en Angleterre, d'abord, avant tout autre pays, que s'opérera le « bond en avant », c'est-à-dire la révolution. Personne n'en sait rien. On ne peut pas même savoir si ce fameux « bond en avant » passera d'abord par un pays colonial.

Si, effectivement, comme nous l'avons établi, le processus de la révolution atteint les pays-clés de l'Occident, on n'en peut déduire mécaniquement que ce processus passera d'abord par l'Angleterre. C'est là une vue schématique, désignant l'Angleterre comme le pays « élu » : sous-entendu la « S.L.L. », organisation élue à laquelle est subordonnée la construction des partis révolutionnaires de la IV^e Internationale dans les autres pays. En fait, la « distinction » que G. Healy opère entre la montée révolutionnaire en Angleterre et la montée de la révolution politique en Pologne, aboutit à rallier la position pabliste disloquant le processus unifié et diversifié de la révolution mondiale, détachant les processus révolutionnaires en Angleterre, de l'unité mondiale de la lutte de classes.

Rien n'est plus plat que cette conception étroite-ment « nationale », qui rejoint celle non moins « nationale » de Mandel pour qui le « bond en avant » doit s'effectuer dans les pays coloniaux et qui subordonne la IV^e Internationale et ses organisations aux nationalistes petits-bourgeois. La S.L.L. devrait prendre garde à son avenir. En glissant vers les positions pablistes, elle se rallie à la conception « objectiviste » de l'histoire qui laisse en dehors l'unité entre la théorie — l'unité mondiale de la lutte des classes — et la pratique organisationnelle — l'activité de construction du Parti International de la révolution dans un pays.

Cette unité, pour les pablistes, n'est plus fondée sur le programme international de la IV^e Internationale. Les conditions nationales de la lutte de classes ne sont plus envisagées comme expressions nationales du processus mondial de la lutte de classes. Une telle conception conduit à chercher des normes situées en dehors des conditions réelles de l'histoire (« héros » - « bureaucratie » - « petite bourgeoisie nationale » - « philosophie marxiste », etc.). Voir, comme la direction de la S.L.L. le croit, dans l'histoire l'affrontement de « théories », c'est ne pas voir la nature réelle de la lutte des forces sociales qui font l'histoire. C'est partager l'illusion des intellectuels petits-bourgeois anglais qui rêvent au destin perdu de l'empire ! Rêver que l'histoire ne peut se réaliser qu'en Angleterre et nulle part ailleurs, conception d'une étroitesse nationale indigne du prolétariat anglais, des luttes qu'il mène et qu'il prépare comme section du prolétariat mondial. Pablo-Mandel ont estimé que c'est par la bureaucratie que le passerait le « bond en avant ». Healy et la direction de la S.L.L. estiment que c'est par la S.L.L. qu'il passera. Les uns et les autres abandonnent le terrain de la IV^e Internationale.

UN COURANT LIQUIDATEUR REMETTANT EN CAUSE L'HEGEMONIE DU PROLETARIAT DANS LA REVOLUTION

Ce ne sont pas des divergences tactiques qui ont entraîné la scission de la IV^e Internationale en 1952. La scission n'a pas été motivée par des différences d'appréciation opposant la majorité du P.C.I. d'où est issue l'O.C.I. à Pablo-Mandel-Frank soutenus alors par G. Healy qui lançaient en 1950 comme un ultimatum à prendre ou à laisser, le fait que l'Internationale devait se soumettre à la « prophétie » : « la guerre éclatera dans les deux à quatre années à venir. »

Certes, la majorité française condamnait les contorsions impressionnistes de la direction de l'Internationale. Certes nous n'étions pas d'accord avec la tactique dite de « l'entrisme *sui generis* ». Non pas que nous estimions contraire aux principes « l'entrée », c'est-à-dire le travail de fraction dans les organisations social-démocrates, centristes ou stalinienne, mais parce que nous estimions que l'entrisme est toujours une tactique que l'on décide d'engager selon des circonstances politiques déterminées, en vue de construire le Parti révolutionnaire de la IV^e Internationale. L'entrisme « *sui generis* » est une autre affaire. Pour Pablo-Frank-Mandel-Maitan, le qualificatif prétentieux « *sui generis* » ne servait qu'à camoufler l'appréciation que la « *bureaucratie stalinienne, et ses agences nationales, entraînées hors de leur mouvement d'équilibre* » pouvaient changer de nature et devenir les instruments de la révolution mondiale du prolétariat sous la « *pression des conditions objectives* ».

Par cette opération, l'alchimie pabliste transmutait le vil métal en or pur.

Abandonnant les principes, jetant par-dessus bord le combat de Trotsky contre le stalinisme, le pabliste identifiait le « *réel mouvement des masses* » au mouvement des appareils petits-bourgeois, en l'occurrence le mouvement de l'appareil stalinien.

La bureaucratie stalinienne et ses partis — définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois — se substituaient au prolétariat comme moteur et agent de la révolution prolétarienne. Autrement dit, le mouvement des appareils se substituant au développement de la lutte de classe, devenait le mouvement de l'histoire ; le programme marxiste de la IV^e Internationale était abandonné : l'hégémonie du prolétariat dans la révolution était rejetée, le S.I. pabliste devenait le centre du révisionnisme dans la IV^e Internationale.

••

La réalité ne pardonne aucune erreur dans le domaine de la théorie. A fortiori, la trahison des principes est-elle sanctionnée par la pratique. Ce qui n'était, nous l'avons vu, que déviations limitées, motivées par la pression des forces étrangères au prolétariat sur l'Internationale (Conférence de 1946 et 2^e Congrès mondial de 1948), s'est cristallisé en courant liquidateur, expression de ces forces étrangères, entre 1950-1953.

C'est ainsi que, à partir de 1950-1953, les deux courants se sont consolidés : le courant liquidateur et le courant trotskyste de la IV^e Internationale. Entre ces

deux courants, toute une série de nuances intermédiaires se font et se défont. Le combat pour la IV^e Internationale est néanmoins circonscrit entre ces deux courants.

Il serait cependant erroné de prétendre que toutes les choses étaient claires à cette époque, ni que les problèmes étaient ipso-facto réglés par la lutte théorique et pratique menée par la majorité française pour défendre le programme.

C'est ainsi qu'en 1963, au Congrès de réunification des pablistes et des organisations qui, avec le S.W.P., ont scissionné d'avec le Comité International, des documents sur la « *Révolution coloniale* » ont été adoptés. Pour justifier la capitulation devant la petite-bourgeoisie nationaliste des pays coloniaux et semi-coloniaux, le pabliste établit comme « *tendance sociale générale, la faiblesse numérique et économique de la bourgeoisie nationale* ».

Cette erreur, la majorité française du P.C.I. l'a également faite sienne jusqu'en 1958. Constatant la « *faiblesse numérique et économique de la bourgeoisie nationale en Algérie* », l'O.C.I. en avait conclu que les tâches de la révolution permanente — la révolution du prolétariat dans les colonies assumant la solution des tâches démocratiques — pouvaient être assurées par la masse à peine différenciée, des fellahs sans terre et de la petite-bourgeoisie des villes issue essentiellement des travailleurs émigrés qui de retour en Algérie, s'installaient comme marchands et petits commerçants.

L'erreur théorique était manifeste. Le marxisme enseigne ceci : si faible qu'elle soit, numériquement et économiquement, la bourgeoisie est puissante de toute la puissance de ses liens avec l'impérialisme mondial. Trotsky, après Lénine, dès 1923, signalait que, y compris en U.R.S.S. où la bourgeoisie nationale et l'impérialisme avaient été totalement expropriés, la force des tendances petites-bourgeoises à la campagne et à la ville, qui ont puissamment contribué à constituer la bureaucratie comme caste, tendraient nécessairement à opérer leur jonction avec l'impérialisme si la révolution prolétarienne ne triomphait pas sur « l'arène internationale ». Le petit-bourgeois suit l'ouvrier ou le bourgeois. Le prolétariat comme la bourgeoisie sont classes fondamentales ; l'« arène » de leur lutte de classes est internationale.

C'est pour l'avoir compris, parce qu'ayant analysé l'erreur jusqu'à ses racines sociales, que l'O.C.I., le 4 juin 1958, a condamné la capitulation du parti nationaliste petit-bourgeois algérien, le M.N.A., héritier de l'Etoile Nord-Africaine, du Parti du Peuple Algérien (P.P.A.), du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.) formations politiques les plus radicales de la petite-bourgeoisie radicalisée.

C'est pour garantir le lien théorique et pratique qui les unit au courant liquidateur du pabliste, qu'ils ont forgé en 1950-1952, que Pablo-Mandel-Frank se sont jusqu'au bout identifiés au F.L.N. de Ben Bella-Boumediène qui, utilisant le mouvement des masses, allait, sur la base de l'indépendance politique, édi-

fier, contre la révolution prolétarienne (donc contre l'accomplissement des tâches démocratiques et de l'indépendance nationale), l'Etat bourgeois algérien compradore de l'impérialisme mondial.

••

Comme on le sait, Pierre Frank, en 1958-1959, a découvert l'Etat ouvrier en Guinée — édifié sous la direction de Sekou Touré — et Livio Maitan, l'Etat ouvrier égyptien construit sous la direction de Nasser.

Il serait facile d'ironiser en poursuivant l'énumération de ces pseudo-« Etats ouvriers » produits de l'imagination fertile des dirigeants pablistes.

Si le problème de la révolution cubaine pose, contrairement à l'Egypte ou la Guinée, un problème particulier, il n'a cependant rien à voir avec le « marxisme nature! » que le pseudo-marxiste et réel révisionniste Frank a découvert.

Formulant en termes de principes la question centrale de la revendication transitoire du gouvernement ouvrier-paysan, le programme de la IV^e Internationale permet de rendre compte du développement de la révolution cubaine et fournit la clé théorique pour la comprendre :

« Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Indépendamment de la question des délais et de l'ampleur du pronostic historique qui est une autre question, Trotsky explique que cette éventualité n'exclut nullement, bien au contraire, la nécessité de la dictature du prolétariat comme seule solution stable historiquement, et donc celle du combat pour le Parti révolutionnaire du prolétariat.

L'objet de ce rapport n'étant pas d'analyser les problèmes soulevés par la révolution cubaine, nous arrêterons là nos explications pour revenir au contenu social du révisionnisme pabliste. Dans les documents adoptés en 1963 par le Congrès d'unification, nous lisons :

« Le rôle radical de la paysannerie. Sous la forme de guérillas puissantes, la paysannerie a indiscutablement joué un rôle plus radical et plus décisif dans la révolution coloniale QU'IL N'ETAIT PREVU DANS LA THEORIE MARXISTE (souligné par nous.) Elle a fait preuve d'une nature sociale assez différente de la paysannerie traditionnelle des pays capitalistes avancés. »

La dernière phrase est caractéristique de la duplicité centriste. Elle n'est cependant pas mise là par hasard. C'est évidemment une tautologie que de constater que la paysannerie dans les pays (colonies et semi-colonies) où la révolution agraire démocratique n'a pas été accomplie, a une place (non une nature

sociale) différente de celle occupée par la paysannerie des pays capitalistes avancés où la révolution agraire n'est plus à faire. Mais de cette constatation évidente, faut-il conclure que la « nature sociale » de la paysannerie dans les pays coloniaux est différente de celle de la paysannerie des pays capitalistes avancés ? La restriction qualificative mise en avant avec l'adverbe « assez » vise bien évidemment à se ménager une prudente retraite. Mandel est coutumier du fait.

Mais « le paysan suit l'ouvrier ou le bourgeois », rappelait Lénine après la révolution d'Octobre. Si, dans les pays coloniaux, le paysan a modifié par on ne sait quelle opération du Saint-Esprit pablo-mandélien, sa « nature sociale », si de surcroît — déclenchant des guérillas puissantes — il est devenu l'agent édifiant l'Etat ouvrier, alors, la paysannerie comme classe accomplit la mission historique que le marxisme assigne au prolétariat. Sur le plan de la méthode, les « guérillas puissantes » ne changent rien à l'affaire. L'histoire des siècles précédant les révolutions bourgeoises victorieuses ont connu les plus puissantes guerres paysannes qui, pour certaines périodes, s'étendaient sur des années et même des dizaines d'années. Elles n'ont pu arracher la terre tout en portant pour un moment de sérieux coups à la féodalité, tant que la bourgeoisie comme classe n'était pas à même de prendre le pouvoir. La révolution permanente enseigne qu'à l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie ne peut plus assurer l'accomplissement des tâches démocratiques qu'elle n'a pu accomplir dans la période du capitalisme ascendant.

A notre époque, les « puissantes guérillas paysannes » peuvent porter les plus sérieux coups à la bourgeoisie nationale compradore et à l'impérialisme. Elles ne peuvent historiquement remporter la victoire. Le paysan, répétons-le, suit le bourgeois ou l'ouvrier. Ou « l'ouvrier » dirigera jusqu'à la victoire finale « le paysan » (dictature du prolétariat) ou le « bourgeois » émasculera avant de les écraser les conquêtes arrachées par la paysannerie.

••

Il est bien évident que la conception mandelo-pabliste de la dynamique de classe de la révolution dans les colonies, où « la paysannerie se substitue au prolétariat » ne pouvait être prévue par la théorie marxiste. Elle lui est radicalement opposée parce qu'elle nie le rôle hégémonique du prolétariat dans la révolution pour se ranger sur les théories les plus éculées du populisme, témoin ce passage de document cité :

Sa « nature sociale assez différente », la paysannerie des pays arriérés la tire de :

« La différence entre l'individualisme invétéré (!!!) de la paysannerie classique ayant un arrière-fond de siècles de petite production de marchandises, possédant la terre ou aspirant à la posséder, et la prédisposition vers le collectivisme chez les populations rurales vivant encore dans des conditions de propriété tribale (communale) totale ou partielle. Cette classe, contrairement à la paysannerie tradi-

tionnelle, n'est pas « per se » opposée à l'introduction de rapports socialistes à la campagne. Elle reste donc un allié du prolétariat à travers tout le processus de la révolution permanente. »

L'art du camouflage est élevé ici à des hauteurs que seul le stalinisme a égalées lorsqu'il parle de révolution socialiste ou d'internationalisme prolétarien.

D'abord, dans le processus de dissolution des rapports pré-capitalistes, la paysannerie se différencie en ouvriers agricoles (prolétariat), en petits et moyens paysans, et en paysans riches (koulaks).

C'est justement parce que la paysannerie, en dehors des ouvriers agricoles qui font partie du prolétariat, aspire à posséder la terre, qu'elle devient une alliée du prolétariat en raison du fait qu'à l'époque de l'impérialisme, c'est seulement le prolétariat qui, par sa lutte de classes détruisant l'Etat bourgeois, instaurant l'Etat ouvrier, peut régler cette tâche démocratique héritée du passé.

A la vivante dialectique de la lutte de classes de la révolution permanente, est substituée le « populisme » que le marxisme, à la fin du siècle dernier, avec Plekhanov et Lénine a réduit en poussière. Les populistes estimaient alors que les survivances tribales (communales) — le mir — conféraient à la paysannerie russe une nature particulière lui fournissant la possibilité de « sauter par-dessus l'étape du capitalisme » pour aller directement au socialisme.

Théories petites-bourgeoises qui avaient au moins, à l'époque, le mérite de n'avoir pas été tranchées par l'histoire. La révolution d'Octobre 1917 a vérifié avec éclat la théorie de la révolution permanente, et cela, non pas dans le sens d'avoir conféré à la paysannerie russe la mission « d'introduire des rapports socialistes à la campagne » ; bien au contraire, si le prolétariat, en prenant le pouvoir, a effectivement, par l'expropriation de la bourgeoisie, introduit les rapports socialistes dans l'industrie, il a, en appelant la paysannerie à prendre la terre, libéré les rapports capitalistes à la campagne en liquidant les survivances féodales.

Ce faisant, bien évidemment, par le fait qu'il contrôlait avec la propriété d'Etat le monopole du commerce extérieur et ses conquêtes socialistes, le prolétariat se donnait les moyens de contrôler l'évolution des « rapports capitalistes introduits à la campagne ».

Le fait que cette question des rapports entre le prolétariat et la paysannerie ne soit pas simple est attesté par toute l'évolution de l'Union soviétique, mais tout ceci, Mandel le connaît parfaitement. Après avoir capitulé devant Pablo en 1950, lequel capitulait devant le stalinisme, il a poursuivi dans une voie qui l'amène à légitimer les « voies spécifiques au socialisme » par lesquelles la bureaucratie stalinienne s'opposait par toutes ses fibres à la révolution socialiste, s'oppose au rôle hégémonique du prolétariat dans la révolution.



Telle est l'essence du pabliste. Changeant à peine de peau, reprenant toutes les « idées à la mode » que la bourgeoisie et ses agences petites-bourgeoises, particulièrement l'intelligentsia, sèment pour tromper les masses (autogestion, théories des pouvoirs — des

forces productives continuant à croître — du néo-capitalisme rajeunissant l'impérialisme, etc.). Il en a été ainsi en mai-juin 1968 et pour une période qui tend à prendre fin. Au Congrès de la Ligue pabliste encore — en 1971 — il a été adopté des positions qui expliquent la nécessité « d'utiliser le mouvement petit-bourgeois à des fins de destruction de l'hégémonie stalinienne sur la classe ouvrière » ; théorie qui amène la Ligue à déclarer vouloir construire le Parti « de la périphérie vers le centre ».

« Le marxisme, unité de la théorie et de la pratique dans la construction du Parti, est l'expression consciente du processus inconscient. C'est au nom d'une classe, le prolétariat, dont il assume les intérêts, que le marxisme parle. Le marxisme n'est pas l'humanisme réactionnaire des Sartre et autres intellectuels petits-bourgeois. Autrement dit, le Parti révolutionnaire de la IV^e est expression consciente du « processus inconscient » de la lutte de classe du prolétariat... Si le Parti doit « utiliser », c'est-à-dire en fait exprimer les intérêts du mouvement petit-bourgeois, pour aider la classe ouvrière à s'émanciper du stalinisme, c'est donc que le mouvement du prolétariat n'est pas le facteur de la révolution. Il faut y ajouter quelque chose de plus — le mouvement petit-bourgeois, dont les intérêts priment ceux du prolétariat. C'est « la conscience extérieure » des intellectuels petits-bourgeois prétentieux qui prétendent se charger d'assurer l'émancipation des travailleurs aux lieu et place du prolétariat. Nous ne sommes plus seuls à le constater. J. Hansen, bien tardivement, écrit dans un texte polémique contre Maitan, dirigé également contre Mandel-Krivine :

« Le schéma de la construction du Parti est le suivant : le milieu dans lequel nous travaillons est le milieu des étudiants radicalisés. Dans un premier stade, ils passent à l'ultra-gauchisme. Vous devez être là où ils sont et les attirer. La meilleure tactique est de parler comme eux, est d'adopter leur ultra-gauchisme. »

La question n'est pas formelle comme tend à le décrire Hansen.

Disons seulement ici que ce schéma de la construction du Parti n'est pas le « schéma » de la construction de Parti exprimant les intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière, ni celui d'un Parti exprimant les intérêts d'« étudiants radicalisés » lesquels ne peuvent trouver leur solution que sous la direction du prolétariat, mais les intérêts des couches décomposées de la petite-bourgeoisie auxquelles Krivine-Weber-Mandel confèrent un rôle autonome dans l'histoire comme Pablo-Mandel-Frank-Maitan le confèrent à la paysannerie des pays arriérés. Comme Pablo-Mandel-Frank-Maitan le conféraient en 1950 et toujours depuis à la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin.



Le révisionnisme liquide les principes marxistes du Programme de transition.

L'abandon de ce qui fonde la nécessité de l'Internationale prolétarienne (aujourd'hui la IV^e Internationale), à savoir l'unité mondiale de la lutte de classe,

fait disparaître le prolétariat comme classe historique. Les trois secteurs visent, en niant la mission historique du prolétariat, à légitimer :

1. dans les pays coloniaux le rôle hégémonique de la paysannerie ;
2. en U.R.S.S. et dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, le rôle hégémonique de la bureaucratie ;
3. dans les pays industrialisés, à conférer à la « *petite-bourgeoisie radicalisée* » ce rôle hégémonique.

Nous opposerons, dans les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale le marxisme prolétarien au révisionnisme petit-bourgeois.

Le pablisme est directement lié politiquement à la petite-bourgeoisie, à la bureaucratie et aux courants de la petite-bourgeoisie décomposée. Le pablisme est un courant politique d'adaptation à la petite-bourgeoisie. Il utilise pour partie la terminologie trotskyste pour capter les jeunes, surtout les jeunes intellectuels qui cherchent la voie de la révolution et du Parti ouvrier révolutionnaire, tâchant avec soin de ne pas montrer combien le pablisme est une entreprise consciente émasculant le contenu prolétarien-marxiste du programme.

Le pablisme ne compte pas pour grand-chose comme force politique ; il ne compte que par le fait que les propos petits-bourgeois des pablistes sont recueillis avec empressement par les journalistes bourgeois et petits-bourgeois. Mais ce ne sont pas les journalistes bourgeois et petits-bourgeois qui font l'histoire. Le pablisme est un courant anti-trotskyiste. Ce serait une illusion fort nuisible que d'espérer qu'il soit possible d'avancer dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale sans que soit clairement caractérisé le pablisme comme courant étranger au trotskysme. Le pablisme a été amené à substituer aux critères de la lutte de classes internationale du prolétariat, des critères répondant aux forces étrangères au prolétariat, à déclarer que le programme « *vieilli* » ne correspondait plus à la situation.

La IV^e Internationale, pour se reconstruire, devra se débarrasser définitivement et résolument de ce courant petit-bourgeois. Telles sont les conclusions que l'avant-garde doit tirer.

Répetons-le, le pablisme est un courant anti-trotskyiste. Mais il s'est développé dans la IV^e Internationale. L'histoire de la IV^e Internationale, depuis sa fondation, a connu d'autres courants capitulards qui se sont développés en son sein. Mais la différence capitale avec le courant liquidateur du pablisme, réside en ceci : les autres courants capitulards (Schachtman, les droitiers en France) se sont constitués à l'intérieur, mais en marge de la IV^e Internationale ; le courant pabliste s'est cristallisé au centre, à la direction de la IV^e Internationale, alors son Secrétariat International.

Au 3^e Congrès mondial, Pablo a réussi à grouper contre le programme — que défendait seule la majorité française dont est issue l'O.C.I. — la majorité des sections. Certes, cela n'a pas signifié que toutes les organisations qui, au 3^e Congrès mondial ont voté les positions révisionnistes de Pablo-Frank-Mandel-Maitan devenaient des organisations étrangères au trotskysme. La rupture en 1953, du S.W.P. avec le S.I., ainsi que celles de la S.L.L. et du représentant des trotskystes chinois au S.I. qui, avec l'O.C.I. allaient constituer le Comité International, démontrent que des

organisations fondées sur le programme de la IV^e Internationale adhérentes au Secrétariat unifié peut se développer la résistance au pablisme.

Quoi qu'il en soit, le pablisme a réussi à désintégrer comme organisation internationale centralisée la IV^e Internationale fondée en 1938 par Léon Trotsky. Mais le pablisme ne pouvait détruire la IV^e Internationale comme programme.

« La signification du programme, c'est la signification du parti... Mais qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion réside dans une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune — c'est cela, le programme du parti. » (Léon Trotsky)

Le Programme de la IV^e Internationale est sorti vainqueur. Aucun des événements de l'histoire, depuis 1938, n'a pris en défaut le Programme. Pablo, et avec lui, Mandel l'ont si bien compris que pour leur besoin révisionniste ils ont dû conserver le cadre formel de la IV^e Internationale qu'ils trahissaient. C'est ainsi qu'ils ont déconcerté en 1950-1953 les organisations trotskystes et qu'ils continuent de déconcerter ceux des militants et organisations qui, aujourd'hui encore, voient dans le S.U., la direction de la IV^e Internationale. Là réside la fonction du pablisme qui dresse l'obstacle interne majeur, au compte des appareils bureaucratiques et des courants de la petite-bourgeoisie intellectuelle décomposée, au mouvement des jeunes et militants à la recherche d'une nouvelle direction.

Le pablisme ne peut réaliser cette fonction qu'en usurpant le titre de la IV^e Internationale, tout en révisant le Programme de la IV^e Internationale. Abandonnant les principes prolétariens du Programme, il doit se camoufler derrière le paravent de la IV^e Internationale. Mais la IV^e Internationale ne peut se construire que sur son Programme. Sous cet angle, les crises et scissions multiples qui ont secoué le S.U. pabliste depuis 1950-1951, témoignent de l'œuvre de désagrégation opérée par le pablisme. Ce n'est pas là le fait du hasard si bon nombre d'organisations gauchistes décomposées sont issues de la J.C.R. et de la Ligue Pabliste. La logique des positions révisionnistes doit amener à l'abandon par le pablisme de la référence à la IV^e Internationale (à l'intérieur de l'A.M.R. de Pablo-Privas, un courant propose cet abandon à la référence à la IV^e Internationale). Dès lors, le pablisme ayant rompu tout lien, même formel, avec la IV^e Internationale, se définirait clairement pour ce qu'il est. Par là même, il perdrait sa fonction nécessaire, celle de représenter le rempart bourgeois, relayant et étayant les appareils.

C'est en raison même de cette fonction politique dont les racines sont petites-bourgeoises, indépendamment de ce qu'en pensent les pablistes eux-mêmes, que Mandel-Krivine maintiennent le lien de référence formelle avec la IV^e Internationale. Si donc le S.U. pabliste a tenté et continue à le faire, de capter le mouvement qui conduit une fraction limitée de jeunes et militants à la recherche d'une nouvelle direction, il ne peut qu'intégrer dans ses organisations que crises, ruptures et scissions en relation avec la contradiction entre sa fonction liquidatrice qu'exprime

une couche d'intellectuels petits-bourgeois décomposés, et le mouvement de cette fraction limitée de jeunes et de militants à la recherche de la IV^e Internationale, fraction qu'elle vouerait à la démoralisation si les défenseurs du Programme ne leur ouvrent pas une issue.

Mais la fonction de la IV^e Internationale fondée sur le Programme de transition par Léon Trotsky, n'est certainement pas de « légaliser » à sa direction le liquidationnisme petit-bourgeois. L'ensemble de cette analyse nous permet à bon droit de justifier l'appréciation portée sur la constatation du fait que le pablisme liquidateur a réussi à détourner comme organisation, la IV^e Internationale, de la fonction de construction du Parti révolutionnaire dans chaque pays, ce pourquoi elle a été proclamée. De là découle la conclusion que la IV^e Internationale a été détruite comme organisation internationale centralisée par le pablisme.



Répetons-le : l'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une table afin de rédiger des résolutions politiques et d'organisation qui, une fois adoptées, restent lettre morte.

L'Internationale consiste dans le regroupement sur le terrain de l'organisation, des militants et organisations capables de défendre et de traduire le programme par des actes, c'est-à-dire d'organiser leurs forces pour la lutte théorique, politique et pratique pour la IV^e Internationale. La direction de la S.L.L. s'est constamment refusée à traduire dans la pratique les décisions adoptées à l'unanimité par le C.I. La raison en a été analysée. Avec la conception de Healy et de la direction de la S.L.L., la IV^e Internationale ne deviendra réalité politique et d'organisation qu'après la victoire de la révolution en Angleterre. Conséquemment, toute l'activité « Internationale » doit être subordonnée à ne pas gêner et à aider la S.L.L. à se construire. C'est pourquoi la direction de la S.L.L. s'est refusée à apporter aide politique — militants et aide matérielle — au combat que les organisations du C.I. ont engagé et qu'ils poursuivent pour la construction par exemple de sections et groupes dans les pays de l'Est. Et pas seulement dans ce travail.

Il s'agit là d'une méthode étrangère au bolchevisme de Lénine-Trotsky et de la IV^e Internationale, dont nous avons analysé les racines et qui conduit à une déviation de type zinoviéviste.

Méthode d'organisation qui s'apparente à la centralisation mécanique, conçue indépendamment des bases politiques pouvant fonder une véritable centralisation internationale, par laquelle le S.I. dans les premières années de l'après-guerre a cherché à régler les problèmes de direction du mouvement international, méthode qui n'exprime pas les causes du pablisme mais qui est un effet des confusions et des faiblesses politiques qui ont été le terrain de son développement en même temps qu'elle en a constitué le véhicule organisationnel.

Mais il faut remarquer que dans le cas de la S.L.L., la prétention à être un centre international dirigeant n'est que formelle. En réalité, les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale sont ramenées à la seule construction du « grand parti révolutionnaire »

en Angleterre. La construction de l'Internationale est ainsi subordonnée à une conception nationaliste de la construction du parti révolutionnaire : ce n'est que de l'apparition (indépendamment de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale) d'une prétendue section dirigeante que peut procéder le développement de l'Internationale.

Méthode étrangère au bolchevisme qui se refuse à reconnaître cette vérité que la crise de la IV^e Internationale, qui est celle de la faillite du pablisme, a ses racines dans la IV^e Internationale restructurée en 1946. Peur panique de regarder la vérité en face et qui conduit à limiter la critique du pablisme à ce qui semble tout juste nécessaire pour défendre sa propre organisation nationale dont le développement est envisagé d'abord en dehors, puis contre la lutte pour l'Internationale qui devient une « gêne » insupportable. Conception « nationale-trotskyiste » étrangère au trotskysme et à son programme qui conduit à faire abstraction du marxisme dans son essence : unité de la théorie et de la pratique, fondée sur la lutte pour l'Internationale qui intègre et dont dépend organiquement la construction du Parti révolutionnaire dans chaque pays.

A partir de cette méthode et de ces conceptions étrangères à l'internationalisme de la IV^e Internationale marxiste, la crainte de s'avouer toute la profondeur de la crise laisse toutes portes ouvertes aux équivoques et aux fausses interprétations.

Nous avons analysé le lien équivoque de la direction de la S.L.L. avec le pablisme, motivée par une volonté non équivoque de ne pas aller jusqu'au bout de l'analyse des causes de la crise de la IV^e Internationale.

Il faut en rechercher en partie la raison dans la constitution du Comité International en 1953 sous l'impulsion de la direction du S.W.P. qui ne pouvait s'y affilier.

En 1953, c'est sur la base d'une lettre ouverte rédigée au nom du S.W.P. que la scission d'avec Pablo-Maitan-Mandel fut consommée et que fut constitué le C.I. La lettre de Cannon procédait à une analyse correcte de certains aspects du pablisme, mais n'allait pas au fond de sa caractérisation, comme courant liquidateur étranger à la IV^e Internationale, exprimant dans son sein des forces de classes étrangères au prolétariat.

En 1963, la direction du S.W.P. rompit d'avec le C.I. pour opérer la réunification avec le S.I. La résolution du Comité Politique du S.W.P. qui fut adoptée comme base de la réunification, stipule :

« Bien que des divergences substantielles subsistent encore, en particulier sur les causes de la scission de 1953, les points de désaccord apparaissent d'importance secondaire en face du programme fondamental commun et de l'analyse commune des principaux événements actuels dans les développements mondiaux qui unissent les deux courants. Avec de la bonne volonté il devrait être possible de contenir les divergences reconnues qui subsistent encore dans le cadre d'une organisation unifiée, permettant la poursuite de la discussion et une clarification. »

Le caractère et le contenu équivoque de cette réunification est établi par l'éditorial de la revue pabliste *4^e Internationale*, 3^e trimestre 1963.

« La IV^e Internationale vient, à son dernier congrès, de surmonter une pénible scission qui l'affecta il y a dix ans. L'importance de cette décision a été le fruit d'un rapprochement politique très étroit. »

Alors que Mandel-Pablo-Frank réaffirment intégralement leurs positions révisionnistes et parlent *« d'un rapprochement politique très étroit »*, la direction du S.W.P. réaffirme de son côté *« ses divergences substantielles sur les causes de la scission de 1953 »* et des *« divergences reconnues »* (sans préciser publiquement quelles sont ces divergences).

Le caractère diplomatique de cette réunification saute aux yeux ; cette combinaison n'a pas résisté à l'épreuve des faits. Il suffit pour s'en convaincre de lire le long document rédigé en mars 1971 par Joseph Hansen, l'un des dirigeants du S.W.P. et qui s'intitule *« Défense de la stratégie léniniste de la construction du parti »*.

C'est une polémique féroce contre l'orientation développée en particulier par Mandel et Maitan. Le point de départ de cette polémique c'est la critique des positions adoptées par le *« 9^e Congrès Mondial »*, organisé par le S.U., à savoir *« une orientation vers une « stratégie » de lutte armée ou de guérilla, plus particulièrement en ce qui concerne l'Amérique du Sud où, d'après Hansen, « la position de la majorité nous dessert dans notre combat pour le programme trotskyste et sert même des anti-léninistes conscients »*.

Mais — et c'est le titre de l'un des chapitres du texte de Hansen — *« il ne s'agit pas que de l'Amérique latine »*.

Hansen considère à juste titre — et c'est le fil conducteur de son argumentation — que l'on est en présence, à partir du moment où l'on fait de la guérilla une *« stratégie »*, d'une tentative de substituer *« l'action exemplaire »* sous la forme de la lutte armée à l'action consciente des masses et à la construction d'un parti de type léniniste. Il est nécessaire, précise-t-il, y compris par rapport à l'activité du S.W.P. aux Etats-Unis de mener *« une polémique contre tout idéologue qui considère que la stratégie léniniste de construction du parti a été supplantée par l'activité de guérilla qu'elle soit rurale ou urbaine »*.

Mais le texte de Hansen n'est pas qu'une réfutation formellement correcte, à partir des enseignements généraux de Lénine et de Trotsky de l'orientation aventuriste et petite-bourgeoise ouverte que constitue le *« guérillisme »*. Il tente de répondre à la question : pourquoi la majorité du S.U. a-t-elle adopté cette position ?

Il rassemble toute une série de citations de *« guérilléristes »* brésiliens, uruguayens, boliviens et les commente en disant que *« considérées à la lumière de l'orientation du camarade Maitan, ces citations devraient aider à une meilleure compréhension des forces exerçant leur pression sur notre mouvement »*.

La prise de position du 9^e Congrès mondial n'est donc pas présentée par Hansen comme un *« glissement »* conjoncturel mais comme l'expression de for-

ces sociales hostiles au prolétariat. Comment cette pression a-t-elle été transmise ? Pour Hansen, les composantes de la majorité sont d'une part *« certains des jeunes radicalisés que notre mouvement a recrutés dans divers secteurs qui ne sont pas libérés de l'ultra-gauchisme »* et d'autre part la volonté de certains secteurs latino-américains qui voulaient s'engager dans la voie de la guérilla. Mais Hansen va plus loin.

Il cite une lettre étrange de Maitan en date du 15 mai 1968 (remarquons qu'avec Mandel, Maitan est désigné comme le principal responsable de cette orientation) dont l'idée générale est que le S.U. doit s'affirmer, faire une percée et qui comporte ce passage : *« Permettez-moi de m'exprimer un peu paradoxalement, il est nécessaire de comprendre et d'expliquer qu'à cette étape l'Internationale se bâtira autour de la Bolivie. »*

Et plus loin, Hansen donne une clé :

« Le changement qui s'inscrit dans une modification qualitative de la majorité en 1969 trouve, je crois, son origine, en relation avec la conférence de l'OLAS tenue à La Havane en 1967. »

Les conséquences des débats et des décisions de cette conférence tiennent à ce que les Cubains entendaient devenir directement partie prenante dans les actions de guérilla sur le continent. Cela signifiait un changement considérable de la situation, les Cubains ayant à leur disposition les ressources d'un pouvoir d'Etat.

Et, dans sa conclusion, Hansen explique :

« Dans la seconde moitié de l'année 1967 — à la suite de la conférence de l'OLAS — l'un ou plusieurs des leaders de la IV^e Internationale aboutirent à la conclusion que la ligne précédente, si juste qu'elle ait été en son temps, devait être modifiée, qu'il était d'une nécessité vitale de faire un ample tournant. »

Et plus loin :

« La réalité me semble être que l'un ou plusieurs des camarades dirigeants de la IV^e Internationale, au cours de l'année 1967 ou avant, n'étaient plus satisfaits par la stratégie de construction du parti formulée lors de la conférence de fondation du mouvement. »

Quelque chose manquait. Notre mouvement avait prouvé sa valeur sur le terrain de la théorie, mais il ne s'était nulle part montré capable de faire une démonstration comparable sur le terrain pratique, en particulier une démonstration de savoir-faire les armes à la main. Maintenant les conditions objectives étaient autres. Le champ de la guérilla s'était ouvert : il était objectivement possible, même à un petit groupe, d'ouvrir un front selon l'exemple des Cubains, à condition que tout soit subordonné à cette *« nouvelle orientation et méthode »*.

C'est donc bien d'après Hansen du programme qu'il s'agit : c'est sur un autre programme que celui de la révolution socialiste — le Programme de transition — que se tient ouvertement la majorité du S.U.

Si le courant que représente le S.W.P. continue à coexister avec le courant Maitan-Mandel qu'il caractérise comme exprimant des intérêts matériels étrangers au trotskysme, c'est là la preuve que les méthodes de la diplomatie demeurent. Il reste que ces méthodes ont des causes. Si la direction du S.W.P. caractérisait le pablisme du S.U. pour ce qu'il est : courant liquidateur étranger au trotskysme, il ne pourrait coexister au sein de cette prétendue « IV^e Internationale ». Il lui faudrait aller plus loin et rechercher sur quel terrain spécifique, avec quelles méthodes et de quelles forces sociales est né le pablisme liquidateur. Il lui faudrait admettre que la réunion des morceaux épars de l'organisation de la IV^e Internationale, sous l'égide du S.U. pabliste, ne peut constituer la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938. Il lui faudrait également rechercher dans la pratique politique de la direction du S.W.P., les racines de la crise pabliste.

En 1963, l'O.C.I. et la S.L.L. se sont refusées à s'associer à cette réunification diplomatique qui ne pouvait entraîner que confusion, qu'approfondir la désorganisation et la démoralisation dans les rangs des partisans de la IV^e Internationale.

Jusqu'en 1963, l'obstacle à l'accomplissement des tâches politiques et pratiques dans le CI résidait dans la politique de la direction du S.W.P.

A partir de la scission du C.I. en 1963, l'O.C.I., comme il est établi, avec patience et ténacité, a œuvré pour que le C.I. joue son rôle. Nous avons cherché à ouvrir la discussion sur les problèmes analysés dans ce rapport. L'O.C.I. a proposé textes et résolutions. Elle a accepté toutes les demandes formulées par la S.L.L. tendant à reculer les conférences et les réunions internationales sous prétexte que les « tâches pratiques en Angleterre ne permettaient pas au Comité central de la S.L.L. de préparer "textes" et "réponses" » à nos analyses et propositions.

Il est du plus haut comique de lire les assertions récentes de la direction de la S.L.L. accusant l'O.C.I. de vouloir faire bloc avec les centristes, par exemple avec le groupe « Spartacist » des Etats-Unis. Tous les participants de la 3^e Conférence organisée par le Comité International (1966) ont été les témoins des ridicules palinodies de Gerry Healy qui, avant la Conférence, avait négocié l'entrée des organisations centristes-sectaires « Voix Ouvrière » et « Spartacist » au sein du Comité International pour se constituer une machine de guerre contre l'O.C.I.. La présence de ces groupes, à la Conférence, était certes souhaitable comme élément de clarification politique mais l'O.C.I. n'entendait pas se laisser imposer une « unification » sans principes.

Devant la résistance de la délégation de l'O.C.I. aboutissant à ce que les véritables problèmes soient abordés, Gerry Healy et la direction de la S.L.L. durent battre en retraite précipitamment et se rallier aux positions de l'O.C.I. qui rédigea tous les documents adoptés à cette Conférence et qui se situent clairement dans la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Les positions de la direction de la S.L.L. ont été clairement analysées dans ce rapport. C'est parce que la direction de la S.L.L., répétons-le, s'est refusée à aller jusqu'à la racine de la critique du pablisme, croyant ainsi protéger un faux prestige petit-bourgeois « d'infailibilité », c'est parce qu'elle a été incapable de saisir les relations entre la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et le mouvement de la classe et partant, incapable de saisir les relations entre l'Internationale — la lutte pour sa reconstruction — et la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays, qu'elle a agi, pour l'essentiel, comme un frein, interdisant l'application effective des décisions prises en commun en 1966, repoussant les échéances, refusant la discussion politique pour finalement provoquer, sans aucun débat, une scission criminelle du Comité International.

C'est ce refus d'une critique radicale du pablisme qui amène Gerry Healy, en septembre 1970, alors qu'il œuvre pour empêcher la clarification politique au sein du Comité International, à proposer au S.U. des discussions pour aboutir à la réunification.

L'article de Gerry Healy, paru dans *Workers Press* du 8 septembre 1970 et intitulé « Nouveaux commentaires sur la nécessité d'une discussion commune entre le Comité International et le Secrétariat Unifié », est intégralement reproduit dans l'étude du camarade Gérard Bloch, « Un acte scissionniste contre le Comité International pour la reconstruction de la IV^e Internationale » (*la Vérité*, n° 556, avril 1972) ainsi que la lettre du Comité Central de l'O.C.I. au Comité Central de la S.L.L. en date du 13 septembre, lettre restée sans réponse.

Nous nous contenterons donc ici de rappeler le « noyau » de l'argumentation de Gerry Healy, qui démontre avec éclat qu'au moment même où il n'avait que le mot « dialectique » à la bouche, c'est précisément la méthode du matérialisme dialectique qu'il abandonnait.

Rappelant les propositions de mise sur pied d'une « commission paritaire » entre le S.U. et le C.I. en 1963, Gerry Healy écrit :

« Aujourd'hui, les CONDITIONS OBJECTIVES sont entièrement différentes et beaucoup plus favorables. La classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Europe occidentale (seulement celle du Marché Commun élargi, si l'on comprend bien ?) est en marche vers des conflits de classe ouverts et se prépare à s'engager dans la politique révolutionnaire sur une échelle jamais expérimentée jusqu'à ce jour par notre mouvement depuis qu'il a été fondé par le camarade Trotsky.

Les organisations du Comité International et celles du Secrétariat Unifié sont les UNES ET LES AUTRES de plus en plus poussées à s'engager dans les luttes les plus acharnées contre les forces contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie.

La construction de partis révolutionnaires de masse fondés sur la classe ouvrière est à notre portée dans nombre de pays importants (...)

Pour contribuer à ce qu'elle (la discussion) s'ouvre dans une atmosphère de camaraderie

comme l'a suggéré le Secrétariat Unifié, nous sommes prêts à conclure un accord selon lequel cette discussion NE sera plus menée dans notre presse publique, mais à l'intérieur, dans nos organisations respectives.»

Sur ce qui constitue l'essentiel de ce document, la lettre du Comité Central de l'O.C.I. remarquait :

« Les formules du camarade G. Healy laissent au contraire entendre que la "situation objective" peut changer la nature du Secrétariat Unifié (à moins qu'il ne considère, comme nous l'avons noté plus haut, que le S.U. est par nature trotskyste, qu'il constitue une branche de la IV^e Internationale). Tout au contraire, "l'imminence de la révolution", les processus en cours au sein de la classe ouvrière mondiale, du mouvement ouvrier font et feront que le S.U. tentera de détourner de la reconstruction de la IV^e Internationale, les jeunes, les militants, les travailleurs qui sont et seront à la recherche d'une solution politique révolutionnaire et qu'il faut gagner à la reconstruction de la IV^e Internationale : le S.U. le fera, tôt ou tard, au prix de "trotskyser" son langage et ses théories. Si les organisations, les militants du C.I. ne sont pas éduqués, formés à partir de cette compréhension, ils seront politiquement désarmés. Ils ne peuvent être formés que si aucune équivoque n'est entretenue, que si sans cesse, la lutte publique, par la polémique comme dans la pratique politique est menée contre le S.U.

Mais le camarade Healy choisit ce moment pour laisser entendre que la "situation objective" peut redresser le S.U. sinon modifier sa nature, et cela, de plus, par une discussion à l'intérieur des organisations excluant la polémique publique. Au nom de la dialectique de la "lutte des contraires" ! Mais le matérialisme dialectique nous enseigne justement que le conflit des idées, c'est l'expression théorique d'antagonismes sociaux que seule peut résoudre la vie pratique ; l'arme de la critique prépare la critique des armes et n'est rien sans elle.

C'est pourquoi l'essence du matérialisme dialectique, c'est aujourd'hui la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le conflit constant, théorique, politique et d'organisation avec le stalinisme, le réformisme, et le pablisme est le seul moyen de construire l'instrument qui permettra à la classe ouvrière de régler leur compte, par la critique des armes, à la bourgeoisie et à ses agences qui ont nom stalinisme, réformisme, pablisme : la IV^e Internationale et ses partis.

L'article du camarade Healy, les propositions qu'il fait, les formules qu'il utilise font en quelques lignes litte du matérialisme dialectique, ils s'alignent sur un vulgaire évolutionnisme. »

Ainsi se précisait la méthode, contraire aux principes du marxisme, qui sous-tend les convulsions politiques de la direction de la S.I.L. et qui l'a amenée à tenter de détruire l'acquis constitué par le Comité International.

LISEZ, DIFFUSEZ

« INFORMATIONS OUVRIERES »

Abonnements :

1 an (48 numéros) : 50 F

6 mois (24 numéros) : 25 F

Abonnement spécial :

10 numéros pour 10 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73

Correspondance - Rédaction - Administration

39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS (10^e)

OUVRONS LA DISCUSSION INTERNATIONALE POUR LA 2^e SESSION DE LA PRE-CONFERENCE

Il y a une volonté commune parmi les éléments, groupes et organisations qui, dans de nombreux pays, considèrent que c'est seulement le programme qui peut permettre de comprendre correctement la dynamique des développements actuels de la lutte de classes.

Il y a cette volonté commune qui est donnée par le fait que les marxistes, fidèles au programme de la IV^e Internationale, condamnent et condamneront les tendances pablistes qui considèrent que la lutte de classes n'est plus le moteur de l'histoire mais, en quelque sorte, un supplément s'ajoutant aux forces « objectives » de la bureaucratie et de la petite-bourgeoisie. De telles conceptions révisionnistes font du prolétariat une force complémentaire à la petite-bourgeoisie et à la bureaucratie, et de la IV^e Internationale un organisme de pression. Telle est d'ailleurs en fait l'essence de la fonction que le pablisme se reconnaît pour lui-même.

En 1963, les tâches de la pseudo IV^e Internationale étaient ainsi définies :

« L'infusion des idées (!!!) trotskystes dans le nouveau courant castriste influencera le développement d'une direction révolutionnaire consciente. »

Plus loin, le Congrès pabliste conteste :

« L'apparition (!!!) des forces révolutionnaires de masses dirigées par des partis ou des tendances qui se sont développées en dehors du domaine de contrôle stalinien : Cuba, Algérie (!!) »

La révolution consiste à édifier dans chaque pays l'Etat ouvrier. La révolution pour Mandel-Frank-Maitan a remporté la victoire à Cuba sous la direction du Parti de Castro et, en Algérie, sous la direction du F.L.N. de Ben-Bella-Boumedienne. Il en découle donc nécessairement l'abandon des tâches de construction dans chaque pays du Parti révolutionnaire de la IV^e Internationale dirigeant la lutte de classe du prolétariat pour la conquête du pouvoir, cette tâche étant assurée par des « tendances et partis » qui ne se sont pas seulement développés en dehors du « domaine de contrôle stalinien », mais en dehors de la IV^e Internationale.

Que la direction du S.W.P. qui, en 1953, avait dénoncé le pablisme comme tendance liquidatrice de la nienne, se soit rallié à ces mêmes thèses en 1963, nienne se soit rallié à ces mêmes thèses en 1963, démontre seulement son éclectisme. Les trotskystes ne sauraient se contenter de cette phrase de camouflage ajoutée dans les documents :

« La construction des sections de la IV^e Internationale capables d'élaborer des analyses concrètes de leurs situations nationales spécifiques et de trouver des solutions concrètes aux problèmes reste une tâche stratégique centrale dans tous les pays. »

Pour les marxistes, les conceptions politiques sont déterminées non par des caractéristiques formelles, si importantes soient-elles, mais par le contenu de classe exprimé sur tous les plans : théorique, politique, pratique, d'organisation et dans les méthodes.

Par opposition au réformisme, au stalinisme et au centrisme, la politique révolutionnaire du prolétariat a pour but le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois au moyen de l'unification préalable du prolétariat, pour lui substituer l'Etat centralisé des Conseils ouvriers. La IV^e Internationale est l'avant-garde de la classe ouvrière unifiée par le programme. Une telle organisation n'existe pas encore. Admettre que la bureaucratie stalinienne (comme le prétendait Pablo en 1950), que les organisations castristes et le parti de Ben Bella-Boumedienne, le F.P.L.P. de Habbache ou le F.D.L.P. de Hawatmeh en Palestine (comme le prétendent Pablo - Mandel - Frank - Krivine) puissent accomplir au compte des classes petites-bourgeoises (paysannerie, étudiants, etc.) les tâches assignées au prolétariat et son parti révolutionnaire, c'est abandonner la lutte pour la IV^e Internationale et la construction de sections de la IV^e Internationale dans chaque pays.

Continuer à déclarer — en paroles — que l'on combat pour la IV^e Internationale, c'est duper l'avant-garde.

Il y a plus. Si Staline, Castro, Ben-Bella-Boumedienne, Habbache ou Hawatmeh sont dirigeants de la révolution prolétarienne dont la mission est, répétons-le, d'édifier l'Etat ouvrier, c'est une provocation que de construire des sections de la IV^e Internationale.

Ces « analyses et solutions concrètes » — si tant est qu'elles se distinguent de leurs propres analyses et solutions — il faut les proposer à Staline, Castro, Ben Bella-Boumedienne, Habbache, etc.

L'essence même de la tactique dite de « l'entrisme *sui-generis* » liquidant la lutte pour la construction de partis révolutionnaires, découlant de la capitulation pabliste devant la bureaucratie et la petite-bourgeoisie, est ici exprimée. Ajoutons encore ceci : apparemment, il peut sembler correct d'écrire que « la construction de sections de la IV^e Internationale capables d'élaborer des analyses concrètes de leurs situations nationales spécifiques et de trouver des solutions concrètes aux problèmes reste (souligné par nous) une tâche stratégique centrale dans tous les pays ». En fait, il n'en est rien. Pour les marxistes : la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire dans un pays ne peut jamais être conçue comme un combat mené dans le seul cadre national. Ce combat doit toujours être considéré comme une activité « nationale » du combat pour l'Internationale.

Les « analyses et solutions concrètes » ne peuvent être appréhendées que comme expression nationale de l'unité mondiale de la lutte de classes qui commande, intègre et ordonne « les situations nationales spécifiques ». La « spécificité nationale » pour un marxiste ne peut être saisie comme telle autrement. Ici encore, le « national-trotskyisme » est directement opposé et contradictoire à l'essence internationaliste du trotskysme.

La répudiation de l'unité mondiale de la lutte de classe au profit de la théorie stalinienne des blocs, secteurs et zones, reliée étroitement à la théorie stalinienne du socialisme en un seul pays et qui a détruit en dix années (1924-1933) la III^e Internationale de Lénine-Trotsky, a conduit le pablisme à une politique d'adaptation à la bureaucratie stalinienne et au nationalisme petit-bourgeois (Gomulka, F.P.L.P., Nasser, Sekou Touré, Ben Bella-Boumediène). L'abandon du rôle hégémonique du prolétariat dans la révolution a entraîné le pablisme à donner une valeur de fétiche aux méthodes populistes de la petite-bourgeoisie et à renoncer en pratique au point de vue de classe et à la lutte de classes pour s'attirer la sympathie de la petite-bourgeoisie intellectuelle et des journalistes libéraux de la bourgeoisie.

Tels sont les fondements idéologiques du pablisme mandelo-krivinié, qu'il faut extirper de la IV^e Internationale.

La deuxième session de la pré-Conférence devra d'une part distinguer entre les liquidateurs dont la politique, inconsistante parce que sceptique sur la mission historique du prolétariat, est parée de mots d'ordre empruntés par-ci par-là au programme et destinée à ces petits-bourgeois intellectuels et journalistes libéraux, et, d'autre part, les organisations pour qui le Parti international de la révolution socialiste est l'instrument d'un programme — le programme de la IV^e Internationale — qui répond aux conditions objectives de la lutte de classe du prolétariat.

Il s'agira encore une fois, comme en 1950-53 et depuis, du programme qui détermine tout, car le programme est le seul obstacle sérieux à la fraternisation générale des petits-bourgeois, des intellectuels qui, par exemple en France, entraînent Krivine-Weber-Frank à proposer « l'unité des révolutionnaires » avec les anarchistes décomposés à la Cohn-Bendit (Mouvement du 22 Mars) et avec toutes les autres variétés de la petite-bourgeoisie intellectuelle décomposée (Gelsmar-Sartre). Le respect du programme équivaut au respect des frontières de classe.

La IV^e Internationale, la seule Internationale ouvrière, l'héritière des I^{re}, II^e, III^e Internationales, n'est pas morte. Elle doit être reconstruite. Les éléments, groupes et organisations combattant sur le Programme de Transition existent en dépit de tout dans maints pays. Cimentier ces éléments, groupes et organisations authentiquement trotskystes, si peu nombreux soient-ils (et ils commencent à devenir une force) telle est la tâche que doit s'assigner la deuxième session de la pré-Conférence.

Il y a avec ces éléments, groupes et organisations, la volonté de lutter dans chaque pays pour la construction commune du parti révolutionnaire, section de la IV^e Internationale et son programme ; il y a la volonté d'œuvrer à la reconstruction de la IV^e Internationale, il y a la volonté de défendre le programme sans lequel il ne saurait être question d'aborder la construction du parti international de la révolution socialiste dans chaque pays.

D'ores et déjà, le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale est passé du stade du débat d'idées au stade de la lutte politique. Les combats politiques et d'organisation engagés en commun sous l'égide du Comité International l'attestent.

L'activité, à divers niveaux, pour la construction de sections de la IV^e Internationale en Europe, à l'Est

comme à l'Ouest, en Amérique latine et en Afrique, le rassemblement international pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse à Essen et la manifestation de rue, internationale, à Paris du 31 octobre 1971, la récente conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale, témoignent que la reconstruction de la IV^e Internationale est déjà amorcée. Négativement, les crises multiples qui secouent le S.U. pabliste et nombre de ses organisations, et la crise du Comité International, le démontrent également.

Il n'est pas douteux que la crise que traverse la IV^e Internationale et le mouvement ouvrier mondial dominé par le stalinisme et le réformisme, est un seul et même problème. La tâche de la deuxième session de la pré-Conférence sera précisément d'avancer dans la compréhension commune des problèmes en cause, compréhension de laquelle découlent les tâches.

Les organisations trotskystes qui participeront à cette deuxième session n'attendant pas l'impossible, la solution rapide de toutes les questions. Elles chercheront à mettre exactement en lumière le caractère et le contenu de la période de l'imminence de la révolution, les tendances et les courants fondamentaux du mouvement ouvrier international, à faire en sorte que l'avant-garde, les travailleurs et la jeunesse prennent connaissance et conscience de ces combats en en discutant les principaux aspects, pour les vérifier par l'expérience de leur mouvement pratique. C'est ainsi que nous, O.C.I., nous ne prétendons pas — nous ne l'avons jamais fait — nous mêler des affaires intérieures du P.O.R. bolivien. Nous avons condamné depuis longtemps l'hyper-centralisme du S.I. des années 50 qui prétendait dicter, sans bases politiques sérieuses ni moyens d'organisation, sinon sans connaissances réelles, à toutes les sections les méthodes de lutte.

Nous comprenons que seul le P.O.R. est compétent, comme nous le sommes en France, comme le sont les organisations trotskystes en Argentine, au Mexique, dans les Pays de l'Est, en Allemagne et ailleurs, pour fixer ses méthodes de lutte en tenant compte des circonstances de temps et de lieu. Mais nous estimons, en tant que trotskystes, avoir le droit et le devoir d'exposer nos opinions, de les soumettre à la discussion. C'est ainsi que la deuxième session de la pré-Conférence rompra avec les méthodes diplomatiques de la direction de la S.L.L., héritage de la direction Pablo, qui ouvraient la voie à toutes sortes de compromis sans principes, pour bloquer toute discussion internationale sérieuse. Le marxisme est étranger à ces méthodes. Le S.I. des années 50, avant sa dégénérescence pabliste, et en partie le C.I., sous la pression de la direction de la S.L.L., n'ont voulu ni définir ni analyser les problèmes décisifs soulevés dans la lutte de classes et par la construction de la IV^e Internationale et de ses sections. La crise pabliste en a découlé. Les errements de la direction de la S.L.L., dont les racines ont été analysées dans ce rapport, sont cause de la crise du C.I. Dans ces crises, toutes les nuances, toutes les tendances ont eu la possibilité de s'exprimer. Elles se sont exprimées. Le pablisme — l'une d'entre elles — s'est transformé en courant liquidateur étranger au trotskysme. Il est temps de formuler des conclusions, précises, positives, qui puissent servir de base à une activité pratique systématique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La situation est maintenant claire. Il faut donc définir

ce qui est, pour déterminer avec qui l'on est et où l'on va. La tâche de la deuxième session de la pré-Conférence sera de répondre à ces questions. Les organisations trotskystes qui participeront à cette deuxième session ne se dissimulent aucun des obstacles ni des difficultés pour accomplir cette tâche. Mais, si grands que paraissent obstacles et difficultés, les trotskystes ne renonceront pas à leur programme car ils savent que c'est seulement en restant fermes sur les principes du programme que l'on peut s'engager véritablement dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de Partis révolutionnaires de la IV^e Internationale dirigeant la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Dans le moment présent, après une longue phase d'hésitation et d'attente, de crainte de s'avouer toute la profondeur de la crise, le terrain est déblayé. Personne ne peut dire si les possibilités d'abrégier cette phase ont été pleinement utilisées, mais une chose est certaine : c'est uniquement en refusant de laisser la porte ouverte aux équivoques et aux fausses interprétations, en ne dissimulant pas d'un iota les positions respectives, que le mouvement international pourra faire un pas en avant. Il est plus qu'urgent d'accomplir ce pas car ni le stalinisme, ni le réformisme ni le centrisme n'ont dit leur dernier mot. En particulier, le centrisme pabliste qui cherche à détacher les jeunes et l'avant-garde des objectifs révolutionnaires pour leur faciliter, sous le masque du trotskysme, une évolution vers le stalinisme, le nationalisme petit-bourgeois ou le gauchisme décomposé, poursuivra sa tâche réactionnaire. C'est ce centrisme de la petite-bourgeoisie qu'il faut extirper de la IV^e Internationale.

Certes, l'attitude tant à l'échelle internationale qu'à l'échelon de chaque pays envers les militants et groupes qui ne se prononcent pas sur le programme de la IV^e Internationale mais qui font mouvement du stalinisme et de la social-démocratie vers la révolution, a une importance considérable. Un rapprochement avec eux, un travail en commun contre le stalinisme et la social-démocratie sont indispensables. Mais la pierre de touche c'est l'attitude à l'égard de la bureaucratie stalinienne, des courants nationalistes de la petite bourgeoisie dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., de la Chine, de Cuba, des conquêtes ouvrières des pays de l'Est, de la guerre révolutionnaire au Vietnam, mais indépendance totale, délimitation politique avec la bureaucratie stalinienne et ses partis, avec le castisme et le P.C. vietnamien ; lutte partout pour la construction de partis de la IV^e Internationale sous des formes adaptées à la situation.

En aucun cas, les partisans de la IV^e Internationale ne limitent leur programme à ce qui est acceptable. Ils refusent d'embellir la réalité ; en toutes circonstances, ils disent et diront ce qui est. Sur cette question fondamentale, dont dépend littéralement le sort de la révolution internationale du prolétariat, il n'y a plus de place pour l'inexprimé et l'obscurité. Si tant est que place il y ait eu dans le passé. Il faut la clarté. Mais en même temps nous savons que ce n'est pas une chose aisée que d'opérer le regroupement sur le terrain des principes et sur le terrain d'organisation, des militants et organisations capables de défendre le programme par des actes, c'est-à-dire d'organiser leurs forces à l'échelle internationale pour la recons-

truction de la IV^e Internationale et, dans chaque pays, pour la lutte pour la dictature du prolétariat. C'est parce que nous le savons que nous considérons que ce serait une mauvaise tactique que de multiplier les obstacles sous prétexte que le mouvement international n'est pas si rapide que nous le désirerions.

La deuxième session de la pré-Conférence sera capable de faire un pas en avant. C'est là l'essentiel. Certes cela ne sera pas, répétons-le, chose aisée. Il y faudra des discussions sérieuses qui soulèveront, nous n'en doutons pas, bien des difficultés. Mais précisément parce que la chose est difficile, il ne faut l'entreprendre qu'avec ceux qui veulent rester fidèles au programme et ne craignent pas de rompre avec le pabliste liquidateur.

La crise du C.I. pose avec acuité la question de savoir quels sont exactement en ce qui concerne le problème de l'Internationale, les changements qui découlent de la crise ouverte en 1950-53 et qui n'a cessé de s'approfondir. C'est la tâche qui doit être considérée par les organisations trotskystes qui participeront à la deuxième session de la pré-Conférence, comme leur principal objectif.

Comprenant qu'à l'époque actuelle de la situation de la IV^e Internationale il ne saurait être question de proclamer un centre international dirigeant (S.I. ou C.I.) qui, l'expérience du S.U. et du C.I. le prouve, ne dirige rien, l'O.C.I. proposera à la deuxième session de la pré-Conférence internationale que soit constitué un « Comité d'Organisations pour la reconstruction de la IV^e Internationale ». Une telle proposition découle de toute l'analyse présentée dans ce rapport. Nous constatons que la IV^e Internationale proclamée sous la direction de Léon Trotsky en 1938 a été détruite par le pabliste liquidateur comme organisation internationale basée sur le centralisme démocratique. Nous constatons que, pour ne l'avoir pas compris, la direction de la S.L.L. a tenté de se constituer en direction de l'Internationale, en chargeant en paroles le C.I. d'un rôle de centre international dirigeant, tout en refusant, par ailleurs, d'accomplir les tâches internationales.

Nous constatons ce qui est. Il faut reconstruire la IV^e Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste. La crise de la IV^e Internationale, répétons-le, n'a cessé de s'approfondir depuis 1950-53, tant dans les organisations adhérentes au S.U. que dans celles qui ont constitué le Comité International. Ces éléments, groupes et organisations trotskystes qui existent dans de nombreux pays et qui vont se réunir en deuxième session de la pré-Conférence internationale, ne contestent pas qu'il en existe d'autres affiliées au S.U. Ces éléments, groupes et organisations ne se masqueront pas la réalité de ce qu'ils représentent à l'échelle internationale. Ils diront nettement : nous ne constituons pas, dans le moment présent, une direction internationale centralisée. Nous engageons le combat pour la reconstruction de cette direction centralisée de l'Internationale que Pablo-Mandel-Frank ont détruite. Nous nous constituons, pour accomplir cette tâche, en « Comité d'organisations pour la reconstruction de la IV^e Internationale ». Ce faisant, nous resterons fidèles à la résolution adoptée à Londres en 1966, à la troisième Conférence du Comité International dont nous reproduisons ci-dessous des extraits :

RESOLUTION SUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE ET LES TACHES DU COMITE INTERNATIONAL

(Adoptée par la Conférence Internationale)

3^a - 1966

« La conférence de Londres réaffirme que le programme et les méthodes de construction de partis révolutionnaires nationaux et de la IV^e Internationale sont inclus dans le programme de transition. Ce programme reste seul capable de fournir les solutions des problèmes soulevés par la crise historique de la direction du prolétariat.

« La conférence affirme que la IV^e Internationale n'a pas dégénéré.

« La continuité historique de la IV^e Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotsky, restructurée dans les années 1943-1946, que le pabliste a voulu détruire en 1950-1953, a été maintenue depuis 1953 par le combat mené par les organisations trotskystes rassemblées dans le Comité International.

« En conséquence, la conférence internationale proclame que la continuité de la IV^e Internationale a été préservée par l'action du Comité International.

« La conférence constate l'impuissance des directions de l'Internationale depuis la mort de Léon Trotsky à réaliser les tâches nécessaires à la construction de Partis révolutionnaires et de l'Internationale.

« Dans la dure bataille pour le trotskysme, des cadres ont été exterminés, victimes de la répression stalinienne et impérialiste, d'autres se sont usés, des directions et la direction de l'Internationale ont fait faillite.

« En aucun cas, cette faillite ne saurait être considérée comme la faillite de la IV^e Internationale.

« Ces directions ont fait faillite en particulier en déformant et abandonnant le marxisme c'est-à-dire la méthode du matérialisme dialectique. C'est pourquoi elles ont été incapables de s'implanter dans la lutte des classes, particulièrement dans la jeunesse. Elles ont été, en conséquence, incapables d'assimiler les méthodes et les principes communistes d'organisation.

« L'unité essentielle de la lutte des classes internationale découlant du caractère international de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, implique directement la nécessité de construire des partis trotskystes dans chaque pays, contre les conclusions liquidatrices qu'implique la notion révisionniste de la division du monde en blocs ou en secteurs. Notre perspective souligne l'urgence de construire des partis prolétaires indépendants dans les pays de l'Europe

orientale, l'U.R.S.S., la Chine et les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

« Cette tâche centrale de la construction de partis révolutionnaires indépendants implique la lutte capitale pour l'indépendance politique de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne et les directions réformistes. Cette lutte implique également une bataille déterminée contre le trade-unionisme et toute forme de prostration devant le fait qu'un parti révolutionnaire puisse naître de la spontanéité de la classe ouvrière.

« La conférence internationale estime que le mouvement trotskyste doit, à travers la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, construire la direction centralisée du parti mondial de la révolution socialiste, dans un combat organiquement relié au combat dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires centralisés dirigeant la lutte révolutionnaire des masses. La construction de ces partis et de l'Internationale doit être menée sur la base de l'expérience et de la poursuite du combat incessant contre le révisionnisme.

« Les travaux de la conférence de Londres démontrent la nécessité, pour le Comité international, de préparer politiquement, sur un délai d'un an et demi, une conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la IV^e Internationale.

« En particulier, le C.I. luttera pour rassembler dans les rangs de la IV^e Internationale, les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du "Secrétariat Unifié".

« Les trotskystes, organisés comme sections de la IV^e Internationale, doivent lutter pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires fondés sur le programme de transition de la IV^e Internationale.

« La lutte pour ce programme et pour la construction du parti constitue la base principale de leur travail dans les organisations de masse de la classe ouvrière, syndicats, et dans le travail qu'ils doivent mener en direction de la jeunesse ouvrière qui constitue le réservoir de forces vives de la IV^e Internationale.

« Tout travail de ce genre est subordonné à la tâche principale de construction du parti. La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la

lutte des classes. Cette lutte pour le parti indépendant constitue la seule base de défense des positions de la classe ouvrière et toutes considérations tactiques lui sont subordonnées. Dans les circonstances où la tactique de l'entrisme dans les partis ouvriers existants est rendue nécessaire, cette tactique est conduite dans une façon qui la subordonne à la tâche principale de construction du parti indépendant.

« Pour la réalisation de cet objectif, le C.I. devra organiser la discussion internationale autour des axes suivants :

« a) Construction de partis révolutionnaires sur la base du programme, dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

« b) Unité de la lutte de classe mondiale.

« c) Défense, par les méthodes de la révolution prolétarienne, des conquêtes du prolétariat mondial dans les pays capitalistes, l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

« Cette discussion se mènera sur la base de l'accord préalable sur la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

« Le C.I. est composé des représentants des sections désignées par elles.

« A l'étape actuelle, les décisions du C.I. ne pourront être prises que selon la règle de l'unanimité. Le C.I. ne se proclamant pas, à cette étape, la direction centralisée de la IV^e Internationale qui reste à construire. »

En 1966, cette résolution présentée par la délégation de l'O.C.I. a été adoptée à l'unanimité des organisations présentes : S.L.L., Organisation grecque, O.C.I., groupe cinghalais, Ligue Révolutionnaire Socialiste de Hongrie, la Workers League des Etats-Unis, des groupes trotskystes non affiliés au C.I. étant observateurs.

En juin 1970, le C.I. a convoqué une pré-conférence internationale à Londres. Après avoir constaté que la délégation de la S.L.L. était incapable de soumettre un texte à la pré-conférence et prenant acte qu'elle s'engageait à présenter un document à la discussion internationale, la pré-conférence, sur la proposition de la S.L.L., a accepté de suspendre sa session et de convoquer une 2^e session au plus tard d'ici octobre 1970.

En outre, la 1^{re} session a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

A toutes les organisations ouvrières, groupes et militants engagés à travers le monde dans la lutte pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, instrument indispensable pour la victoire du prolétariat dans son combat pour le pouvoir !

La préconférence préparatoire à la 4^e conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée, le plus largement, la discussion, tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale.

La préconférence estime que le texte présenté par la section française est un texte

se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme, soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

Ce texte, avec les textes en préparation dans les autres sections du Comité international, ouvre la discussion internationale dans toutes les sections.

La préconférence est suspendue jusqu'en octobre 1970, pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes. La discussion sera alors ouverte à toutes les organisations, groupes et militants pour qui la construction de partis révolutionnaires ne saurait être conduite à terme en dehors de la lutte pour l'Internationale.

Les sections du Comité International réunies en préconférence les 27, 28, 29 et 30 juin 1970, sont profondément convaincues que l'Internationale à reconstruire ne saurait être que la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938 sur la base du Programme de transition.

C'est pourquoi le Comité international, qui a pris en charge la tenue de la préconférence préparatoire à la 4^e conférence internationale, avait mandaté le camarade Healy pour proposer aux représentants du Secrétariat unifié l'ouverture d'une discussion internationale ayant pour but d'effectuer le bilan politique des divergences qui se sont cristallisées et se sont développées à partir de 1950-1953 autour de la crise pabliste.

La nouvelle conjoncture des rapports de force entre les classes, tant à l'échelle internationale que dans chaque pays, est considérée par le Comité international comme la période de la plus grande crise du capitalisme, où le problème du pouvoir devient l'enjeu central de la lutte des classes.

Cette période est celle de la crise de l'impérialisme ayant atteint un point où toutes les contradictions du système capitaliste doivent se dénouer dans la prochaine période, soit en révolution prolétarienne victorieuse, soit dans l'effondrement de la civilisation humaine.

Cette période est celle de la crise de la bureaucratie stalinienne conjointe à la crise de l'impérialisme qui, pour la première fois depuis la défaite de l'Opposition de gauche, à l'échelle internationale et dans tous les pays, particulièrement les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, dégage les voies de la construction de partis trotskystes sur la base de la montée de la révolution politique.

La préconférence constate que les représentants du Secrétariat unifié n'ont jusqu'à présent pas accepté les propositions d'ouverture d'une telle discussion. Elle déclare que la responsabilité des conséquences de cette attitude revient entièrement au S.U. Par cette crainte d'ouvrir la discussion, il démontre qu'il préfère discuter avec les courants anti-communistes de la petite-bourgeoisie comme le P.S.U. en France et les groupes

gauchistes décomposés, plutôt que d'engager la discussion avec les organisations et groupes trotskystes. Par là, le Secrétariat unifié confirme qu'il est bien le centre révisionniste que le C.I. a dénoncé depuis 1953.

LA PRECONFERENCE DECLARE LA DISCUSSION OUVERTE, CHAQUE SECTION DU COMITE INTERNATIONAL Y APPORTERA SA CONTRIBUTION, AVEC SES PROPOSITIONS.

Toutes les organisations ouvrières, groupes et militants qui acceptent le cadre de la discussion tel qu'il est exprimé dans cette résolution, sont invités à participer à la préparation de la 4^e conférence internationale.

La préconférence donne mandat au Comité international pour assurer la préparation de la 4^e conférence dont elle ne fixe pas la date.

Elle estime en particulier que, sous la direction du Comité international, un secrétariat international devra assurer les tâches politiques et d'organisation pour garantir la plus large discussion et la plus large diffusion des points de vue et positions.

La préconférence déclare que le Comité international et ses sections doivent immédiatement assurer le travail préparatoire à la conférence pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Londres, le 30 juin 1970.

La résolution de la préconférence de juillet 1970 a été adoptée à l'unanimité par les sections affiliées au C.I. : Socialist Labour League, Organisation Communiste Internationaliste, Ligue des Révolutionnaires Socialistes Hongrois, Ligue Ouvrière Marxiste du Mexique, League for a Workers Vanguard d'Irlande ; par la Workers League des Etats-Unis, par le Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes de l'Europe de l'Est, par les représentants des organisations allemande, grecque, ainsi que par des militants d'Afrique et du Moyen-Orient.

La direction de la S.L.L. n'a tenu aucun de ses engagements. Une fois encore elle a déserté la discussion internationale, comme elle déserte en

toutes circonstances les tâches politiques et pratiques de l'Internationale.

La direction de la S.L.L. s'est refusée à présenter à la discussion du C.I. son appréciation sur la Révolution bolivienne et la politique du P.O.R. Sur proposition des camarades LORA, LAMBERT, JUST et B. NAGY membres du C.I. au nom du P.O.R., de l'O.C.I. et de la Ligue des Révolutionnaires Socialistes de Hongrie, une demande de réunion du C.I. a été formulée. La direction de la S.L.L. a refusé de se présenter à la réunion du C.I. Ensuite, la direction de la S.L.L., violant ses engagements et son propre vote, a refusé de participer aux réunions du C.I. préparatoires à la 2^e session de la préconférence.

Nous laisserons aux dirigeants de la S.L.L. le plaisir de disserter sur la représentativité de leur fraction en constatant que sur les huit organisations reconnues par le C.I. comme constituant le C.I., la scission de l'Organisation grecque ayant amené le C.I. sur proposition de Cliff Slaughter, à ne reconnaître aucun des groupes grecs comme section du C.I. :

L'O.C.I., la L.O.M., la L.S.R.H. et le P.O.R. ont décidé, respectant le vote unanime de la première session, de convoquer la deuxième session de la préconférence internationale.

La S.L.L., la Workers League, les groupes cinghalais et irlandais ont été régulièrement convoqués.

Les organisations suivantes sont invitées à participer à la deuxième session de la préconférence convoquée par le Comité international :

O.C.I. (France), L.S.R.H. (Hongrie), P.O.R. (Bolivie), L.O.M. (Mexique) (sections du Comité international) ;

Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes de l'Europe de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie, Bulgarie) ;

Politica Obrera (Argentine), I.A.K. (Allemagne), Organisation trotskyste (Espagne), Israël, des groupes ou militants d'Afrique, de Belgique, de Suisse, d'Italie, du Pérou, du Brésil, du Venezuela, du Portugal et d'Irlande.

Les travaux et les décisions de la deuxième session de la préconférence internationale démontrent que, pour une avant-garde consciente, le programme est une chose sérieuse et non un masque commode pour nouer des relations avec les salles de rédaction, les salons littéraires ou pour constituer des groupes satellites sans avenir.

GIEREK FACE AUX GREVISTES DE SZCZECIN

Procès-verbal de la rencontre entre Edward Gierek, premier secrétaire du P.O.U.P., accompagné d'autres membres du Bureau politique, et les ouvriers des chantiers navals Adolf Warski à Szczecin, 24 janvier 1971.

REPRODUCTION INTEGRALE DE L'ENREGISTREMENT MAGNETIQUE
EFFECTUE PAR LES TRAVAILLEURS DU PORT.

SELIO

Société d'Édition, Librairie, Informations Ouvrières
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75 - Paris (10^e)

PRIX : 16 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT A

LA VÉRITÉ

NOM Prénom

Adresse

Je souscris un abonnement d'un an (5 numéros) à la Vérité à partir du n° J'aiderai ainsi l'effort de la Vérité, tout en profitant du prix actuel de l'abonnement grâce auquel je paierai le numéro 4 F au lieu de 6 F.

A remplir et à retourner à la Vérité 39, rue du Faubourg-du Temple, 75 - Paris (10^e), avec 20 F en mandat-poste, chèque postal (3 volets) ou chèque bancaire.

C.C.P. BLOCH PARIS 606-23

**AVEZ-VOUS SOUSCRIT A LA REIMPRESSION
PHOTOGRAPHIQUE DE LA COLLECTION DE**

« LA VERITE » (1^{re} série)

47 F au C.C.P. BLOCH PARIS 16.913-99

Le n° 1 d'« America India », « organe théorique de la lutte pour le développement du trotskysme en Amérique latine et la reconstruction de la IV^e Internationale » est parvenu à Paris et se trouve en vente à la **S.E.L.I.O., 87, rue du Faubourg-Saint-Denis.**

Au sommaire : Bolivie, Argentine les luttes paysannes en Amérique latine au XVIII^e siècle, la révolution culturelle chinoise, etc.

Commandes à la S.E.L.I.O.

Projet de rapport de l'O.C.I. sur la situation internationale

soumis à la discussion de la pré-conférence internationale

CHAPITRE I

NOUVELLE PERIODE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

Le prolétariat reprend l'initiative dans la lutte des classes

Près de quatre années ont passé depuis la grève générale française de mai-juin 1968 et le Printemps de Prague. Une nouvelle phase de la lutte des classes européenne et mondiale s'est ouverte alors. De façon générale, à l'échelle de l'Europe et du monde, le prolétariat a repris l'initiative dans la lutte des classes, et il engage des combats qui posent partout, plus ou moins directement, plus ou moins immédiatement, la question du pouvoir.

Certes, ni la grève générale française, ni le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie n'ont éclaté comme des orages dans un ciel serein. La résistance acharnée des prolétariats des pays économiquement développés aux attaques de « leur » bourgeoisie ou des bureaucraties parasitaires, les combats héroïques des ouvriers et des paysans des pays économiquement arriérés contre l'impérialisme, ont préparé mai-juin 68 et le printemps et l'été tchécoslovaques. La guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans vietnamiens contre l'impérialisme américain est inséparable et organiquement liée au refus du prolétariat américain de se sacrifier aux exigences d'une guerre totale au Vietnam, prélude à

une guerre d'extermination contre la Chine, à la grève des mineurs de mars-avril 1963 en France, à la montée révolutionnaire du prolétariat grec de 1965 ; à la grève des marins britanniques de 1966 ; aux puissants et nombreux mouvements grévistes d'Italie, d'Allemagne, et jusqu'en Espagne ; ainsi qu'à la sourde résistance des prolétariats d'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S. et d'une partie de la bureaucratie aux « réformes de l'économie » ; et à la mobilisation partielle, contrôlée et déformée, des masses chinoises dans le cadre de la « révolution culturelle », etc.

La mobilisation et les multiples actions des étudiants, au cours des premières années 60, s'appuyaient sur cette résistance du prolétariat, ainsi que les revendications des intellectuels des pays de l'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. à plus de liberté dans les Sciences, les Arts en Littérature. Comme très souvent dans l'histoire, les actions des étudiants et des intellectuels annonçaient de grands affrontements de classe. Sur ce fond, la coalition impérialiste ne parvenait pas à unifier son front, de profondes lézardes fissaient chaque bourgeoisie, y compris la bourgeoisie américaine. De leur côté, les bureaucra-

ties parasitaires s'affrontaient ouvertement, le conflit entre la bureaucratie de l'U.R.S.S. et la bureaucratie chinoise éclatait au grand jour et s'envenimait, et, bien que beaucoup moins spectaculairement, les antagonismes entre les bureaucraties de l'Europe de l'Est, et entre chacune d'entre elles et la bureaucratie du Kremlin, s'approfondissaient. Enfin, chaque bureaucratie, du Kremlin, chinoise, des pays de l'Europe de l'Est, était elle-même profondément divisée.

Néanmoins, sans que le prolétariat mondial ait subi de défaites décisives qui eussent modifié radicalement les rapports de forces entre les classes, tels qu'ils s'établirent à la suite de la deuxième guerre mondiale et de la vague révolutionnaire qui ébranla l'impérialisme en ses bastions historiques d'Europe, l'écrasement de la révolution des Conseils Hongrois, en novembre 1956, par les tanks de la bureaucratie du Kremlin, la défaite politique que subit la classe ouvrière française lorsque De Gaulle accéda au pouvoir en mai 1958, permirent à l'impérialisme de prendre l'initiative politique dans la lutte des classes mondiale. Il portait des coups très durs au prolétariat mondial en Indonésie, en Grèce, en Amérique latine, en Afrique, en suscitant et en appuyant des coups d'Etats militaires qui écrasaient les prolétariats de ces pays. Il était en mesure d'engager puissamment sa guerre contre-révolutionnaire au Vietnam. Il espérait qu'en Europe, la victoire gaulliste préluderait à la domestication du prolétariat aux exigences des bourgeoisies décadentes. Avec la complicité de la bureaucratie du Kremlin, son étreinte se resserrait autour de la Chine. Les portes s'entrouvraient à la pénétration du capital en Europe de l'Est.

La grève générale de mai-juin 1968 en France, le processus de révolution politique du printemps et de l'été 68 en Tchécoslovaquie inversèrent ce cours. A nouveau, le prolétariat reprenait l'initiative. Il ne s'agit pas d'une simple alternance : le flux après le reflux. Le prolétariat ouvrait une phase nouvelle de la révolution prolétarienne mondiale que l'O.C.I. a caractérisée comme « la période de l'imminence de la révolution ».

Appuyé sur ses conquêtes historiques — transformation des rapports sociaux de production en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine, les droits, garanties, arrachés au capital dans les pays capitalistes avancés, bastions de l'impérialisme, ses organisations —, le prolétariat combat, à un stade très avancé de décomposition de l'impérialisme — stade du capitalisme pourrissant — et de crise des bureaucraties parasitaires. Les rapports politiques au sein du prolétariat mondial, du mouvement ouvrier mondial, sont en voie de profondes modifications. L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires devront affronter les prolétariats des pays économiquement développés, le prolétariat de Chine, mais aussi les ouvriers et paysans des pays arriérés dominés par l'impérialisme, en des luttes centrées autour de la question du pouvoir.

Le rôle politique des bureaucraties parasitaires reste considérable. Elles n'en sont pas moins irrémédiablement condamnées, prises dans la puissante pince historique des classes fondamentales, prolétariat et bourgeoisie. Les affrontements décisifs entre les classes ne pourront se conclure que par la victoire du prolétariat, s'emparant du pouvoir dans chaque pays, ou celle de l'impérialisme utilisant les moyens les plus barbares et entraînant l'humanité sur la pente de la barbarie, sinon de l'anéan-

tissement. En ce sens, « l'imminence de la révolution » est également « l'imminence de la contre-révolution ».

LE PROLETARIAT COMBAT...

Une simple vue panoramique des nouveaux développements de la lutte des classes mondiale depuis 1968 confirme cette appréciation.

... A L'OUEST DE L'EUROPE...

Sans être défaite, la classe ouvrière française n'a pas réussi à vaincre au cours de la grève générale de mai-juin 68, les dirigeants des organisations ouvrières françaises sont parvenus à la disloquer et même, la grève générale terminée, De Gaulle remportait en juin 68 un triomphe aux élections législatives. Pourtant, le régime gaulliste était mortellement atteint. La grève générale a été à l'origine de la chute de De Gaulle battu au référendum du 27 avril 1969, moins d'un an plus tard. Le régime de domination politique de la bourgeoisie qui lui a succédé est bâtarde et sans avenir. Ombre du bonapartisme gaulliste, chacun sait qu'il assure une transition et qu'il s'effondrera. Toutes les classes, toutes les forces politiques se préparent aux luttes politiques qui décideront de la question du gouvernement.

Depuis 1968, l'Europe occidentale ne cesse d'être secouée par de puissants mouvements grévistes : en Angleterre, en Italie, en Allemagne de l'Ouest, en Belgique, en Scandinavie et en Espagne. Il faudrait consacrer à chacun de ces pays et aux mouvements de ces prolétariats une analyse particulière. A défaut, il faut en souligner les grands traits et esquisser, pour les principaux, leurs tendances de développement.

La classe ouvrière anglaise a commencé à engager de grandes batailles grévistes en utilisant et en poussant en avant ses syndicats qui l'organisent et concentrent sa fantastique puissance, alors que le gouvernement Wilson était encore au pouvoir : grève des marins, grève des dockers, etc. Par leurs grèves et l'utilisation de leurs organisations syndicales, ils avaient déjà contraint le gouvernement Wilson à renoncer à réglementer le droit de grève, à la législation anti-syndicale. Depuis, le gouvernement conservateur de Heath a repris et fait passer la législation anti-grèves et anti-syndicale, mais les grandes grèves se sont succédé : électriciens, enseignants, postiers, éboueurs, cheminots. Ces grèves forment une chaîne de combats jusqu'à la grève récente des mineurs. Elles ont préparé cette grandiose bataille. Derrière les mineurs, toute la classe ouvrière britannique se mobilisait. La bourgeoisie britannique, son gouvernement, ont engagé leur action dans l'objectif d'isoler les mineurs, et de les contraindre à capituler : ils voulaient une victoire politique sur les mineurs, c'est-à-dire contre le prolétariat britannique. Le gouvernement de Heath a reculé devant l'épreuve de force et finalement capitulé. Les mineurs, au compte du prolétariat anglais, ont remporté une magistrale victoire politique. Conjugée à la situation de guerre civile en Irlande, la victoire politique des mineurs porte à un nouveau sommet la crise de l'impérialisme britannique. La nécessité de lier la lutte gréviste au combat politique en vue de chasser le gouvernement conservateur, qui trébuche et vacille, et de mettre au

pouvoir un gouvernement du Labour-Party qui applique un programme socialiste a trouvé une expression concrète et s'imposera désormais avec force au prolétariat anglais.

En Allemagne de l'Ouest, le gouvernement de grande coalition Kissinger-Brandt (C.D.U. - S.P.D.) a échoué parce qu'il lui était impossible de discipliner le prolétariat allemand. Il a été remplacé par le gouvernement de petite coalition (Libéraux - S.P.D.) sous la direction de Brandt, qui correspondait déjà à une poussée de la classe ouvrière allemande. Le prolétariat de l'Allemagne de l'Ouest a également une grande confiance en sa puissance organisée par les syndicats, en l'action gréviste pour la défense de ses intérêts. La grève des métallos du Bade-Wurtemberg s'est terminée par un important succès. Derrière les métallos de Bade-Wurtemberg, toute la métallurgie se mobilisait, le patronat dut reculer. Mais cette grève ouvre au prolétariat allemand le chemin d'une lutte politique plus ouverte, plus directe, pour un gouvernement à lui, qui, actuellement, ne peut être qu'un gouvernement social-démocrate homogène. La crise aggravée du système impérialiste, qui menace durement l'Allemagne de l'Ouest, se combine à la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, ce qui a pour le prolétariat allemand une signification concrète et précise. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la route du prolétariat allemand était barrée par le faux dilemme : capitalisme ou stalinisme. Désormais, il devient clair au prolétariat de toute l'Allemagne que l'alternative est : capitalisme et stalinisme ou... socialisme.

La classe ouvrière italienne, contrôlée par les appareils syndicaux, qui s'unissent pour imposer au nom de l'unité leur politique, a vu sa combativité déviée en d'innombrables grèves tournantes par corporation, par région, et même en des grèves générales tournantes, limitées et répétées. Mais la crise politique, sociale et économique empire sans cesse. La bourgeoisie italienne a atteint un point de confusion et de déchirements politiques que manifestent l'instabilité gouvernementale et la récente élection du président de la République et qui lacèrent littéralement son principal parti : la Démocratie Chrétienne. Le Parti Communiste Italien et les partis sociaux-démocrates s'efforcent d'empêcher le prolétariat d'accéder aux solutions politiques de classe. Ils participent, soutiennent, ou favorisent la formation de gouvernements de « centre gauche ». Le P.C.I. n'offre d'autre perspective au prolétariat italien que celle de sa participation à un gouvernement bourgeois qui s'étendrait jusqu'à la gauche de la Démocratie Chrétienne. Malgré cela, la maturation politique du prolétariat italien l'amène à chercher une solution politique propre, celle d'un gouvernement qui le représente, qui ne peut être qu'un gouvernement constitué du Parti Communiste et des Partis sociaux-démocrates, en combinaison, ou en tout cas qui s'appuie sur les centrales syndicales.

En Espagne, le régime de Franco, le franquisme, approche de son terme. Les luttes grévistes en Catalogne, à Madrid, aux Asturies, au pays basque, etc., se sont combinées aux démonstrations et actions politiques qui ont arraché les six de Burgos au bourreau. Les dernières grèves, les récents mouvements étudiants ont contraint également Franco à reculer. La succession de Franco est d'ores et déjà ouverte. Mais quel régime politique succédera au franquisme ? La bourgeoisie espagnole est d'accord sur un point : le prolétariat espagnol sera le

fossoyeur de Franco et du franquisme. La chute de Franco et du franquisme à son tour projettera en avant la classe ouvrière espagnole. Elle aura en Europe et dans le monde une répercussion prodigieuse qu'il est impossible de mesurer exactement. L'écrasement du prolétariat espagnol a scellé, entre 1936 et 1939, l'écrasement du prolétariat européen. Franco, qui incarne ce passé de terribles et sanglantes défaites, est resté debout alors que Mussolini et Hitler s'effondraient. La dictature sanglante dure depuis 35 ans. Dans la conscience des masses, cela vit intensément. La chute de Franco et du franquisme donnera un extraordinaire élan politique à la classe ouvrière française, liée politiquement au prolétariat espagnol par ce que fut 1936 en Espagne et en France. Mais également aux prolétariats d'Europe et d'Amérique latine, et, finalement, du monde.

... A L'EST DE L'EUROPE...

Les puissants mouvements du prolétariat de l'Europe de l'Ouest sont autant de moments du processus de clarification et de maturation politiques qui conduisent ces prolétariats à poser la question du gouvernement. Ils ont leur correspondance en Europe de l'Est. L'intervention militaire des Cinq du Pacte de Varsovie, sous la direction de la bureaucratie du Kremlin, a comprimé les aspirations des travailleurs et des peuples tchécoslovaques ; elle s'efforce de les broyer. La répression s'étend, se fait plus brutale et plus cynique. Des grands procès, du style de ceux de Moscou et des années 1949-1953 en Europe de l'Est, sont en préparation. Mais, après près de quatre années, la résistance des travailleurs et des peuples tchécoslovaques n'est pas brisée. Le combat contre la « normalisation » parvient à s'exprimer en Tchécoslovaquie même, par exemple par l'appel lancé par J. Smrkovsky. C'est dire à quelles profondeurs plongent ses racines. La bureaucratie du Kremlin ne parvient pas à étouffer, en U.R.S.S., la voix de l'opposition communiste. Le procès récent contre Boukovsky est un nouveau témoignage. La force de caractère, le courage et l'efficacité des opposants à la bureaucratie du Kremlin ont nécessairement leurs sources dans les couches profondes des travailleurs et des peuples de l'U.R.S.S. Mais la lutte révolutionnaire des prolétariats de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites a atteint un de ses points les plus élevés en Pologne, pendant les grèves et les mouvements révolutionnaires des travailleurs des villes de la côte de la Baltique, dirigés par les Conseils Ouvriers.

... ET DANS LE MONDE

Les grèves, les mouvements, des prolétariats d'Europe, qui les conduisent partout, sur la voie de la lutte politique, à mettre en cause les gouvernements bourgeois ou des bureaucraties parasitaires, à chercher les voies et les moyens politiques qui leur permettront d'imposer des gouvernements qui les représentent, s'insèrent eux-mêmes dans une lutte de classe mondiale qui a pris un nouvel essor depuis 1968. Les ouvriers et paysans vietnamiens poursuivent héroïquement la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme américain et ses agents, guerre révolutionnaire qui s'étend à tous les pays de la péninsule indochinoise. Toute l'Asie du Sud-Est est minée et le sous-continent indien est menacé d'effondrement :

l'affaire du Bangla-Desh n'est pas une fin, mais un commencement. Cependant, la grève générale de mai-juin 68 en France et le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie ont certainement eu l'écho le plus immédiat parmi les prolétariats d'Amérique latine.

Dès le mois de septembre 1968, les étudiants mexicains engageaient, pour la première fois depuis des années, l'action contre la dictature qui écrase le prolétariat, les masses et l'intelligentsia du Mexique. Le gouvernement devait avoir recours au massacre du 3 octobre 1968 pour maîtriser la situation. Mais dans de nombreux pays d'Amérique latine, Argentine, Uruguay, Pérou, Chili, la classe ouvrière, les masses exploitées, les étudiants se mettaient en mouvement. La précaire stabilité sociale et politique des régimes militaires et bonapartistes, des bourgeoisies compradore d'Amérique latine, était une fois encore ébranlée. Le prolétariat bolivien a été, jusqu'alors, le plus loin, parmi les prolétariats d'Amérique latine, sur la voie de la lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie compradore : au moyen de l'Assemblée Populaire, il constituait ses organismes de classe de type soviétique, et se préparait à la lutte pour

le pouvoir. Le coup d'Etat militaire contre-révolutionnaire, préparé conjointement par l'impérialisme américain, les militaires brésiliens au pouvoir, la camarilla du corps des officiers boliviens, fut une mesure d'urgence prise par l'impérialisme et les bourgeoisies compradore d'Amérique du Sud, pour court-circuiter le prolétariat bolivien qui se préparait à la lutte pour le pouvoir en Bolivie, et ainsi ouvrait la voie à tous les prolétariats latino-américains.

La conjonction de la guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans vietnamiens, de la grève générale française, des puissants mouvements grévistes et autres des prolétariats d'Europe de l'Ouest, du processus de révolution politique en Tchécoslovaquie et ensuite en Pologne, des grandes luttes des prolétariats d'Amérique latine et des grèves du prolétariat américain, dont celle de la General Motors, intervenant à la suite des luttes des Noirs, de l'opposition à la guerre impérialiste au Vietnam, est d'une importance capitale. Le puissant prolétariat américain défend ses conquêtes menacées par les besoins objectifs de l'impérialisme américain.

UNITE ORGANIQUE DE LA LUTTE DES CLASSES : QUESTION DU POUVOIR, LES SOVIETS

Cet historique partiel du développement de la lutte des classes dans le monde depuis 1968 s'éclaire à la lecture de ce qu'écrivait Trotsky dans la préface française à son livre **La révolution permanente** :

« Il n'est pas vrai que l'économie mondiale ne représente que la simple somme de fractions nationales similaires. Il n'est pas vrai que les traits spécifiques ne soient qu'un "supplément aux traits généraux", une sorte de verrue sur la figure. En réalité, les particularités nationales forment l'originalité des traits fondamentaux de l'évolution mondiale. Cette originalité peut déterminer la stratégie révolutionnaire pour de longues années. Il suffit de rappeler que le prolétariat d'un pays arriéré a conquis le pouvoir bien avant ceux des pays avancés. Cette simple leçon historique démontre que, contrairement aux affirmations de Staline, il serait tout à fait erroné de fonder l'activité des Partis Communistes sur quelques traits généraux, c'est-à-dire sur un type abstrait de capitalisme national qui est une survivance de capitalisme national. Il n'est pas du tout vrai que "l'internationalisme des Partis Communistes" se fonde sur cela. En réalité, il repose sur la faillite de l'Etat national qui est une survivance et qui freine le développement des forces productives. On ne peut ni réorganiser ni même comprendre le capitalisme national si on ne l'envisage pas comme une partie de l'économie mondiale. »

Cette définition des fondements de l'internationalisme prolétarien est indispensable. Sans elle, il est impossible de comprendre l'unité organique, dialectique de la lutte

des classes mondiale. L'histoire particulière de chaque pays, la façon dont tel ou tel pays a été intégré au développement du mode de production capitaliste, au marché mondial, à la division internationale du travail, est à l'origine des caractères particuliers des rapports sociaux entre les classes, comme composantes des rapports sociaux mondiaux. Sur ce fondement s'établissent des relations politiques entre les classes et à l'intérieur des classes également comme composantes des rapports politiques mondiaux entre les classes et à l'intérieur des classes. Cela est plus particulièrement vrai depuis l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme pourrissant, époque des guerres et des révolutions. La lutte des classes mondiale n'est pas pour autant la somme des particularités nationales. Elle les intègre comme des composantes d'une totalité différenciée et organique.

C'est ainsi que depuis mai-juin 68 en France, la révolution politique en Tchécoslovaquie, les prolétariats des principaux pays d'Europe, les prolétariats et les masses exploitées des pays économiquement arriérés, le prolétariat des U.S.A., ont engagé des luttes qui constituent la trame organique d'une vague révolutionnaire mondiale, qui s'exprime de façon particularisée et de façon inégale dans chaque pays, mais qui forme un tout.

Le prolétariat de Pologne engageait ses luttes selon des conditions différentes de celles du prolétariat anglais ou du prolétariat espagnol. De même, les ouvriers et paysans du Vietnam et d'Indochine poursuivent héroïquement leur guerre révolutionnaire dont les conditions, les formes et les moyens sont profondément différents des grèves du prolétariat américain. Et le combat de celui-ci n'est pas moins profondément différencié du mouvement vers le pouvoir du prolétariat bolivien. Mais il s'agit d'un même processus mondial qui ouvre la **« période de la révolution imminente »**. Le diagnostic de Lénine, formulé au lendemain de la révolution d'Octobre 1917, est vérifié :

« L'histoire a joué ce bon tour que les Soviets sont nés en Russie en 1905, qu'ils ont été falsifiés en février-octobre 1917 par les mencheviks, lesquels firent ensuite banqueroute pour n'avoir pu comprendre le rôle et la signification des Soviets, et que l'idée du pouvoir des Soviets, née dans le monde entier, se répand maintenant avec une rapidité prodigieuse dans le prolétariat de tous les pays... L'expérience a prouvé que, dans certaines questions tout à fait essentielles de la révolution prolétarienne, tous passeront inévitablement par où a passé la Russie. »

(La maladie infantile du communisme).

En une seule année, en des pays aussi éloignés et différents que la Pologne et la Bolivie, le prolétariat a renoué avec les formes soviétiques qui lui permettent de s'organiser comme classe, de centraliser son combat et de le développer jusqu'au niveau de la lutte pour le pouvoir. Engageant la lutte pour ses revendications, contre l'aug-

mentation de 30 % des prix, contre la bureaucratie polonaise, les travailleurs polonais des villes de la Baltique, bientôt suivis des travailleurs des principales entreprises de Pologne, constituaient en décembre 70 et janvier 71 leurs Comités Ouvriers. Ils formaient des organismes de type soviétique. Sous l'impulsion du P.O.R., l'Assemblée Populaire de Bolivie se constituait, au cours des premiers mois de l'année 71. **« Premier Soviet d'Amérique latine »**, l'Assemblée Populaire formait le pouvoir embryonnaire de la classe ouvrière et des masses exploitées boliviennes se dressant contre l'Etat bourgeois. Elle appelait les ouvriers et paysans à former leurs Assemblées Populaires, locales, régionales, à s'organiser sous une forme soviétique, à envoyer leurs délégués à sa deuxième session, qui devait se tenir en septembre, qui aurait donné une expression concrète et concentrée à la lutte contre le gouvernement et l'Etat bourgeois, et pour le gouvernement ouvrier et paysan et la construction de l'Etat ouvrier.

En septembre 1970, les masses palestiniennes attaquées par l'armée du boucher Hussein, pour résister et organiser leur défense, eurent recours, à Irbid, deuxième ville de Jordanie, à la constitution d'un Soviet.

UNE PHASE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

La nature commune des luttes qu'engagent les prolétariats de chaque pays se manifeste ainsi. Leur appartenance au processus de la révolution prolétarienne mondiale trouve une de ses expressions en la forme soviétique. Si le mouvement qui conduit le prolétariat à constituer ses organismes de type soviétique est compris ainsi que Trotsky l'a maintes fois expliqué (cf. **Histoire de la révolution russe, Ecrits, Tome III**), alors il devient clair que la classe ouvrière anglaise, que la classe ouvrière allemande, qui exigent que le Labour Parti, la social-démocratie rompent avec les partis bourgeois, tout lien avec la bourgeoisie, qu'ils combattent pour des gouvernements socialistes homogènes lesquels appliqueraient un programme socialiste, veulent une politique qui exige l'organisation et la centralisation du prolétariat comme classe, donc qui mène à des formes soviétiques. La classe ouvrière française, la classe ouvrière italienne, qui aspirent à l'unité des organisations ouvrières (partis et syndicats), à la constitution d'un gouvernement de ces organisations, sans ministres représentant de la bourgeoisie, lequel exproprierait la bourgeoisie, qui veulent le Front Unique Ouvrier jusqu'en ses ultimes conséquences, s'engagent dans un cours qui, à plus ou moins longue échéance, ne peut passer que par la constitution d'organismes de type soviétique. Le prolétariat espagnol, qui veut s'unir pour abattre Franco et le franquisme, tend obligatoirement à la constitution de formes d'organisations de type soviétique, ce qui, loin d'exclure partis et syndicats, leur confère une place et un rôle nouveaux et capitaux.

Car ainsi que l'exposait Trotsky :

« L'admiration verbale pour les Soviets est répandue dans les cercles de "gauche" en même temps que l'incompréhension de leur fonction historique. On définit les Soviets le

plus souvent comme des organes de lutte pour le pouvoir, comme des organes d'insurrection et, enfin, comme des organes de la dictature. Ces définitions sont formellement justes. Mais elles n'épuisent nullement la fonction historique des Soviets. Elles n'expliquent pas, avant tout, pourquoi ce sont précisément les Soviets qui sont nécessaires dans la lutte pour le pouvoir. La réponse à cette question est la suivante : comme le syndicat est la forme élémentaire de front unique dans la lutte économique, de même le soviet est la forme la plus élevée du front unique (souligné par Trotsky) dans les conditions où le prolétariat entre dans l'époque de la lutte pour le pouvoir. »

(Ecrits, pp. 162-163, Tome III).

Au nom de l'appareil international du Kremlin, la direction du Parti Communiste Français attaque vivement la formation de l'Assemblée Populaire en Bolivie, qu'elle considère comme une provocation gauchiste, irresponsable, sinon provocatrice. Elle lui oppose la politique **« d'unité populaire »**, les voies légales et parlementaires, que concrétise le gouvernement Allende au Chili.

L'appareil international du stalinisme et son instrument le P.C.F. livrent une bataille politique qu'ils savent concerner, non seulement la Bolivie, non seulement le Chili, non seulement l'Amérique latine, mais tous les développements de la lutte de classes du prolétariat, dans le monde, et au premier chef en Europe : les vieux bastions de l'impérialisme, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, et aussi l'Europe de l'Est à commencer par la Pologne.

Que, comme un ensemble indissociable, la question du Front Unique de classe, du gouvernement, des Soviets ou Conseils, se pose actuellement caractérise la période ou-

verte par mai-juin 68 en France et le printemps et l'été 68 en Tchécoslovaquie : la révolution prolétarienne mondiale est entrée dans une phase nouvelle, et sans doute décisive. La portée et le contenu des luttes de chaque prolétariat, le comment elles s'intègrent au processus de la lutte des classes mondiale, échappent aux révisionnistes, tenants du néo-capitalisme, ainsi qu'aux métaphysiciens qui ne comprennent pas l'unité organique dans le temps et l'espace de la lutte des classes mondiale. Lénine concluait la préface à sa brochure **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**, en spécifiant que, si l'impérialisme était le stade du capitalisme pourrissant, il était le prélude à la révolution sociale du prolétariat qui a commencé en 1917 avec la Révolution russe et la prise du pouvoir par le prolétariat en Octobre. Depuis, tout s'ordonne par rapport à l'affrontement gigantesque : révolution et contre-révolution. Ce processus a connu des phases diverses, depuis la crise révolutionnaire ouverte à la fin de la Première Guerre mondiale, l'écrasement du prolétariat allemand, du prolétariat espagnol, à la Deuxième Guerre mondiale, à la défense de l'U.R.S.S., jusqu'à la vague révolutionnaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

La crise qui a ébranlé en ses vieux bastions le système impérialiste, l'extension des rapports sociaux d'Octobre à l'Europe de l'Est, les victoires des révolutions yougoslave et chinoise, les conquêtes des prolétariats des pays capitalistes avancés, les mouvements et guerres révolutionnaires incessantes des ouvriers et paysans des pays économiquement arriérés sont des anneaux de la même chaîne. La

naissance du stalinisme, son renforcement, ses contradictions, et enfin sa crise qui ne cesse de s'approfondir, s'insèrent dans ce processus de la révolution prolétarienne mondiale, dans l'affrontement entre la révolution et la contre-révolution. Avec le mouvement révolutionnaire de l'Allemagne de l'Est en juin 1953, celui des travailleurs polonais d'octobre 56, la révolution hongroise des Conseils en novembre 1956, la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires, s'intégraient au processus de la révolution prolétarienne mondiale.

Fondé sur l'antagonisme irréductible du prolétariat et de la bourgeoisie, poussé à son point de rupture par l'impérialisme, stade du capitalisme pourrissant, mais combat politique, le processus de la révolution prolétarienne mondiale, ses diverses phases, dépendent finalement des rapports politiques au sein du prolétariat mondial, des rapports entre les formes politiques nées au cours des luttes antérieures, et la nécessité de construire de nouveaux instruments adaptés aux tâches d'une phase nouvelle où se combinent révolution sociale et révolution politique.

La période qualifiée par l'O.C.I. comme celle de la révolution et de la contre-révolution imminentes est l'aboutissant de tout ce développement. Elle ouvre une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale, qui a ses caractéristiques propres et qu'il s'agit d'analyser pour définir la ligne et les tâches de la construction du Parti Révolutionnaire dans chaque pays et de la reconstruction de la IV^e Internationale.

CHAPITRE II

L'HEURE DE VERITE APPROCHE

Dès juillet 59, l'O.C.I. écrivait dans sa résolution « **Pour la reconstruction de la IV^e Internationale** » :

« ... Le cadre de l'équilibre mondial établi à la suite de la deuxième guerre mondiale était défini par les accords de Yalta et de Potsdam. Les mouvements de classes l'ont constamment remis en cause et ont révélé sa précarité. Il s'est néanmoins grosso modo maintenu, appuyé sur ces deux fondements : la puissance et les ressources de l'impérialisme américain devenu le tuteur de l'impérialisme mondial ; la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin. Mais les exigences mêmes du maintien de cet équilibre en préparaient la destruction (...).

(...) le puissant impérialisme américain intégra à ces contradictions spécifiques les contradictions du capitalisme européen décadent. L'Etat bourgeois américain nourrit le parasitisme de l'ensemble du capitalisme mondial afin de le restructurer.

Les échéances de cette politique, c'est la crise du dollar et du système monétaire international. Derrière la crise "des moyens de paiements", ce sont toutes les contradictions sociales de l'impérialisme qui opèrent. Pour

éviter l'effondrement des impérialismes européens et japonais et contenir un gigantesque développement de la lutte des classes dans ces pays, l'impérialisme américain a concentré en son sein les contradictions de l'impérialisme mondial. Les vieilles contradictions du capitalisme en Europe n'ont pas été pour autant résolues. Bien au contraire elles ressurgissent de la reconstruction des impérialismes européens sur leurs bases anciennes, aggravées par la division de l'Europe en deux systèmes sociaux différents et par la perte des débouchés que leur assuraient automatiquement leurs vastes empires coloniaux (...).

(...) L'équilibre social et politique actuel est intolérable pour l'impérialisme. Son simple maintien signifie à court terme une crise économique, sociale et politique sans précédent, la dislocation de l'impérialisme mondial. Il est donc impossible de maintenir cet équilibre.

La crise de l'impérialisme est intimement liée à celle de la bureaucratie du Kremlin dont la puissance politique, qui avait atteint son sommet au moment de Yalta et de Potsdam, n'a cessé depuis de se détériorer et est maintenant profondément minée. Les

deux crises se conjuguent. La puissance politique de la bureaucratie du Kremlin procédait de rapports déterminés qui s'étaient constitués avant la deuxième guerre mondiale et s'étaient développés par suite de la victoire prestigieuse de l'U.R.S.S. sur l'impérialisme allemand, payé néanmoins de vingt millions de morts, véritable saignée du prolétariat soviétique : rapports entre la bureaucratie du Kremlin et le prolétariat de l'U.R.S.S., entre celle-ci et le prolétariat mondial par l'intermédiaire de son appareil international, rapports enfin entre la bureaucratie et la coalition impérialiste victorieuse aux prises avec la poussée révolutionnaire qui a suivi la guerre impérialiste (...).

(...) L'équilibre entre l'impérialisme mondial et le prolétariat mondial, entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, entre la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, entre les différents

impérialismes, tel qu'il est résulté de la deuxième guerre mondiale, est devenu tout simplement impossible. C'est la fin de l'après-guerre. Le prolétariat pas plus que l'impérialisme ne peuvent désormais s'accommoder de cet équilibre relatif. Il leur faut, à chacun selon ses intérêts de classe antagoniste, le rompre de façon décisive. La bureaucratie du Kremlin et son appareil international sont pris entre les pressions opposées des forces sociales fondamentales et craquent également. Il n'est pas jusqu'à la bureaucratie chinoise qui ne se déchire en ses composants : la "Révolution culturelle" exprime ce phénomène. Les directions petites-bourgeoises bonapartistes. Castro, Boumedienne, Nasser, etc., n'échappent pas à la tourmente. Révolution et contre-révolution vont s'affronter brutalement sur tous les terrains. Les luttes de classes de ces dernières années sont les prémisses de ces affrontements.

LA DISLOCATION DU SYSTEME MONETAIRE INTERNATIONAL

Expression de la crise de l'impérialisme

Nixon, en annonçant le 15 août 1971 « la suspension de la convertibilité du dollar en or ou en autres moyens de réserve », fût-ce au prix de 35 dollars l'once, signait l'acte de décès du système monétaire international institué à Bretton Woods.

« Librement consentis », les accords de Bretton-Woods faisaient de l'Etat bourgeois américain le constructeur du système impérialiste : du Federal System Bank la banque d'émission internationale ; du dollar, monnaie de référence de tous les pays capitalistes (et en fait des autres), la monnaie internationale.

Déjà l'institution, le 17 mars 1968, du double marché de l'or (un marché dit « libre » où l'or pouvait varier de prix et celui des règlements entre banques centrales réalisés au prix officiel de 35 dollars l'once d'or) limitait la libre convertibilité du dollar et concrétisait la décomposition du système. Le but était d'imposer le cours forcé du dollar à l'échelle internationale. D'autre part, une taxe de 10 % sur les importations non contingentées en direction des USA érigeait une barrière aux importations. Nixon ouvrait brutalement les hostilités contre les bourgeoisies européennes et la bourgeoisie japonaise. Il précisait très crûment de quoi il retournait :

« A la fin de la deuxième guerre mondiale les économies des principales nations industrielles d'Europe et d'Asie étaient saccagées. Pour les aider à se mettre sur pied et à proléger leur liberté, les Etats-Unis leur ont fourni 143 milliards de dollars au titre de l'aide à l'étranger. Il nous appartenait de le faire.

« Aujourd'hui, en grande partie grâce à notre aide, elles ont retrouvé leur dynamisme et sont devenues de fortes concurrentes. A présent qu'elles sont économiquement puissantes, le moment est venu pour qu'elles

portent leur part équitable du fardeau pour la défense de la liberté de par le monde. Le moment est arrivé pour que les taux de change soient rectifiés et pour que les principales nations se fassent concurrence sur un pied d'égalité. Il n'y a plus de raisons pour que les Etats-Unis luttent avec une main attachée derrière le dos. »

L'honorable président des Etats-Unis rusait et truquait quelque peu. Les raisons de l'aide des U.S.A. furent d'éviter l'effondrement du mode de production capitaliste. Et depuis le début des années 1960, les Etats bourgeois européens et japonais ont accumulé des dollars dont ils ne savaient que faire. L'aide d'Etat à Etat a cessé. Elle a été relayée par une exportation massive de capital privé américain en Europe et au Japon.

Mais la sonnette d'alarme retentit de plus en plus fortement. L'économie d'armement, indispensable comme volant d'entraînement de l'économie capitaliste, les dépenses paritaires de tous ordres, l'obligation de soutenir économiquement, militairement, politiquement, tant les bourgeoisies compradore des pays économiquement arriérés que les vieux impérialismes décadents, ont conduit à une fantastique inflation : des centaines de milliards de dollars, la dette extérieure à court terme des U.S.A. serait de plus de 60 milliards de dollars, le déséquilibre de la balance des paiements a atteint en 1971 la somme de 22 milliards de dollars. Pour la première fois depuis plus de 80 ans, la balance commerciale des U.S.A. est déficitaire.

De plus en plus, les marchandises européennes et japonaises pénètrent le marché américain. La chute du cours du dollar s'accroît. De plus, alors que l'économie d'armement atteint des sommets, la production piétine, officiellement il y a plus de 6 millions de chômeurs, plus d'un million en Angleterre, des centaines de milliers en

France et en Italie, etc., aux U.S.A. la crise économique de surproduction menace.

Les capitalismes européens et japonais, malgré les apparences, ne sont pas plus brillants. La « prospérité » dont il font preuve est ancrée sur le parasitisme de l'impérialisme américain, et celui de leurs propres Etats bourgeois. C'est la donnée dominante, et non le développement inégal du capitalisme dont font un si grand usage les révisionnistes, bien qu'il existe. Il suffit pour s'en convaincre de considérer les « réserves de change » des banques centrales et l'évolution des prix : au 30 juin 1971 sur 16,7 milliards de réserve, la banque centrale de R.F.A. possédait seulement 4 milliards de dollars en or et le reste, principalement, en dollars papier ; la proportion était encore plus catastrophique pour le Japon : sur 7,8 milliards de réserves, 0,6 seulement étaient constituées en or, et la presque totalité du reste en dollars papier ; la hausse des prix en Allemagne Fédérale dont la monnaie, le mark, est réputée forte, avoisinait en 1971 10 % ; 30 % des exportations japonaises sont faites aux U.S.A.

La constitution du Marché commun européen et l'entrée de l'Angleterre, qui annonce celle des pays de la zone de libre échange, ne change rien à ces rapports et à la faiblesse congénitale de l'économie des impérialismes décadents. L'Europe des Six n'a jamais été qu'une tentative pour créer un grand marché protégé par des barrières douanières à l'intérieur duquel les marchandises et capitaux devaient circuler librement. La libre circulation des marchandises et capitaux des pays du marché commun est restée relativement entravée par toutes sortes de mesures, officiellement ou non admises par les accords, surtout dès qu'un secteur de l'économie était menacé dans un quelconque de ces pays, bien que les échanges inter-européens aient considérablement augmenté. Les concentrations, fusions, d'entreprises se sont faites essentiellement sur une base nationale. Par contre, en investissant massivement ses capitaux par-dessus les barrières douanières, le capital américain investissait le marché commun et utilisait à son compte ce marché de « 280 millions de consommateurs » et la force de travail européenne, généralement meilleur marché que celle des U.S.A. Il utilisait même le marché des capitaux européens, empruntait des « euro-dollars » afin d'installer ses propres entreprises, ou de racheter, d'intégrer ou d'éliminer les entreprises des Six du marché commun. L'entrée dans le marché commun de la Grande-Bretagne à la suite des pays de la zone de libre échange va briser la ceinture douanière de l'Europe des Six, mettre en cause le système de préférences et de subventions qui constitue la politique agricole, par exemple, et dont profite principalement l'agriculture française.

NATURE DE « L'ACCORD MONETAIRE »

De fait, la « solidarité européenne » n'a pas résisté aux sonimations de l'impérialisme européen. Chaque bourgeoisie, chaque Etat bourgeois national a, au cours des mois qui ont précédé et suivi la déclaration Nixon du 15 août, cherché à sauvegarder ses intérêts spécifiques : les uns laissaient « flotter » leur monnaie (le mark), les autres pratiquaient deux cours de change (le franc). Finalement, tous se sont ralliés à un compromis dont il importe de bien apprécier le contenu.

Le dollar serait dévalué de 8 %. Le mark serait réévalué, ainsi que le yen. Le franc et la livre resteraient à leurs parités actuelles, etc. La marge

de fluctuation du dollar au-dessus et au-dessous de sa nouvelle parité théorique serait de 2,5 %, avant que les banques centrales interviennent. La dévaluation de 8 % du dollar serait dérisoire. La réévaluation du mark et du yen est une mesure artificielle. Ces mesures ne sont que compromis afin d'inverser le cours des échanges commerciaux. Elles sont sans avenir.

En outre, des négociations commerciales seront engagées dans le but de restreindre les exportations en direction des U.S.A. et par contre de faciliter sur les marchés européens et japonais les exportations américaines. Ces indications démontrent que le capitalisme américain menacé accroît sa pression sur les capitalismes européens et japonais et entend les réduire à la portion congrue. Redisons-le : il s'agit pourtant d'un compromis qui ne va pas au fond des problèmes. Pourtant, d'ores et déjà, les économistes bourgeois s'aperçoivent que la marge de fluctuation de 5 % du dollar, qui reste moyen de paiement, risque de désorganiser le commerce inter-européen et de donner lieu à de graves spéculations sur les monnaies européennes. Les discussions commerciales déjà en cours font grincer des dents, en particulier à la bourgeoisie française, car le marché commun agricole est sérieusement remis en cause. Là n'est pourtant pas le plus important du compromis : officiellement, les gouvernements bourgeois européens et japonais ont accepté que le dollar ait cours forcé. Les banques centrales seront obligées d'encaisser encore et encore des dollars dont elles regorgent. Elles ne pourront se les faire rembourser en or, ou même en autres devises étrangères, par la Federal Reserve System Bank, et pas même par le Fonds Monétaire International.

D'un commun accord, les gouvernements des plus grandes puissances capitalistes ont décidé de pratiquer la fuite en avant. Ils donnent leur aval à de nouvelles et monstrueuses dépenses inflationnistes du gouvernement américain et ils se préparent à en faire autant. L'effondrement de l'économie américaine serait une catastrophe pour tous. Il disloquerait le marché mondial.

L'économie des pays économiquement arriérés est déjà très durement touchée par la dégradation de ce qui est appelé les termes de l'échange (rapport des prix des matières premières aux prix des marchandises industrielles élaborées), ainsi que par les remboursements d'emprunts, le paiement des intérêts, la fuite des profits que rapportent les capitaux étrangers investis et qui ne sont pas réinvestis sur place. De plus, elle est lourdement obérée par les dépenses militaires, le parasitisme des bourgeoisies compradore. A ce point de vue, l'Amérique latine fournit un exemple d'une clarté absolue. L'effondrement de l'économie américaine, des économies européennes et japonaise serait un désastre sans nom pour ces pays dont l'économie est partie constituante du capitalisme mondial.

Aucune bourgeoisie fût-elle des pays économiquement arriérés, ne peut penser sans effroi à l'effondrement de l'économie américaine. Aussi, toutes donnent-elles le feu vert à l'impérialisme U.S.

La traduction pratique, ce sont les énormes dépenses supplémentaires du budget américain : dépenses (prévues) 246,3 milliards de dollars, recettes (prévues) 220,8 milliards de dollars, déficit (prévu) 25,5 milliards de dollars ; le budget militaire augmentation (prévue) 6,3 milliards de dollars. Mais il faut dire que le déficit prévu pour l'exercice 71-72 était de 11 milliards, il est actuellement de 39 milliards de dollars.

Ce sont aussi de nouvelles augmentations des crédits militaires au cours de cette année et des années suivantes des pays membres de l'OTAN autres que les U.S.A. que la dernière session de cet organisme a prévues. C'est le réarmement massif du Japon qui est désormais à l'ordre du jour.

L'ECONOMIE DE L'EUROPE DE L'EST ET DE L'U.R.S.S. DUREMENT AFFECTÉE

Paradoxe apparent, outre les raisons plus directement politiques, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites redoutent également un krach du système capitaliste. Depuis plusieurs décennies la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites s'efforcent d'intégrer l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est à la division internationale du travail. Un des objectifs des réformes de l'économie consiste à rendre concurrentielles les marchandises produites par les pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. sur le marché mondial. Mais la structure des échanges donne des indications sans équivoque sur la nature du commerce Est-Ouest, elle ressemble à celle des échanges entre pays économiquement développés et arriérés : matières premières ou produits peu élaborés contre produits hautement élaborés. L'obstacle à des échanges plus importants est la plupart du temps la difficulté pour l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est de trouver des marchandises dont auraient besoin les grandes puissances capitalistes et qu'ils seraient en mesure d'exploiter. Une statistique vieille de deux ans, mais significative, indique :

« Le commerce extérieur de l'U.R.S.S. avec les pays occidentaux a augmenté en 1969 de 14 %. Au total, les échanges se sont élevés à 21,2 milliards de francs avec une prédominance pour les importations soviétiques (10,3 milliards de francs) sur les exportations (10,4 milliards de francs).

Le déficit qui apparaît ainsi est plus important encore si l'on tient compte des pays du tiers monde avec lesquels le commerce s'effectue en devises convertibles.

A l'exportation vers les pays occidentaux, les biens d'équipements et les demi-produits, tels les produits chimiques, représentent moins de 5 % des ventes soviétiques. A l'importation, par contre, ils constituent plus de la moitié des achats de l'U.R.S.S. en Occident : 4,5 milliards de francs pour les biens d'équipements et 1,1 milliard pour les produits chimiques.

Le pétrole et les produits pétroliers d'une part, le bois et les sciages résineux d'autre part, viennent en tête des exportations soviétiques vers l'Occident. Les ventes ont atteint respectivement 2,6 milliards de francs et 1,7 milliard de francs en 1968.

Viennent ensuite quatre catégories de produits dont les ventes oscillent autour de 500 à 600 millions de francs. Il s'agit des matières premières et demi-produits textiles (579 millions de francs), des métaux non ferreux (600 millions de francs), du charbon (499 millions de francs). Les fourrures, les engrais minéraux et leurs matières premières

ainsi que les produits chimiques représentent bon an, mal an, des ventes respectives de l'ordre de 200 à 300 millions de francs.

A l'importation en provenance des pays occidentaux, les biens d'équipement représentent une masse croissante d'achats : 3,6 milliards de francs en 1967 et 4,5 milliards de francs en 1969. Cette tendance devrait encore s'accroître car l'évolution des techniques est si rapide que l'U.R.S.S. est de moins en moins en mesure de couvrir toute la gamme des fabrications.

Non moins indicatifs sont les propos tenus par Jaroszewicz, Premier ministre de Pologne, devant les ouvriers des chantiers navals « Adolf Warski » à Szczecin le 24 janvier 1971, lorsque ceux-ci en grève ont imposé à Gierek de venir discuter avec eux.

« En 1971, pour pouvoir vendre à la population la même quantité de viande qu'en 1970, nous devons acheter plus de 60 000 tonnes de viande. Avec quoi ?

Pourtant, ce n'est pas ici que se terminent les marchandises que nous devons acheter pour maintenir l'approvisionnement du marché à un niveau acceptable et pas plus bas qu'en 1970... On a limité les achats de cacao... Je ne peux vous énumérer toute la litane de ces marchandises : un demi-million de tonnes de blé... Nous ne pouvons pas en acheter plus dans les pays socialistes, parce qu'il n'y en a pas... C'est vers les pays capitalistes que nous devons nous tourner pour l'achat de ce blé. Il nous faut pour cela 35 millions de dollars. Si nous l'achetons à crédit à long terme, alors il faudra payer beaucoup plus cher lors de l'achat et puis payer annuellement 8,5 % du crédit contracté. Et si nous n'achetons pas ce blé, si l'approvisionnement en fourrage est ébranlé — et vous savez que la campagne n'a pas assez de fourrage pour un programme entier de production de bovins, et particulièrement du cheptel porcin... alors, à ce moment, les paysans liquideront tout ce qu'ils avaient destiné à la vente à l'Etat. »

Vendre, pour pouvoir acheter aux pays capitalistes, est devenu une exigence si brûlante que la nourriture de la population en dépend, ce qui est d'autant plus significatif que la Pologne est encore actuellement un pays où 50 % des travailleurs sont des travailleurs agricoles.

L'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est ont déjà d'énormes difficultés à s'ouvrir les marchés des pays capitalistes. Une crise économique les leur fermerait pratiquement tous, ce qui se répercuterait durement sur leur économie. Faute de moyens de paiement, ils font d'énormes efforts pour obtenir des crédits à long terme, obtenir des participations étrangères à leurs investissements, constituer des sociétés mixtes. Ainsi la bureaucratie du Kremlin a engagé avec le Japon, depuis plusieurs années, des négociations pour la mise en exploitation des gisements de matières premières de Sibérie, principalement de pétrole. Il faudrait que le Japon investisse, en même temps qu'il fournirait une aide technique, un milliard de dollars.

Le Japon serait remboursé par la fourniture de matières premières brutes. Le projet n'aboutit pas. En effet, le problème des débouchés, celui des coûts de transport, se posent et surtout les Japonais veulent contrôler la production et obtenir des garanties politiques.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites s'efforcent d'appliquer la même politique vis-à-vis des grandes puissances capitalistes européennes dont en premier lieu l'Allemagne de l'Ouest. Celles-ci tentent à leur tour de faire pénétrer leurs marchandises et leurs capitaux en Europe de l'Est. Mais, là aussi, les difficultés de toutes natures sont considérables : les crédits à long terme, la participation à des sociétés mixtes, les investissements importants de capital, ne vont pas sans garanties politiques. C'est une des raisons des accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie et sur Berlin.

A défaut que se réalisent des accords de ce genre entre la bureaucratie du Kremlin et les grandes puissances capitalistes, les pays de l'Europe de l'Est supportent des charges écrasantes. Ils souffrent d'une grave insuffisance de capital propre et ont un terrible besoin de prêts à long terme, de crédits, pour y pallier. Il leur faut cependant apporter une aide financière et technique à l'U.R.S.S., participer à des investissements à long terme en U.R.S.S., dont la recherche, l'extraction et l'exploitation pétrolières.

« PLUS DURE SERA LA CHUTE »...

Les relations économiques mondiales forment un ensemble complexe. L'économie capitaliste dans son ensemble dépend de l'économie américaine et inversement. Le Marché Commun est un vaste marché où s'affrontent les grandes puissances capitalistes. Chacune tente d'occuper des positions, de les renforcer, au sein du Marché Commun afin d'être plus puissant et concurrentiel sur le marché mondial et chacun inversement, s'efforce d'occuper des positions, de se renforcer, sur le marché mondial (U.R.S.S. et pays de l'Europe de l'Est compris) en vue de faire face à ses rivaux et les dominer à l'intérieur du Marché Commun. Les économies des pays arriérés sont directement tributaires du système impérialiste. Mais les pays de l'Europe de l'Est, l'U.R.S.S., la Chine, sont plus que jamais sensibles à la conjoncture économique mondiale qui reste dominée par le système impérialiste.

C'est pourquoi tous souscrivent au compromis conclu entre les gouvernements des grandes puissances impérialistes, fuite en avant qui ne mène pourtant pas loin. A peine conclu, il craque au début janvier 1972, le dollar tombait à sa cote la plus basse, 49,25 dollars l'once d'or, la définition officielle est de 38 dollars l'once d'or.

Les délais ne sont pas prévisibles mais la catastrophe économique et financière est au bout. Elle sera d'autant plus profonde, d'autant plus brutale, que les Etats bourgeois des grandes puissances impérialistes tentent de la retarder par des expédients. « L'heure de vérité » approche.

CHAPITRE III

L'IMPERIALISME, LES BUREAUCRATIES PARASITAIRES ET LE PROLETARIAT LES BESOINS « OBJECTIFS » DE L'IMPERIALISME U.S.

La crise du système monétaire international est une des expressions de la décomposition du mode de production capitaliste, qui, après les vieilles puissances impérialistes d'Europe, a gangrené jusqu'au cœur l'impérialisme américain. Certes, il n'est pas de crise sans issue pour le capital, tant que le prolétariat n'abat pas le système capitaliste dans son ensemble. Les « solutions » sont connues : dévaluations massives qui liquideraient une grande partie de la dette publique, mais qui ruineraient des millions de petits, moyens et même grands bourgeois ; laisser jouer brutalement les véritables rapports de force économiques ce qui broierait des couches entières de capitalistes dans tous les pays, réduirait au chômage et à la misère des dizaines de millions de travailleurs des villes et des campagnes et écraserait les impérialismes les plus faibles (l'Europe réduite à la portion congrue ainsi que l'écrivait Léon Trotsky en 1925) ; passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre ; tenter par tous les moyens, y compris la guerre, de briser tous les obstacles à la libre circulation des marchandises et des capitaux, en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine. Enoncer « ces solutions », c'est dire quelles gigantesques luttes de classes elles sous-tendent.

Depuis trente ans, l'impérialisme américain a été le pivot, la force motrice du système impérialiste dans son ensemble, afin d'éviter l'effondrement de celui-ci. Il dut

accumuler et prendre en charge une somme de contradictions. Désormais la crise atteint des dimensions nouvelles et l'atteint directement. Elle nourrit la lutte des classes dans tous les continents et tous les systèmes sociaux seront concernés. Il importe de mesurer à quels affrontements sociaux et à quels problèmes politiques l'impérialisme U.S. est confronté.

Les besoins objectifs de l'impérialisme américain exigent qu'il se subordonne le monde entier. Le « rule Britannia » du siècle dernier ne donne qu'une faible idée des exigences qui sont celles du développement de l'impérialisme U.S. La domination anglaise du monde était très relative : elle se heurtait à l'impérialisme français, ensuite aux impérialismes américain, allemand, japonais, sans parler d'impérialismes moins puissants. Elle s'inscrivait en une période d'essor du capital qui, comme système économique et social, s'étendait extensivement et intensivement au monde entier. En quelque sorte, elle en était la pointe avancée.

L'impérialisme américain tend à une domination sans partage du monde, et il ne s'agit pas d'une volonté politique, mais du mouvement « normal » du capital américain en fonction de sa puissance et de sa grandeur : son champ d'action doit être la terre entière, et cela à la période de pleine putréfaction de l'impérialisme.

Limitant leur analyse aux aspects immédiats et appa-

rents, les révisionnistes, la petite-bourgeoisie pensante, voient dans la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie chinoise, et les bourgeoisies impérialistes moins puissantes d'Europe et du Japon, les obstacles principaux à l'expansionnisme de l'impérialisme américain. A d'autres moments d'ailleurs, l'impérialisme leur apparaît comme une sorte de bloc indifférencié, les impérialismes d'Europe et l'impérialisme japonais étant de simples prolongements de l'impérialisme américain. Selon le temps et le moment, le monde pour eux est divisé en trois ou quatre blocs : bloc impérialiste (qui peut éventuellement se diviser en deux : les U.S.A., le « capitalisme européen » qui naîtrait de « l'interpénétration » des capitaux et des États bourgeois nationaux) ; les États « ouvriers » ; le « tiers-monde ». Loin de nier les antagonismes inter-impérialistes, entre les impérialismes et les bureaucraties parasitaires, entre les bureaucraties parasitaires, l'analyse de la lutte de classe entre les deux classes fondamentales mondiales — prolétariat et bourgeoisie est seule capable de les situer et de leur donner leur sens et leur importance. L'obstacle à l'expansionnisme de l'impérialisme américain, c'est la puissance du prolétariat mondial, les positions qu'il a conquises, à commencer par les prolétariats des pays économiquement développés d'Europe (U.R.S.S. comprise) et celui des U.S.A.

C'est parce que le prolétariat de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est est physiquement attaché aux conquêtes de type socialiste, ainsi que le prolétariat de Chine, que la pénétration du capital dans ces pays se heurte à des barrages difficiles à détruire. C'est parce que subordonner étroitement les impérialismes secondaires à l'impérialisme américain, réduire les bourgeoisies d'Europe et du Japon au rôle de bourgeoisies compradore, impose de briser les prolétariats de ces pays, que l'impérialisme américain a dû y renoncer et au contraire soutenir et remettre en selle les bourgeoisies d'Europe et du Japon, participer à la reconstruction des États bourgeois démantelés. C'est parce que, pour aller jusqu'au bout d'une politique qui correspond à ses besoins objectifs, l'impérialisme américain devrait briser d'abord le prolétariat américain, détruire son niveau de vie, ses garanties, ses organisations, ses conquêtes, instaurer aux U.S.A. l'État fort, détruire les libertés politiques, discipliner toutes les couches de la société, que la politique du gouvernement américain se heurte à des limites qui la remettent en cause. Il y a un enchaînement inéluctable : en dernière analyse — mais ce « en dernière analyse » est la réalité très précise d'aujourd'hui — la puissance du prolétariat mondial, sa lutte de classe, met l'impérialisme le plus puissant devant la nécessité de briser son propre prolétariat pour réaliser ses besoins objectifs.

L'IMPERIALISME U.S. DIFFERE L'AFFRONTMENT AVEC LE PROLETARIAT U.S.

Depuis des années, sur le simple plan de la concurrence internationale, compte tenu des charges qui pèsent sur l'économie américaine « l'américan way of life » d'une partie du prolétariat américain devenait insupportable au capital américain. La pénétration commerciale du Japon, et, dans une moindre mesure des autres pays capitalistes, sur le marché américain, en était une des conséquences. Le capital américain avait besoin, et a plus que jamais besoin, de réduire le prolétariat américain à un standard de vie qui se rapproche de celui des pauvres blancs, des Noirs, des Porto-Ricains. Malgré que près de 6 millions

de chômeurs pèsent sur le marché du travail, il n'y est pas parvenu. Tout au contraire, il s'est heurté à la résistance décidée du prolétariat américain : après de multiples grèves ou menaces de grèves, la grande grève de la General Motors a été l'expression de la réplique du prolétariat américain aux intentions et aux besoins du capital.

Mais il faut donner toute sa signification à la contradiction qui distord l'impérialisme américain : ses besoins objectifs sont en contradiction directe et absolue avec tous les rapports entre les classes, à l'intérieur des classes, avec la structure politique, héritée du passé des U.S.A. Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les rapports entre les classes, les rapports inter-impérialistes, ont fait que la prédominance de l'impérialisme américain s'est affirmée, peu à peu, par un mouvement très particulier : la dégénérescence des vieilles puissances impérialistes nourrissait la croissance de l'impérialisme américain. La quasi-totalité des charges de la Première Guerre mondiale a pesé sur les vieilles puissances impérialistes d'Europe, l'impérialisme U.S. fut purement et simplement un profiteuse de guerre. Au cours de la préparation et au commencement de la Deuxième guerre impérialiste, le mouvement fut identique.

L'Angleterre, au lendemain de la première guerre impérialiste, et au cours de l'entre-deux guerres, laissa, par suite de son propre affaiblissement et étant finalement à nouveau menacée par la renaissance de l'impérialisme allemand, sans coup férir, la première place dans le monde à l'impérialisme américain. Au cours de la II^e Guerre mondiale et jusqu'à la fin, en Europe, le principal du poids de la guerre fut porté par l'U.R.S.S. L'impérialisme américain n'eut à s'engager en force que face au Japon, bien qu'il fût l'arsenal de la coalition impérialiste « démocratique » ainsi que de l'U.R.S.S. dans une certaine mesure. Au total, l'impérialisme U.S. profitait de la guerre et se renforçait.

La guerre de Corée, la politique dite de refoulement, la préparation à la III^e guerre mondiale révélaient une situation profondément différente. Désormais, l'impérialisme U.S. devait faire les frais de sa politique, l'expansionnisme mondial exigeait que toute la charge repose sur le prolétariat américain. La perspective de la III^e guerre mondiale signifiait que toutes les couches de la société devaient être disciplinées en fonction des exigences de cette entreprise : le prolétariat américain, la petite-bourgeoisie américaine lancés en masse dans la guerre même, les U.S.A. atteints par les opérations militaires, sous la menace de bombardements atomiques ; la force organisée du prolétariat devait être détruite, les forces centrifuges au sein de la bourgeoisie américaine comprimées par un corset de fer, l'État devait être centralisé et tout lui être subordonné, les traditions et libertés démocratiques liquidées.

Ce programme, Mac Carthy l'esquissa. Mais son application était prématurée. L'impérialisme U.S. disposait encore de vastes moyens de manœuvre. La mort de Staline les mit en évidence, la bureaucratie du Kremlin était prête aux concessions, les réserves de l'impérialisme U.S. permettaient de poursuivre l'économie d'armement. La bourgeoisie américaine préféra, en fonction du rapport entre les classes dans le monde et aux U.S.A., de ses divergences internes, de ses traditions, des craintes qu'elle éprouvait face au prolétariat, et pour elle-même, avoir recours à une politique qui maintienne ses objec-

tifs fondamentaux, tout en différant l'institution de l'Etat fort et l'affrontement avec le prolétariat américain.

L'IMPERIALISME U.S. VERS L'ETAT FORT : LE REGNE DU TALON DE FER

Cette politique n'est plus viable. A la longue, même l'impérialisme U.S. est incapable d'assurer le beurre et les canons. Depuis dix ans, cela a été démontré.

Aux U.S.A., conjointement, se sont développés : l'opposition à la guerre au Vietnam, la lutte des Noirs, la résistance manifestée par des grèves du prolétariat blanc, relativement bien payé, à la dégradation de son pouvoir d'achat et de ses conditions de vie.

La crise du dollar est nourrie par toutes ces contradictions et les exprime. L'impérialisme américain est face à une échéance politique : il lui faut réviser sa stratégie générale. Il ne peut vivre comme avant. Il lui faut mettre à la portion congrue ses partenaires impérialistes et les refouler. Il doit tenter de discipliner à ses intérêts spécifiques l'ensemble de la coalition impérialiste. Il ne peut poursuivre, et bien sûr développer, son expansionnisme mondial, sans s'attaquer aux rapports entre les classes aux U.S.A. D'autant plus que les rapports entre les classes aux U.S.A. ne peuvent être isolés de la lutte des classes mondiale et particulièrement de la lutte des classes dans les pays économiquement développés d'Europe et aussi du Japon, que va exacerber, à partir d'une situation favorable au prolétariat, le rejet des contradictions de l'impérialisme U.S. sur les impérialismes décadents.

Pour l'impérialisme U.S., une nécessité objective s'impose : la destruction des conquêtes de la révolution chinoise, la pénétration libre des marchandises et des capitaux en Europe de l'Est et en U.R.S.S., la mise au pas des prolétariats des pays capitalistes avancés, la soumission étroite des impérialismes décadents, la possibilité de nettoyer toute résistance des ouvriers et paysans des pays économiquement arriérés en utilisant tous les moyens matériels dont il dispose, bombes thermo-nucléaires comprises, exigent le régime du talon de fer aux U.S.A. — les formes les plus barbares de la dictature du capital financier, exterminant toute résistance d'où quelle provienne.

Les mesures décidées par Nixon signifient que l'économie d'armement devient insuffisante à alimenter le fonctionnement de l'économie américaine, bien qu'en même temps elle ne peut continuer à être financée dans le cadre de la libre convertibilité du dollar. Le dollar devrait avoir cours forcé à l'échelle internationale. Mais le super-impérialisme n'existe pas. Le dollar ne peut avoir cours forcé qu'autant que les Etats des principaux pays capitalistes l'accepte comme moyen de paiement bien qu'inconvertible en or. Jusque dans une certaine limite, par peur de l'effondrement de l'économie américaine, de la désagrégation du marché mondial, ils l'acceptent. Ce ne saurait cependant être sans de dures conséquences pour leur propre économie et surtout cela ne peut pas durer toujours. Pourtant, sous peine de désagrégation de son économie, du marché mondial, à plus ou moins rapide échéance l'économie de guerre en Europe, au Japon, et à commencer par les U.S.A. est l'ultime recours.

Le contenu social et politique des mesures prises par Nixon consiste finalement à engager la lutte aux U.S.A. contre le prolétariat américain : le blocage des salaires, même limité à 90 jours, ainsi que l'a annoncé Nixon, est une déclaration de guerre au prolétariat américain ; la réaction des dirigeants de l'A.F.L./C.I.O. est significa-

tive, surtout si l'on tient compte de leurs liens avec le capital, du soutien qu'ils apportent aux entreprises les plus barbares de l'impérialisme U.S. comme, par exemple, la guerre du Vietnam.

Insensiblement, le capital financier américain s'engage sur la voie de l'Etat fort, vers le règne du talon de fer. **Cependant, il ne peut s'agir d'un processus rectiligne et continu : la marche vers l'Etat fort, vers le règne du talon de fer, constitue toute une période historique.** Le capital financier y est poussé empiriquement par ses besoins objectifs, au milieu d'un ensemble de contradictions et de luttes avec le prolétariat, de conflits entre les différentes couches de la bourgeoisie.

A l'origine de la puissance du capital américain, fut son libre développement, sans aucune entrave d'ordre historique. Ce qui, plus encore que le capital anglais — berceau du système capitaliste — en fit l'exemple pur du « Capital ». Or, au stade actuel, l'héritage historique des relations des traditions, des institutions américaines, est inadapté, sinon directement contradictoire à ses besoins. Il lui faudrait être en mesure de mobiliser, de centraliser toutes les forces, de discipliner rigoureusement toutes les couches de la société américaine. Il se heurte aux particularismes, au système des Etats, à leurs législations propres, à leurs pouvoirs, à leur autonomie relative, au Congrès, aux traditions démocratiques, etc., derrière lesquels jouent les intérêts spécifiques de la bourgeoisie, du prolétariat et des autres couches ou classes sociales.

Il lui faudra détruire la tradition américaine. Ce ne peut être le résultat que d'une lutte de classes allant jusqu'à la guerre civile. Le puissant prolétariat américain manque de conscience politique, il n'a pas d'organisation politique de classe, mais les luttes du prolétariat américain sont et seront indissolublement liées aux luttes du prolétariat mondial et nourries par elles, particulièrement par celles du prolétariat des pays économiquement développés.

LE CONFLIT FONDAMENTAL ENTRE LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ET LE PROLETARIAT

La crise qui secoue le système impérialiste mondial devrait, tout au moins, tant que les principales bourgeoisies d'Europe, la bourgeoisie américaine, et également dans une certaine mesure la bourgeoisie japonaise, ne maîtrisent pas dans leurs propres pays les rapports entre les classes, permettre à l'U.R.S.S. et aux pays de l'Europe de l'Est de desserrer l'étau impérialiste. La gestion, par la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites des conquêtes d'Octobre, des rapports de production qui en procèdent, aboutit au résultat inverse. Cela provient des rapports profondément antagonistes qui se développent sur tous les plans entre la bureaucratie parasitaire et le prolétariat, de la nature de la crise qui disloque la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, des tendances et forces centrifuges qu'elle libère.

La crise de la planification en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est n'est après tout que l'expression de la contradiction entre des rapports de production, qui exigent la maîtrise du développement conscient des forces productives et leur gestion par les bureaucraties parasites. Seule la force productive essentielle, la force productive agissante et consciente — le prolétariat —

peut gérer et développer consciemment les forces productives, à condition qu'il soit maître du pouvoir politique. De plus, la maîtrise du développement des forces productives ne peut être que limitée et très imparfaite à l'échelle d'un pays ou même d'un groupe de pays. La maîtrise du développement des forces productives ne se réalisera pleinement qu'à l'échelle de l'économie mondiale dans son ensemble. Si l'homme, l'homme socialisé, est la principale force productive, ainsi que l'explique Marx, la maîtrise du prolétariat sur son propre développement social est la condition même de la maîtrise du développement de l'ensemble des forces productives.

Parce que parasitaires, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont foncièrement opposées à la maîtrise par la principale force productive, le prolétariat, du développement des forces productives, c'est-à-dire de son propre développement qui doit finalement se résoudre par sa disparition comme classe avec la disparition des classes, des différenciations sociales et nationales. Elles ont toujours été un obstacle au développement des forces productives en U.R.S.S. et dans les pays où le capital a été exproprié, mais où le prolétariat n'a pu, soit se saisir du pouvoir politique, soit le garder. Les distorsions de la planification depuis plus de 40 ans en U.R.S.S. ont au fond cette raison. Mais la crise, la contradiction est devenue aiguë dès lors que l'économie s'est diversifiée, que la planification s'est étendue à l'Europe de l'Est, qu'il fallait harmoniser les économies nationales, que le développement de l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, exigeait de plus en plus d'être réintégrée à l'économie européenne et mondiale. Le conflit, la contradiction, n'est pas une contradiction, un conflit « économique » au sens étroit du terme, mais un conflit, une contradiction économique, expression de la contradiction sociale entre le développement du prolétariat et l'existence des bureaucraties parasitaires. La crise de la planification en est le résultat. Elle exprime un conflit de classe.

En conflit fondamental, sourd ou ouvert, avec le prolétariat, les bureaucraties, faute de pouvoir maîtriser et harmoniser le développement de l'économie, ont, à un certain stade, de plus en plus recours comme régulateur de l'économie aux lois du marché, à la rentabilité, qu'elles utilisent comme des instruments de lutte contre le prolétariat complémentaires à leur dictature politique. Tel est le contenu des réformes de la planification. La Yougoslavie, parce que le processus y est le plus avancé, montre ce que signifient : la réforme de l'économie, le recours aux lois du marché, à la rentabilité. La planification est désintégrée, le monopole du commerce extérieur détruit, les capitaux étrangers s'investissent, l'inégalité de développement économique s'accroît, les antagonismes nationaux sont renforcés, le chômage s'installe, la Yougoslavie exporte dans les pays capitalistes la principale force productive — la force de travail.

Pas plus que l'analyse de la conjoncture de l'économie capitaliste ne peut se faire en dehors du développement de la lutte des classes, il n'est possible d'analyser la crise de la planification, les réformes de l'économie en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, indépendamment du cours de la lutte des classes dans le monde, en Europe, en U.R.S.S. Depuis juin 53 en Allemagne de l'Est, le mouvement révolutionnaire d'octobre 1956 en Pologne, la révolution hongroise des Conseils, le conflit latent entre bureaucraties parasitaires et prolétariat est devenu politiquement ouvert. L'écrasement de

la révolution hongroise ne l'a pas résolu. Il a continué à opérer pour éclater à nouveau en Tchécoslovaquie, au centre de l'Europe, dans un des pays les plus évolués, et dont l'économie fut une des plus liées au développement du marché mondial et à la division internationale du travail. Il a pris une nouvelle dimension en Pologne avec le mouvement révolutionnaire des travailleurs des villes de la côte balte, la formation généralisée des conseils ouvriers.

LA BUREAUCRATIE CHINOISE N'EST PAS STALINIEUNE

En se référant aux traits caricaturaux de la bureaucratie chinoise — le culte de Mao, le « petit livre rouge », la « pensée de Mao », la « fidélité à Staline », etc. — en se tenant à ces aspects, il est impossible de conclure que la bureaucratie chinoise est stalinienne : définition erronée et superficielle parce que formelle. Le stalinisme se définit, par la subordination à la bureaucratie du Kremlin. Historiquement, le stalinisme n'est rien d'autre que la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin. En prenant le pouvoir en opposition à la bureaucratie du Kremlin, le Parti Communiste Chinois a rompu avec la bureaucratie stalinienne. Il a cessé de défendre les intérêts de la bureaucratie du Kremlin pour devenir le défenseur de la couche bureaucratique en développement en Chine, dont les intérêts spécifiques procèdent de son contrôle de l'Etat ouvrier déformé chinois. Il a cessé d'être une partie de l'appareil international du stalinisme pour devenir le parti de la bureaucratie chinoise. L'appréciation selon laquelle le P.C.C. serait un parti stalinien substitue à l'analyse marxiste, au matérialisme historique et dialectique, une méthode idéaliste. Le stalinisme devient une idéologie propre à une nouvelle couche sociale, la bureaucratie, dont l'existence n'est pas conjoncturelle sur le plan historique, mais qui résulte de la nécessité historique, indépendamment de l'existence ou non de la bureaucratie du Kremlin : il s'agirait d'une nouvelle couche sociale ayant un mode de production propre. C'est s'interdire de comprendre les contradictions qui disloquent, et l'appareil international du stalinisme, et la bureaucratie chinoise, et la bureaucratie yougoslave.

Le Parti Communiste Chinois, le Parti Communiste Yougoslave ont longtemps été subordonnés au Kremlin. Mais au cours de la Seconde Guerre mondiale et au cours des années qui ont suivi, ils ont été placés, par suite de la crise de l'impérialisme mondial atteint dans ses bastions, et de la décomposition des faibles bourgeoisies chinoise et serbo-croate, des Etats bourgeois de ces pays, dans une de ces situations concrètes que prévoyait le programme de fondation de la IV^e Internationale.

Dès lors, ils n'étaient plus des partis staliniens. Ils rompaient avec le Kremlin et défendaient les intérêts spécifiques des bureaucraties chinoise et yougoslave, éventuellement en luttant ouvertement contre le Kremlin. Par la suite, d'autres P.C. échappèrent à la subordination directe au Kremlin : le parti des travailleurs vietnamiens, le parti coréen.

Là même où les P.C. prirent le pouvoir comme agence du Kremlin, dans les pays de l'Europe de l'Est, la tendance à échapper à la subordination au Kremlin, pour s'appuyer sur la réalité nationale spécifique, s'est manifestée.

De terribles répressions furent nécessaires pour la contenir. Actuellement, elle se manifeste surtout en surface par les tentatives des bureaucraties satellites de nouer des liens directs avec l'impérialisme et est tolérée dans une certaine mesure par le Kremlin, comme le prouve le cas extrême de la Roumanie. La bureaucratie du Kremlin ne peut supprimer les particularités d'un parti au pouvoir dans un pays.

La crise de la bureaucratie stalinienne, de son appareil international, le conflit qui l'oppose à la bureaucratie chinoise favorisent l'apparition de tendances centrifuges au sein des P.C. subordonnées au Kremlin dans les pays économiquement développés, comme dans les pays économiquement arriérés, intégrés, au système impérialiste. Les uns vont dans le sens de l'adaptation à la société bourgeoise et les autres tendent vers la gauche, vers un centrisme confus. Il faut cependant se garder de confondre les P.C. de l'Europe de l'Est, les P.C. où se font jour, ou même s'expriment, des tendances centrifuges, et les P.C. qui ont rompu avec le Kremlin. En fait, une analyse concrète est nécessaire en chaque cas. L'intérêt capital des divergences qui se manifestent au sein des P.C., ou qui se font jour entre des P.C. comme le P.C.I., le P.C. anglais, et les positions officielles du Kremlin, vient de ce qu'elles expriment ou recoupent les divergences et oppositions qui déchirent, jusqu'en ses sommets, la bureaucratie du Kremlin.

Il en a été ainsi lorsque l'ensemble des P.C. d'Europe occidentale ont dénoncé l'intervention militaire des cinq du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, lors de la Conférence des partis communistes tenue en juin 69 à Moscou, et, plus récemment, au cours du pseudo 14^e Congrès du P.C. tchécoslovaque reconstitué par le Kremlin auquel les représentants du P.C. Italien ne purent s'exprimer.

Le recouplement des problèmes de chaque P.C. et des conflits qui déchirent la bureaucratie du Kremlin va jusqu'à faire éclater certains P.C. comme le parti communiste espagnol, ou le parti communiste grec.

DES RELATIONS CONTRADICTOIRES

Les relations réciproques entre la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties chinoise, yougoslave et autres doivent être soigneusement appréciées. Si les bureaucraties chinoise et yougoslave, par exemple, ont rompu avec la bureaucratie du Kremlin et ne peuvent par suite être qualifiées de stalinienne, leur existence politique reste liée à l'existence de celle-ci. Leur constitution comme bureaucraties contrôlant des Etats ouvriers déformés a dépendu d'une conjoncture historique précise : crise généralisée de l'impérialisme, crise révolutionnaire mondiale, mais absence de partis et d'internationale révolutionnaires, expressions des intérêts du prolétariat et dirigeant, à tout le moins, des secteurs importants du prolétariat mondial ; contrôle par l'appareil international du stalinisme des secteurs décisifs du prolétariat mondial, relations politiques déterminées entre l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, et le prolétariat mondial ; affaiblissement par suite de la saignée de la guerre du prolétariat de l'U.R.S.S., écrasement du prolétariat allemand. Leur relation à la bureaucratie du Kremlin et à son appareil international est donc contradictoire.

Elles ont des intérêts antagoniques avec la bureaucratie

du Kremlin, prête à les sacrifier sur l'autel de sa coopération avec l'impérialisme. Mais la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international leur est une redoutable menace, car elle exprime et précipite la liquidation de la conjoncture historique au cours de laquelle elles se constituèrent. L'éclatement de l'appareil international du stalinisme, de la bureaucratie du Kremlin signerait leur acte de décès : car elles sont des sous-produits du contrôle de la bureaucratie du Kremlin et son appareil international de secteurs essentiels du prolétariat mondial, celui de l'U.R.S.S. inclus.

Dans une très large mesure, la réciproque est également vraie : si la révolution politique montante en Europe de l'Est, en U.R.S.S., est une menace directe pour la bureaucratie chinoise, et la bureaucratie yougoslave, la politique de la bureaucratie chinoise lorsqu'elle faisait éclater l'appareil bureaucratique en Chine constituait une redoutable menace pour la bureaucratie du Kremlin et son appareil international. En faisant appel à une mobilisation contrôlée et limitée des masses pour résister à la pression combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, pour refouler, sinon éliminer, les tendances pro-bourgeoises affirmées en Chine à l'intérieur de la bureaucratie, la bureaucratie chinoise trouvait un écho parmi les couches de la bureaucratie en U.R.S.S. et en Europe de l'Est directement menacées par les concessions faites à la bourgeoisie et à l'impérialisme. La politique de la bureaucratie chinoise savait les rapports entre appareils, militants des P.C. et les masses. Et derrière la « révolution culturelle », la révolution politique devenait menaçante.

L'évolution des rapports entre la bureaucratie yougoslave et la bureaucratie chinoise est remarquable. Traitée par Mao tse-toung et les siens de pires révisionnistes, etc., la bureaucratie yougoslave est désormais considérée comme digne de respect ; un rapprochement est en cours. Ce rapprochement est facilité par les nouveaux rapports qui se nouent entre l'impérialisme américain et la bureaucratie chinoise, étant donné les relations qui existent entre la bureaucratie yougoslave et l'impérialisme américain. L'essentiel n'est pas là. La Yougoslavie s'approche de terribles explosions sociales. Les contradictions de la bureaucratie sont au point de rupture, les nationalités s'opposent, le libéralisme économique détruit toutes les conquêtes du prolétariat, disloque la planification, met en cause les rapports de production. Cependant la nature sociale de l'Etat multinational yougoslave ne peut être détruite que par une guerre civile entre le prolétariat et la partie directement liée à l'impérialisme de la bureaucratie explosée. Un événement fortuit peut mettre le feu aux poudres : la mort de Tito par exemple. La guerre civile en Yougoslavie entre les agents directs de l'impérialisme et les défenseurs des rapports de production de type socialiste et de l'Etat ouvrier, serait l'affrontement entre la contre-révolution bourgeoise et la révolution politique. Une telle guerre civile — qui est à l'ordre du jour en Yougoslavie — ne pourrait être circonscrite : toute l'Europe de l'Est serait concernée. L'affrontement décisif entre contre-révolution sociale et révolution politique s'engagerait. L'Europe entière serait impliquée. La bureaucratie chinoise est consciente des conséquences politiques d'une telle situation. Elle s'en préoccupe et est prête à aider, selon ses possibilités, en lui apportant au moins sa caution politique, la bureaucratie yougoslave, et à contribuer au maintien d'un certain équilibre aussi longtemps que possible.

CHAPITRE IV

LA COOPERATION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE TRIANGULAIRE : IMPERIALISME, BUREAUCRATIE DU KREMLIN, BUREAUCRATIE CHINOISE

Les crises conjointes de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, et de tous les appareils bureaucratiques, démontrent d'une certaine façon que le procès de la révolution prolétarienne mondiale, en cours depuis 1917, a atteint un point où toutes ses données se concentrent. En contrepartie de cette nouvelle phase, et pour y faire face, les différentes puissances impérialistes, la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise ont noué ou resserré les liens de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire de la contre-révolution.

Nixon, à peine en fonction, s'adressait ouvertement à la bureaucratie du Kremlin en lui demandant de contribuer à une solution « raisonnable » de la guerre au Vietnam (c'est-à-dire qui garantisse les intérêts de l'impérialisme américain) de participer au retour à la « paix » au Moyen-Orient. Quelques mois plus tard, le plan Rogers était défini et la bureaucratie du Kremlin l'appuyait. Ensuite, ce furent les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, suivis de l'accord des Quatre sur Berlin-Ouest. Constamment la bureaucratie du Kremlin insiste sur un accord qui garantisse la « sécurité européenne » : en langage plus clair, qui, en s'appuyant et en prolongeant les accords entre l'impérialisme allemand et la bureaucratie du Kremlin, soit un pacte contre-révolutionnaire qui unifie la politique réactionnaire de l'impérialisme (l'impérialisme U.S. devrait être partie prenante) et de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution sociale et la révolution politique menaçantes en Europe.

Le 22^e Congrès du P.C.U.S. a enregistré les distorsions de l'économie de l'U.R.S.S. Bien que retardée par suite des conflits non résolus à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin, il n'a rien tranché. Seul point sur lequel le 24^e congrès du P.C.U.S. a été précis : la nécessité pour les grandes puissances de s'entendre contre la révolution montante. Ainsi Brejnev a-t-il proposé une conférence à cinq : les U.S.A., l'Angleterre, la France, l'U.R.S.S., la Chine. Cet aréopage ne serait pas complet, quelques-uns des plus beaux fleurons manqueraient : l'Allemagne occidentale, le Japon. Néanmoins, cette proposition rappelle la Sainte Alliance contre-révolutionnaire de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre. Son intérêt réside cependant en ce qu'elle fait ouvertement et officiellement entrer la bureaucratie chinoise dans le club de la contre-révolution. La bureaucratie du Kremlin n'a aucun doute à ce sujet : la bureaucratie chinoise est tout aussi opposée à la révolution prolétarienne mondiale qu'elle-même.

À l'origine du conflit entre la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise, il n'est pas de « questions idéologiques », ainsi que s'expriment les petits-bourgeois

pensants et les renégats à la IV^e Internationale. La « coexistence pacifique » à la chinoise, comme celle à la façon de la bureaucratie du Kremlin, est fondée sur la lutte contre la révolution prolétarienne, y compris dans les pays économiquement arriérés, la recherche d'un accord avec l'impérialisme. La bureaucratie chinoise a participé aux accords de Genève qui organisaient la partition du Vietnam et qui permirent à l'impérialisme américain de relayer l'impérialisme français au Sud-Vietnam. Elle a soutenu Soekarno et appuyé la politique qui liait le Parti Communiste Indonésien à la dictature bonapartiste bourgeoise de Soekarno et qui a conduit le P.C. Indonésien au désastre et au massacre. Partout, elle soutient les équipes petites-bourgeoises bonapartistes dans les pays économiquement arriérés et leur subordonne, pour autant que cela est en son pouvoir, les ouvriers et paysans de ces pays. Elle est la fidèle alliée des régimes féodaux-militaires du Pakistan : les avions qui transportaient des troupes allant massacrer les masses du Bengale oriental et restaurer « l'ordre » dans cette partie du Pakistan, auraient transité par la Chine. La « théorie » de la « zone des tempêtes », « des campagnes qui encerclent les villes et des pays pauvres qui encerclent les pays impérialistes », est une mauvaise couverture à une politique qui s'efforce d'utiliser les mouvements nationalistes bourgeois et petits-bourgeois pour faire pression sur l'impérialisme américain, mais, tout en protégeant l'impérialisme de la révolution prolétarienne : la bureaucratie chinoise n'a jamais ménagé son soutien politique à De Gaulle, ni caché son accord avec ses tentatives de trouver les voies d'un nouveau compromis au Vietnam et plus généralement entre les bureaucraties stalinienne, chinoise, et l'impérialisme. La coexistence pacifique à la chinoise diverge de la coexistence pacifique à la mode de la bureaucratie du Kremlin en ce que la bureaucratie chinoise ne veut pas être l'enjeu d'un compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin et en faire les frais ; par contre, elle est prête, si un terrain peut être trouvé, à passer un accord avec l'impérialisme, en premier avec l'impérialisme américain, dont la bureaucratie du Kremlin ferait les frais.

COEXISTENCE PACIFIQUE ET « REVOLUTION CULTURELLE »

La « coexistence pacifique » telle que l'entend la bureaucratie chinoise est compatible avec « la révolution culturelle » et la conclusion qu'elle lui a donnée. Encerclée par l'impérialisme américain, subissant la pression de la bureaucratie du Kremlin, prise à la gorge par les consé-

quences catastrophiques de la politique du « **grand bond en avant** », la bureaucratie chinoise s'est profondément divisée : toute une aile était prête à capituler devant l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin et à ouvrir la Chine aux marchandises et aux capitaux. Comme, de l'intérieur de toute bureaucratie parasitaire surgissait une aile pro-bourgeoise, prête à faire sa jonction avec l'impérialisme. La partie de la bureaucratie chinoise la plus liée aux conquêtes de la révolution chinoise a fait appel à une mobilisation contrôlée et déformée des masses pour vaincre les tendances capitulardes et restaurationnistes. C'est dire leurs profondes racines. Mais derrière « **la révolution culturelle** » s'est avancée la révolution politique. Par les failles béantes de l'appareil bureaucratique, les masses ont surgi et ont posé leurs propres problèmes : de grands mouvements grévistes, où les travailleurs posaient leurs propres revendications et problèmes, ont eu lieu à Shanghai, à Canton, à Pékin, dans les villes du Nord. Et il ne s'agissait pas seulement de revendications « économiques » : la nature du pouvoir politique était en cause. Les protagonistes de « **la révolution culturelle** » durent briser le mouvement, sauvegarder les « **cadres rééduqués** », c'est-à-dire reconstituer l'appareil bureaucratique de l'Etat et du Parti en récupérant la plupart de leurs adversaires d'hier. Le IX^e congrès du Parti Communiste Chinois fut un moment de la reconstitution de l'appareil bureaucratique.

La défense inconditionnelle des conquêtes de la révolution chinoise est partie intégrante du programme de la révolution prolétarienne, comme la défense de toutes les conquêtes du prolétariat mondial. Inconditionnelle, parce qu'il s'agit de les défendre y compris si elles sont gérées par des bureaucraties parasitaires. Inconditionnelle parce que les révolutionnaires ne sauraient être neutres dans un conflit qui met aux prises une aile de la bureaucratie qui défend, selon ses méthodes, les conquêtes de la révolution chinoise, et une aile de la bureaucratie qui se fait directement l'agent de la pénétration impérialiste : nous sommes pour la défaite de l'aile pro-bourgeoise, restaurationniste, agent direct de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Inconditionnelle aussi, parce que poser des conditions à l'aile de la bureaucratie chinoise dirigée par Mao-Tsé-Toung signifierait lui faire crédit politiquement : lui accorder un minimum de confiance politique, aliéner l'indépendance politique du prolétariat. Aux premiers signes d'actions indépendantes des masses, l'aile de la bureaucratie chinoise regroupée derrière Mao-Tsé-Toung s'est retournée contre elles et a cherché à réunifier la bureaucratie dans son ensemble.

La ligne de la « **révolution culturelle** » s'inscrivait dans la ligne de la coexistence pacifique. La bureaucratie chinoise doit chercher les voies d'un compromis avec l'impérialisme, d'autant plus qu'elle a dû mettre fin à la « **révolution culturelle** » par peur de la révolution politique.

La proposition de Brejnev ne modifie donc pas, quant au fond, la politique de la bureaucratie du Kremlin à l'égard de la Chine. Elle part d'une juste appréciation de la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie chinoise.

D'autant que derrière la « **révolution culturelle** » s'est profilée, en Chine aussi, la révolution politique et que les régimes politiques et les structures sociales des pays économiquement arriérés, qui sont intégrés au système impérialiste, sont pourris jusqu'à la moelle et peuvent, à chaque instant, s'effondrer sous les coups de mouve-

ments ouvrier et paysan ou simplement sous le poids de leurs contradictions et de leurs antagonismes, la bureaucratie chinoise n'est pas moins angoissée que celle du Kremlin par la nouvelle vague révolutionnaire mondiale, de ce qu'elle met en cause l'impérialisme de façon immédiate dans ses bastions, de la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique en Europe. C'est son sort qui se joue en Europe, en Pologne autant qu'en Asie. Mais elle entend négocier avec l'impérialisme pour son propre compte.

NIXON, DE PEKIN A MOSCOU : EXEMPLE DU BANGLA-DESH

La nouvelle de la venue de Nixon à Pékin a fait écho à la proposition de Brejnev d'une conférence des gouvernements américain, anglais, français, de l'U.R.S.S. et de la Chine. L'annonce faite avec fracas de ce voyage, volontairement spectaculaire, a en soi, une signification politique : par là, l'impérialisme américain et la bureaucratie chinoise affirment que, au-delà des antagonismes qui les opposent, existe un intérêt commun : la lutte contre la révolution prolétarienne montante. Le terrain de coopération entre l'impérialisme et la bureaucratie chinoise est le même que celui entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, elles se font simplement concurrence : règlement de la guerre du Vietnam au mieux des intérêts de l'impérialisme américain ; participation de la Chine à l'application du plan Rogers dont l'écrasement des Palestiniens par le roi Hussein et le renforcement de la dictature militaire au Soudan sont des applications, coopération au « **maintien de l'ordre** » au Pakistan et en Inde.

Il est évident que l'impérialisme américain devra, en retour, différer ses plans de guerre contre la Chine, il lui a fallu reconnaître la souveraineté de la république populaire de Chine, il a accepté son entrée à l'O.N.U., vraisemblablement il lui accordera des crédits. Mais actuellement, il est évident que l'impérialisme américain est politiquement inapte à s'engager dans une guerre contre la Chine : la guerre au Vietnam, la crise du dollar, les luttes des Noirs, la résistance du prolétariat américain qui se refuse à faire les frais des besoins objectifs de l'impérialisme américain, les rapports entre le prolétariat mondial et l'impérialisme, les rapports à l'intérieur du système impérialiste mondial, autant d'obstacles qu'il lui faut surmonter ou détruire. Il lui faut résoudre sa « **tâche historique** », instaurer aux U.S.A. le régime du talon de fer. D'autre part, la pénétration du capital, sous la forme de marchandises et de capital-argent, en Chine, est un des objectifs majeurs de l'impérialisme américain. Si une première brèche pouvait être ouverte par les « **moyens pacifiques** » par laquelle le capital entrerait en Chine, d'autres pourraient être ultérieurement ouvertes. Lorsque, éventuellement, l'impérialisme américain contrôlerait suffisamment bien la situation politique, il pourrait revenir à des moyens plus directs et plus brutaux. De toute façon, la pression militaire ne cessera pas sur la Chine par suite des positions qu'occupait l'impérialisme américain en Asie, auxquelles il n'est pas question qu'il renonce, et de la course aux armements, pas plus qu'elle ne cesse de peser sur l'U.R.S.S., malgré la détente et les accords passés.

La bureaucratie du Kremlin est prise à son propre piège, jouée par l'impérialisme américain, qui se passe de courtier : après avoir utilisé la pression qu'elle a

exercée sur celle de la Chine, il traite directement ses propres affaires. Par contre, il sera en mesure d'accroître sa pression sur la bureaucratie du Kremlin en fonction même des accords qu'il pourra conclure avec la bureaucratie chinoise. L'impérialisme américain tire les marrons du feu : la campagne du Kremlin contre la « trahison » de la bureaucratie chinoise « qui pactise avec l'impérialisme », « négocie sur le dos du Vietnam », « trahit le camp socialiste », n'a pas d'autres raisons. Nixon, après avoir été à Pékin, ira à Moscou.

Malgré les antagonismes et les contradictions, la coopération contre-révolutionnaire triangulaire s'est déjà exercée, en un secteur vital, très efficacement.

La division du travail contre-révolutionnaire a rarement été poussée à un degré de perfection aussi grande qu'à propos du Bengla-Desh. Lorsque la fermentation des masses bengalis en lutte contre l'oppression du gouvernement du Pakistan et pour l'indépendance du Bengale était à son sommet, tous les gouvernements laissèrent le gouvernement pakistanais réunir une armée, la transporter au Bengale, intervenir et exterminer pendant des mois des centaines de milliers de Bengalis, le gouvernement indien le premier. Certains d'entre eux aidèrent Yahia Khan, soit en lui procurant des armes, soit en transportant des troupes et du matériel. Ensuite, le gouvernement indien, soutenu par la bureaucratie du Kremlin « condamné » par la bureaucratie chinoise et l'impérialisme américain, a « libéré » le Bengla-Desh. A peine la « libération » achevée, le gouvernement Yahia Khan était remplacé par le gouvernement Bhutto. Le Cheik Mujibur Rahman était libéré. Via Londres et New Delhi, il rejoignait Dacca où il installait un gouvernement qu'il affirmait démonstrativement être anti-communiste et chargé du retour à l'ordre, de constituer un appareil d'Etat. Depuis, la plupart des gouvernements ont reconnu « l'indépendance » du Bengla-Desh. En fait, combien significatif, le chef du nouveau gouvernement du Pakistan a été reçu ostensiblement à Moscou.

Le gouvernement de la bourgeoisie indienne, oppresseur et auteur de sanglantes répressions contre les habitants de la partie Est du Bengale, ainsi que de multiples peuples qui sont ensermés dans le carcan de l'Union indienne, est intervenu afin d'étendre sa zone d'influence sinon mettre sous son contrôle direct la partie Ouest du Bengale, en utilisant les circonstances. Le « neutralisme », le « pacifisme » des gouvernements indiens a ceci de particulier, qu'en son nom, depuis 25 ans, la bourgeoisie indienne, ses gouvernements, n'ont cessé de s'engager en des guerres de rapines et d'agressions. En même temps, le gouvernement indien accomplissait une autre fonction, à son compte et au compte de toute la « communauté internationale » : éviter que « l'ordre » ne s'effondre et aider à la constitution, appuyé sur l'épine dorsale de l'armée indienne, d'un appareil d'Etat en cette partie du Bengale. En ce sens, l'armée indienne relayait l'armée du Pakistan. Par ailleurs, la bureaucratie chinoise et l'impérialisme américain apportaient leur appui politique au gouvernement du Pakistan. Eviter que se crée une situation révolutionnaire dans le sous-continent indien profondément miné, qui se combinerait à la guerre révolutionnaire des peuples de la péninsule indochinoise, exige une politique complexe et difficile. A ce jour, l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie chinoise ont parfaitement coordonné leurs efforts.

LES ACCORDS BONN-MOSCOU, BONN-VARSOVIE

Lorsque Nixon séjournera à Moscou, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin feront leurs comptes. Ils définiront les perspectives de leur collaboration. Ils y inclueront obligatoirement la politique que les puissances impérialistes européennes, principalement l'impérialisme allemand et la bureaucratie du Kremlin ont défini depuis la grève générale française de mai-juin 68 et le « Printemps des peuples » en Tchécoslovaquie que concrétisent les accords Bonn-Moscou et Bonn-Varsovie.

Ces accords constituent un tournant des rapports politiques en Europe. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la bureaucratie du Kremlin s'était efforcée de contenir l'Allemagne occidentale. Appuyée par l'impérialisme français, et aussi avec l'accord des impérialismes anglais et américain, elle refusait la majorité politique à l'impérialisme allemand. Elle tentait de maintenir les restes de tutelle et de subordination politiques de l'Allemagne qui subsistaient de la fin de la guerre. A la vérité, elle avait déjà fait des entorses à cette politique : voyage d'Adenauer à Moscou en 1956, échange d'ambassadeurs, développement des relations économiques, début de pénétration du capital allemand en Europe de l'Est. Mais par les accords Bonn-Moscou et Bonn-Varsovie, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites reconnaissent la majorité et la souveraineté politiques de la République Fédérale Allemande, dans une grande mesure au détriment de la R.D.A. Ils reconnaissent son droit de traiter d'égale à égale avec l'U.R.S.S. Ils confirment la position déterminante en Europe de l'impérialisme allemand, en grande partie au détriment de l'impérialisme français. Ils ouvrent la voie à la pénétration massive de ses marchandises et de ses capitaux en Europe de l'Est, et jusqu'en U.R.S.S.

Ce tournant dans les rapports politiques en Europe et dans le monde a été préparé par le mûrissement de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Cela devient clair si les questions « économiques » ne sont pas réduites à des abstractions sans contenu, mais si, au contraire, elles sont comprises comme l'expression théorique des rapports sociaux, si leur contenu de classe leur est restitué. La crise de l'impérialisme procède de l'incapacité de l'impérialisme à soumettre le prolétariat à ses besoins objectifs. Celle de la bureaucratie du Kremlin, de son rapport antagoniste avec le prolétariat mondial, du fait qu'elle est un organe bourgeois à l'intérieur de l'Etat ouvrier ; en même temps que, selon Troïsky, sa tendance fondamentale est de restaurer les rapports de production bourgeois, elle ne peut le faire sans éclater parce qu'elle est issue de l'Etat ouvrier, que ses privilèges dépendent des rapports de production nés de la révolution d'Octobre, qu'elle se heurte à la résistance du prolétariat soviétique dont l'existence dépend de ces rapports de production.

La défense des privilèges de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites menacées par le prolétariat coïncide avec la défense et le renforcement de l'ordre bourgeois dans le monde et en Europe de façon immédiate. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites craignent tout autant l'effondrement de l'ordre bourgeois, la lutte révolutionnaire des prolétariats des pays capitalistes économiquement développés, que leurs propres prolétariats. C'est particulièrement direct en Europe (et plus encore en Allemagne) où la victoire de la révo-

lution prolétarienne dans les différents pays capitalistes d'Europe serait un appel immédiat à la révolution politique dans les pays contrôlés par les bureaucraties parasitaires — et inversement d'ailleurs —, et à la réalisation de l'unité de l'Europe, par la constitution des Etats-Unis Socialistes d'Europe. En Allemagne, l'unité organique entre révolution sociale et révolution politique est pure et condensée, de même que l'unité entre la lutte pour le pouvoir dans chaque pays et la réalisation des Etats-Unis Socialistes d'Europe la révolution prolétarienne vaincra en Allemagne comme révolution unique du prolétariat allemand tout entier ; la révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne, l'unité socialiste de l'Europe se réalisera.

La lutte désormais ouverte entre les bureaucraties parasitaires et les prolétariats de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, oblige les bureaucraties parasitaires à développer les tendances pro-bourgeoises à s'appuyer contre le prolétariat de leur pays sur l'impérialisme. S'il est vrai que, de son côté, l'impérialisme, la bourgeoisie mondiale, la bourgeoisie de chaque pays s'appuient sur la bureaucratie du Kremlin et son appareil international contre leurs propres prolétariats et l'appuient contre le prolétariat de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, le rapport est néanmoins différent. Ici se marque l'importance de la distinction entre classe sociale et caste parasitaire privilégiée. La bourgeoisie a un mode de production qui lui est propre, les privilèges de la bureaucratie sont fondamentalement antagoniques aux rapports de production ; ils résultent et dépendent du monopole du pouvoir politique qu'elle détient. Pour défendre ses privilèges, la bureaucratie est contrainte de se faire l'agent de la bourgeoisie mondiale au sein de l'Etat ouvrier, de la pénétration impérialiste, de la restauration capitaliste, même si cela conduit à son éclatement. Telle est la logique de sa lutte contre le prolétariat.

SIGNIFICATION DE L'AUGMENTATION DES PRIX EN POLOGNE

Le contenu des accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie s'est révélé pleinement au cours de l'année 1970, par l'augmentation de 30 % des prix décrétée par le gouvernement Gomulka en Pologne. Pour résorber le déficit de la balance commerciale, pour établir des relations commerciales équilibrées, pour s'intégrer à la concurrence internationale et à la division internationale du travail, pour obtenir des crédits, la bureaucratie polonaise devait déclencher cette brutale agression « économique », contre le prolétariat polonais. Elle ouvrait violemment les hostilités. Il est évident que l'attaque devait obligatoirement être étendue à tous les droits sociaux acquis par la classe ouvrière, que la rentabilisation impliquerait un chômage massif. La jeunesse ouvrière et étudiante devait également être atteinte dans son droit au travail, à la formation professionnelle, aux études, ainsi que « l'intelligentsia ». La répression violente était indispensable à l'application de cette politique.

Incapable de maîtriser les problèmes « économiques », se sentant menacée par le processus de révolution politique engagé en Tchécoslovaquie, d'autant plus que malgré l'intervention militaire, le prolétariat tchécoslovaque n'est toujours pas brisé, en accord avec la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie polonaise détruisait au compte de la bourgeoisie, et en ce cas particulièrement du capital allemand, les acquis du prolétariat polonais. La partici-

pation de la bureaucratie polonaise à l'intervention militaire contre le prolétariat et les peuples tchécoslovaques, la livraison de charbon au régime franquiste pour qu'il puisse briser la grève des mineurs des Asturies en janvier 1970, l'accord Bonn-Varsovie, l'augmentation de 30 % des prix sont des moments d'une même politique : appui à l'impérialisme, appui sur l'impérialisme, contre le prolétariat d'Europe.

Cette politique ne peut que s'accroître avec l'approfondissement de la crise de l'impérialisme qui se noue plus étroitement à celle de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est.

Les accords récents à propos de Berlin vont dans ce sens. La reprise en main du contrôle des voies d'accès à Berlin-Est par la bureaucratie du Kremlin, qui dessaisit de cette prérogative souveraine la République Démocratique Allemande, la nomination d'un consulat de l'U.R.S.S. à Berlin-Ouest, le passeport de la République Fédérale Allemande reconnu comme étant celui des habitants de Berlin-Ouest, la représentation à l'étranger des intérêts de Berlin-Ouest par la R.F.A., sont autant de dispositions dont le sens politique est conforme aux accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie : affirmation de la souveraineté de la R.F.A., et de la prééminence de l'impérialisme allemand en Europe. La R.D.A. devra se tenir en retrait. La bureaucratie du Kremlin ne peut cependant l'abandonner et, actuellement, y compris la bourgeoisie allemande n'y a pas intérêt. Création artificielle, la R.D.A. ne pose pas moins des problèmes redoutables à l'impérialisme et à la bureaucratie du Kremlin ; l'expropriation du capital et des grands propriétaires fonciers fait que l'économie planifiée de l'Allemagne de l'Est, bien qu'invivable et en crise permanente, ne peut être réintégrée à froid à l'économie capitaliste de l'Allemagne de l'Ouest ; l'unité du prolétariat allemand, c'est la fusion en un seul mouvement de la révolution sociale et de la révolution politique, tant que les rapports de force entre les classes seront ce qu'ils sont en Europe ; la désintégration de la R.D.A. conduirait à la remise en cause de tout l'équilibre, de tous les rapports en Europe de l'Est, libérant pour un affrontement direct et immédiat toutes les forces sociales.

Pour aider le combat pour la reconstruction
de la IV^e Internationale,

SOUSCRIVEZ

AU FOND INTERNATIONAL

LENINE - TROTSKY

C.C.P. BLOCH 30.500-79 — La Source 45

CHAPITRE V

L'AMPLEUR ET L'UNITE DE LA COALITION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

L'EUROPE, ANNEAU DECISIF DE LA REVOLUTION MONDIALE

Les voyages successifs de Nixon à Pékin et à Moscou concrétisent la coopération contre-révolutionnaire la plus efficace qui puisse être conçue à l'heure actuelle, d'autant qu'elle est flanquée de la coopération, sur ce plan, entre la bureaucratie du Kremlin et les vieilles puissances impérialistes d'Europe. Mais l'ensemble est loin d'être homogène tant en ce qui concerne l'impérialisme que du côté des bureaucraties parasitaires. Et, ce qui est essentiel, si la lutte de classe du prolétariat mondial impose à l'impérialisme et aux bureaucraties parasitaires la recherche d'une politique contre-révolutionnaire commune, à un certain niveau, désagrège, fissure et disloque la coalition contre-révolutionnaire.

La lutte de classe du prolétariat est mondiale. Elle est unifiée par la place du prolétariat dans la production, par la tâche historique de la classe ouvrière qui est de résoudre les contradictions et antagonismes de la société capitaliste (propriété privée des moyens de production, frontières nationales dans lesquelles les forces de production étouffent) par l'actualité de la révolution prolétarienne mondiale, processus commencé depuis Octobre 1917. Mais elle est une totalité organique différenciée. Il n'est pas acceptable de se limiter à une vue kaléidoscopique de cette lutte de classe. Cette vue doit être ordonnée.

Au contraire de ce qu'affirmèrent les révisionnistes renégats à la IV^e Internationale, la révolution dans les pays économiquement arriérés n'a pas relayé la lutte de classe des prolétariats des pays impérialistes dominants (soit que, selon les pablistes, ceux-ci aient été battus, soit qu'ils aient été plus ou moins intégrés à la société bourgeoise en raison du « néo-capitalisme », soit les deux à la fois), elle y est intégrée.

La révolution dans les pays économiquement arriérés est partie composante de la crise de l'impérialisme qui n'a cessé d'opérer au cœur du système impérialiste mondial — dans les métropoles impérialistes — qui est elle-même inséparable de la lutte sourde ou ouverte du prolétariat de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. C'est précisément parce que l'impérialisme n'a pu infliger des défaites décisives au prolétariat des pays économiquement développés que la révolution, dans les pays économiquement arriérés, a pris cette ampleur. Exemple : l'impérialisme U.S. est incapable de déclencher toute sa puissance militaire au Vietnam, car il est entravé par les

relations entre les classes aux U.S.A., en Europe, au Japon ; à son tour la résistance des ouvriers et paysans vietnamiens nourrit les luttes des prolétariats d'Amérique, d'Europe, du Japon, comme celle des ouvriers et paysans des pays économiquement arriérés.

La lutte de classe mondiale est une totalité organique différenciée. De ce point de vue, il faut le dire : le rôle révolutionnaire décisif appartient aux prolétariats des pays économiquement développés **bien que la révolution peut être victorieuse dans des pays économiquement arriérés avant de l'être dans les bastions de l'impérialisme.** Mais tout en ayant à résoudre les tâches démocratiques-bourgeoises, la révolution ne peut vaincre dans les pays arriérés que comme révolution prolétarienne, partie de la révolution mondiale, et en fonction de la lutte de classe du prolétariat mondial. Il faut répéter cette vérité élémentaire : la révolution prolétarienne sera définitivement victorieuse, et seulement alors, lorsque le prolétariat des U.S.A. aura pris le pouvoir. Et cependant en fonction de l'histoire du développement du mode de production capitaliste, de la formation de l'impérialisme, de l'histoire propre du prolétariat et du mouvement ouvrier mondial, l'Europe constitue un anneau décisif de la chaîne de la révolution prolétarienne mondiale. Il suffit pour s'en rendre compte d'appréhender la signification et la portée européenne et mondiale de la prise du pouvoir par le prolétariat anglais, ou sous un autre angle du prolétariat français, et enfin d'un troisième angle du prolétariat allemand.

PUISSANCE ET CONTRADICTIONS DU PROLETARIAT MONDIAL

Si le prolétariat mondial n'a, depuis la guerre, subi aucune défaite décisive, si la puissance du prolétariat des pays économiquement développés et ses conquêtes sont au cœur de la crise combinée du système impérialiste mondial et de la bureaucratie du Kremlin, si la révolution chinoise, les mouvements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés se sont appuyés sur la puissance du prolétariat des pays économiquement développés et sur ses conquêtes, en approfondissant et accélérant la crise du système impérialiste mondial et de la bureaucratie du Kremlin, il reste que, les limites imposées par les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier, réformistes, syndicaux, par la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, au mouvement de classe des prolétariats des pays économiquement déve-

loppés d'Europe, ainsi que des U.S.A. et du Japon, ont pesé sur le cours de la lutte de classe mondiale.

Les prolétariats des pays économiquement arriérés, comme celui des pays économiquement développés, pour accomplir leurs tâches historiques ont besoin de leurs organisations propres, d'un parti et d'une direction révolutionnaire, qui les intègrent consciemment au processus de la révolution mondiale. Le contrôle par les bureaucraties réformistes, la bureaucratie stalinienne, et son appareil international, de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier dans les pays économiquement développés, a dépourvu le prolétariat des pays économiquement arriérés de l'exemple et de l'appui politique conscient du mouvement ouvrier des pays économiquement développés. A vrai dire : si les directions réformistes et staliniennes n'étaient pas passées du côté de la défense de l'ordre bourgeois, la révolution prolétarienne mondiale serait victorieuse depuis longtemps, et la question résolue, par le seul fait de la prise du pouvoir par le prolétariat en Europe et aux U.S.A.

Au contraire, les directions officielles du mouvement ouvrier, réformiste et stalinienne, déployaient tous leurs moyens pour isoler le prolétariat des pays économiquement développés, pour s'opposer à sa prise de conscience, à sa différenciation organisationnelle et politique de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie, à l'affirmation de ses objectifs, de sa lutte de classes propre, à son intégration consciencieuse à la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Ces circonstances politiques expliquent, d'ailleurs, le rôle que purent jouer en se subordonnant le prolétariat les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises de ces pays, comment, à partir de la crise du système capitaliste, des équipes bourgeoises et petites-bourgeoises purent jouer un rôle bonapartiste entre l'impérialisme, le prolétariat, les bureaucraties parasitaires. L'impérialisme et les bureaucraties du Kremlin ne s'y sont pas trompés : contenir le prolétariat mondial, empêcher que le prolétariat des pays économiquement arriérés acquiert son indépendance politique et accomplisse ses tâches historiques, exigeaient que le prolétariat des pays économiquement développés n'accomplisse pas ses propres tâches historiques, sans quoi d'ailleurs contenir le prolétariat des pays arriérés n'aurait eu pas plus de sens que de possibilité. La théorie de la révolution permanente ne se réduit pas à un mouvement objectif, ni à la « révolution coloniale ». Elle concentre « la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général ».

La division du prolétariat européen en deux, concrétisait la division du prolétariat mondial en deux. Compte tenu du rôle, dans l'histoire, de la lutte de classe mondiale du prolétariat d'Europe, dans la formation et le développement du mouvement ouvrier mondial, son contrôle par les bureaucraties stalinienne et réformiste, était un obstacle considérable à l'organisation politique indépendante des prolétariats des pays économiquement arriérés et également du pays le plus développé économiquement, les U.S.A. Autre aspect de la même question : la division du prolétariat européen en deux, la difficulté de construire des partis révolutionnaires en Europe, ont joué un rôle considérable dans la crise de la IV^e Internationale. A l'étape actuelle, non pas indépendamment et en dehors, mais comme une composante de la lutte des classes mondiale, la lutte de classe du prolétariat européen est déterminante. En partant de cette appréciation, la véritable

dimension du mouvement révolutionnaire du prolétariat polonais de décembre 70 et janvier 71 doit être appréhendée.

LE PROLETARIAT POLONAIS RIPOSTE : A LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN ET A L'IMPERIALISME

La révolution des conseils polonais de décembre 1970 et janvier 1971 continue les luttes révolutionnaires du prolétariat allemand de juin 1953, la révolution des conseils ouvriers hongrois de novembre 1956, le processus de révolution politique du printemps et de l'été 68 en Tchécoslovaquie. Elle est l'héritière du mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais qui déjà, en octobre 56, formèrent leurs conseils mais qui furent bernés par les bureaucrates « libéraux » que représentait Gomulka et qui se laissèrent isolés de la révolution hongroise. Elle est une manifestation, une sorte de concentré, de la crise internationale du stalinisme. Elle intervient alors que le prolétariat tchécoslovaque ploie sous la répression mais n'a pas été broyé. Elle est un nouveau point de départ de la crise de l'appareil international du stalinisme. Mais elle est plus encore.

Les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, sont une réplique à la période révolutionnaire ouverte par la grève générale de mai-juin 68 en France, par le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie. Conjointement l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin mettent en place toute une politique contre le prolétariat de l'Europe de l'Est, dont ces accords, prolongés par ceux sur Berlin, sont des pièces centrales : renforcement de l'impérialisme, et, particulièrement, de l'impérialisme le plus puissant d'Europe, menace contre le prolétariat de l'Ouest de l'Europe et attaque contre le prolétariat de l'Europe de l'Est sont inclus dans ces accords. La révolution des conseils ouvriers polonais de décembre 1970 et de janvier 1971 est la réplique, au nom du prolétariat d'Europe dans son ensemble, à l'attaque conjointe de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, et de l'impérialisme, qui se concrétisait par l'augmentation de 30 % des prix.

Les travailleurs de Gdansk, Gdynia, Szczecin, etc., en répliquant par la grève, les manifestations, l'attaque des locaux du parti de la bureaucratie polonaise, en formant leurs conseils, s'attaquaient directement à la bureaucratie polonaise, à la bureaucratie du Kremlin, mais non moins directement à l'impérialisme, et concrètement aux accords contre-révolutionnaires Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie. Jamais l'unité de la révolution politique et de la révolution sociale ne fut si claire. Le prolétariat polonais combattait, et combat, au compte du prolétariat européen tout entier.

L'éclatement de la révolution politique en Pologne alors que le prolétariat espagnol arrachait à la mort les six de Burgos, et remportait une importante victoire politique sur le franquisme, soulignait l'actualité immédiate de la révolution en Europe, et, ce qui est plus important encore, le prolétariat polonais obligeait la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie polonaise, et... l'impérialisme, à reculer. Les concessions faites au prolétariat polonais, les crédits accordés par l'U.R.S.S. aux polonais, la chute de Gomulka, bouc émissaire de la répression sanglante, l'annulation de l'augmentation de 30 % des prix, ont concrétisé ce recul. Au plus fort de la lutte du prolétariat polonais, la bureaucratie polonaise, tout à la fois, rassurait la

bourgeoisie allemande et sollicitait son aide, en affirmant qu'en aucun cas les accords Bonn-Varsovie ne devaient être mis en cause. A quoi la bourgeoisie allemande, solidaire de la bureaucratie polonaise, répondait affirmativement.

La révolution de décembre 70 et janvier 71 n'a pas suivi un chemin habituel. Dans tous les mouvements révolutionnaires, même là où la révolution politique était allée le plus loin, en Hongrie, le prolétariat, les militants des conseils ouvriers, ceux des P.C. qui choisissaient le côté du prolétariat contre la bureaucratie, nourrissaient de grandes illusions quant à la réforme de la bureaucratie, au redressement de l'appareil et des P.C. L'attaque brutale des sièges des P.C. dans les villes du Nord de la Pologne, par les travailleurs organisés, a le sens politique qu'il faut détruire l'appareil, que le P.C. ne peut être réformé, qu'il est le parti de la bureaucratie et qu'il doit être détruit. La presse et les moyens d'informations bourgeois sont restés d'une extraordinaire discrétion mais le mouvement s'est étendu à toute la Pologne, partout se sont constitués des Comités ouvriers.

La chute de Gomulka et le renouvellement d'une grande partie du personnel dirigeant de la bureaucratie polonaise témoignent de l'ébranlement de l'appareil bureaucratique polonais. Jusqu'à présent, ni la bureaucratie, ni le prolétariat ne sont allés jusqu'à un affrontement définitif. La bureaucratie, après avoir fait d'importantes concessions au plus fort de la tempête, tente, selon ses méthodes habituelles, de développer la répression : elle arrête, emprisonne, calomnie les participants les plus actifs et les dirigeants des mouvements de décembre 70 et janvier 71 ; elle reconstitue et renforce son appareil ; elle isole les uns des autres les villes ouvrières, les entreprises. De son côté, le prolétariat ne s'est pas senti en mesure d'aller plus loin : il n'a pu centraliser les conseils ouvriers. L'expérience politique, acquise en Pologne en octobre 56, et depuis, par la révolution hongroise de novembre 56, la Tchécoslovaquie au cours de l'été 68, empêche que la classe ouvrière polonaise soit facilement manœuvrée par l'appareil. Mais le prolétariat polonais est averti des difficultés de la lutte contre la bureaucratie : il a conscience que la bureaucratie polonaise est un appendice de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, il se méfie d'une intervention militaire comme celle du 20 août 68 en Tchécoslovaquie. Pour l'instant, une nouvelle étape de la révolution politique se prépare en Pologne : bureaucratie et prolétariat, chacun de leur côté, ne se sentent pas en état d'engager des actions définitives, mais elles sont inévitables. Le prolétariat polonais ressent d'autant plus durement l'absence d'une organisation politique qui dirige et centralise ses luttes.

LA LUTTE OUVERTE REPRENDRA

Quand le prolétariat polonais engagera-t-il à nouveau le combat pour chasser Gierak, après avoir chassé Gomulka et posé sa candidature au pouvoir ?

Il est évidemment impossible de répondre précisément à cette question ; cela dépendra, non seulement de ce qui se passe en Pologne, mais du développement de la lutte des classes dans les autres pays d'Europe et, en particulier, en Europe de l'Est et en U.R.S.S. Le prolétariat tchécoslovaque n'est pas broyé, les différenciations sociales se creusent en Hongrie, l'Allemagne orientale, quelles que soient les précautions politiques prises par la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, est forcément

très ébranlée par les conséquences des accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, sur Berlin et inversement par le mouvement révolutionnaire polonais de décembre 1970 et janvier 1971 et ainsi de suite. Un nouvel affrontement entre la bureaucratie et le prolétariat en Europe de l'Est peut s'étendre rapidement à plusieurs pays à la fois et de toute façon produira tant au sein de la bureaucratie du Kremlin que de son appareil international des ruptures.

Les P.C. d'Europe occidentale doivent déjà prendre en charge tout le fardeau de la politique contre-révolutionnaire de soutien de l'ordre bourgeois, alors que la crise de l'impérialisme exige qu'il s'attaque plus brutalement encore aux conquêtes sociales et politiques du prolétariat ; un nouvel affrontement ouvert entre les prolétariats de l'Europe de l'Est, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, serait pour eux et leur appareil une catastrophe politique : que l'on imagine l'effet sur le P.C.F., pilier de l'ordre en France surtout depuis que de Gaulle a été battu, de l'intervention éventuelle des troupes du Kremlin pour soutenir contre le prolétariat polonais la bureaucratie polonaise défaillante, et ce n'est pas là une hypothèse d'école.

Répetons-le une fois encore : en Europe fusionnent les contradictions les plus immédiatement explosives du système impérialiste et celles de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. En Europe, aux vieilles contradictions classiques, étroitesse des frontières nationales, s'en sont ajoutées de nouvelles qui résultent de sa division en deux modes de production sociale différents, de la décadence des vieux bastions impérialistes (qui tranche avec la formidable puissance du prolétariat) de l'oppression de l'Europe de l'Est par le Kremlin.

L'horizon politique du prolétariat allemand s'éclaire : le faux dilemme capitalisme ou stalinisme s'efface et apparaît la véritable alternative : capitalisme et stalinisme ou socialisme. L'unification physique du prolétariat allemand et européen devient un objectif concret dans la lutte conjointe contre le Capital et la bureaucratie.

Il faut également appréhender la portée européenne et mondiale du cours pris par le développement de la lutte des classes en Grande-Bretagne. L'Angleterre a été le berceau du mode de production capitaliste. Elle a également été celui de l'impérialisme. Pendant plus d'un siècle elle a été la plus grande puissance mondiale. Une crise révolutionnaire en Angleterre est à l'ordre du jour. Les mineurs anglais ont non seulement infligé une défaite politique au gouvernement conservateur qui ouvre cette perspective, mais encore leur organisation de la grève, notamment leurs piquets qui empêchaient que soient utilisés les stocks de charbon, s'apparente à des formes d'organisation de type soviétique. La grève des mineurs se conjugue à la crise irlandaise qui marque la totale décadence de l'impérialisme britannique et le frappe durement politiquement. Le combat du prolétariat anglais qui l'amène à mettre en cause le Capital en Angleterre, là où il prit son essor pour s'étendre au monde entier, aura un écho incommensurable parmi les prolétariats des deux côtés de l'Atlantique, ainsi que parmi ceux liés par les traditions et la langue au prolétariat anglais. Il multipliera la vitesse de maturation politique aussi bien des prolétariats d'Europe que du prolétariat des U.S.A. Mais ce n'est là qu'un exemple. La crise peut tout aussi bien éclater d'abord en France, en Italie, en Espagne. Elle se répercuterait puissamment sur tous les autres prolétariats d'Europe.

Parce que la lutte du prolétariat polonais est une composante de ce mouvement révolutionnaire qui lie les prolétariats d'Europe les uns aux autres, il se peut donc qu'elle reprenne, en écho à une crise révolutionnaire qui s'ouvrirait en Angleterre, en France, en Italie, en Espagne, voire en Allemagne, et qui mettrait en cause le Capital européen dans son ensemble.

LIMITES DE LA COALITION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires sont confrontés à une redoutable question que pose la dialectique de la lutte des classes : face à la nouvelle vague de la révolution prolétarienne mondiale où sont combinées révolutions sociale et politique, il n'est pour eux d'autre solution que d'engager la guerre civile contre le prolétariat. Mais les moyens politiques dont ils disposent ne correspondent pas à cette exigence. Qui plus est, cette politique aboutit inéluctablement à l'éclatement de l'appareil international du stalinisme, de la bureaucratie chinoise, des bureaucraties satellites du Kremlin et de la bureaucratie du Kremlin elle-même. Dans le rapport de force entre les classes à l'échelle internationale à l'étape actuelle, cela signifierait la libération du carcan des appareils bureaucratiques de parties décisives du prolétariat mondial.

La bureaucratie du Kremlin hésite à s'engager dans un cours répressif de l'ampleur de ceux des années de l'avant-guerre, ou des années de l'immédiat après-guerre. Après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, la répression s'est développée relativement lentement, prudemment. La puissance matérielle brutale à la disposition de la bureaucratie du Kremlin lui permettait pourtant de frapper vite et dur et de saigner le prolétariat tchécoslovaque (liquider les 40 000 « contre-révolutionnaires » dont parlait *La Pravda* au lendemain de l'invasion). Mais c'était engager la guerre civile contre le prolétariat tchécoslovaque qu'il faudrait nécessairement étendre aux prolétariats de l'Europe de l'Est et finalement de l'U.R.S.S. Mais c'était faire exploser l'appareil international du stalinisme, disloquer les partis des pays capitalistes, qui, tout en maintenant leurs liens de subordination au Kremlin ont été obligés de « condamner » l'intervention militaire. Mais c'était disloquer la bureaucratie du Kremlin elle-même.

Depuis, la répression s'est développée et accentuée. En participant au pseudo 14^e Congrès du P.C. tchécoslovaque, en se refusant à intervenir dans les affaires de partis « frères », des P.C., comme le parti français, ont entériné l'intervention militaire, la reconstitution d'un appareil encore plus étroitement dépendant de Moscou, la répression. Ils ont réaffirmé leur allégeance à la bureaucratie du Kremlin. Pourtant si la répression s'abat sur les militants du Printemps de Prague, si elle étouffe le prolétariat tchécoslovaque, celui-ci n'est pas broyé : les 40 000 « contre-révolutionnaires » ne sont pas liquidés.

En Pologne, l'appareil a dû reculer. Le Kremlin n'est pas intervenu militairement comme en Tchécoslovaquie. Là encore, les raisons sont que la bureaucratie du Kremlin hésite à s'engager de telle sorte que son appareil international et elle-même se disloquent.

Survenant après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, alors que la répression dans ce pays est une source constante d'opposition au sein des P.C. et de l'appareil international du stalinisme, l'intervention mili-

taire en Pologne aurait disloqué l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, car elle aurait été un pas de plus vers la guerre civile contre le prolétariat de l'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. qu'il lui faut engager mais qui la fera éclater en ses composantes et fera de la partie de la bureaucratie qui la mènera un rouage direct de la bourgeoisie et de l'impérialisme. La bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie satellite de Pologne ont, au contraire, fait des concessions.

Ce qui s'est produit en Pologne a ses conséquences en Europe de l'Est et en U.R.S.S. : la révolution politique rend plus pressante l'agression contre le prolétariat, en même temps que plus difficile.

Quelle que soit la bonne volonté de la bureaucratie du Kremlin à favoriser une nouvelle stabilisation de l'impérialisme, à garantir l'ordre européen, dont témoignent les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, sur Berlin, il n'est pas en son pouvoir d'ouvrir les portes à la libre circulation des marchandises et des capitaux en U.R.S.S. et dans les pays d'Europe de l'Est, de telle sorte que cela corresponde aux besoins objectifs des impérialismes européens, de l'impérialisme U.S. Elle peut seulement aller dans ce sens. La pénétration impérialiste à cette échelle signifierait la liquidation de branches entières de l'économie de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, la subordination des forces productives de ces pays à celles de l'impérialisme. Or, aujourd'hui, le prolétariat de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est combat pour avoir la maîtrise des forces productives et pour que les rapports sociaux de production qui existent dans ces pays soient étendus au reste de l'Europe et du monde. La pénétration impérialiste, la destruction des rapports sociaux nés d'Octobre 1917, exigent la plus terrible et sanglante des guerres civiles. Elles impliquent l'éclatement des bureaucraties parasitaires en leurs composantes : éclatement entre les différentes bureaucraties de l'Europe de l'Est subordonnées à la bureaucratie du Kremlin et avec celle-ci, l'éclatement de la bureaucratie du Kremlin et chaque bureaucratie parasite de l'Europe de l'Est.

Des problèmes de même nature surgissent des rapports que l'impérialisme U.S., et la bureaucratie chinoise nouent. Le voyage de Nixon à Pékin a un sens politique précis : affirmer la solidarité contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme ; il a un but précis : définir et affirmer une politique contre-révolutionnaire conjointe. Mais à l'égard de la bureaucratie chinoise comme de toutes les bureaucraties parasitaires, il reste vrai que les lois de la lutte des classes sont plus fortes que les appareils bureaucratiques. La bureaucratie chinoise peut influencer et jouer son rôle contre le développement de la révolution en Asie du Sud-Est, en Inde, au Pakistan, elle n'en est pas la maîtresse. La crise de l'impérialisme soulève comme une question centrale de la lutte des classes mondiale la question du Japon.

Le développement, après-guerre, du capitalisme japonais en grande partie dans le sillage du parasitisme du capitalisme américain, risque de tourner à la catastrophe économique, sociale et politique, par suite de la réaction brutale de l'impérialisme américain. La défaite du Japon au cours de la dernière guerre mondiale a profondément ébranlé ses structures politiques nées du Japon impérial. Il est inévitable que l'effondrement de l'économie capitaliste au Japon impose de grandioses luttes de classe. Et la place du Japon dans la lutte des classes en Asie est déterminante. Le prolétariat japonais jouera dans la

victoire de la révolution prolétarienne en Asie un rôle aussi important, compte tenu des différences de conditions, que le prolétariat allemand en Europe. Sans parler de la victoire immédiate de la révolution prolétarienne au Japon, de grandes luttes de classe du prolétariat de ce pays, impulseraient à un niveau beaucoup plus haut tout le développement de la lutte de classe en Asie et la clarifierait singulièrement. La bureaucratie chinoise peut jouer un rôle et le jouera au cours de ces luttes de classe : elle n'en est pas maîtresse. Enfin, la bureaucratie chinoise ne peut à son gré ouvrir la Chine à la libre circulation des marchandises et des capitaux conformément aux besoins objectifs de l'impérialisme : la destruction des rapports sociaux de production que la révolution chinoise a institués exige la guerre civile contre les ouvriers et paysans chinois, elle implique l'éclatement de la bureaucratie chinoise.

C'est le sort commun de tous les appareils bureaucratiques issus de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier que d'être ensermés dans des contradictions insurmontables, pris entre leurs fonctions de maintien de l'ordre bourgeois et leur base ouvrière, la fonction dont les charge le prolétariat et leurs propres militants : que ces appareils fassent partie de l'appareil international du stalinisme, qu'ils soient social-démocrates ou syndicaux.

Le système impérialiste mondial faute, dans l'immédiat, d'autres moyens politiques, doit avoir recours aussi bien contre le prolétariat des métropoles impérialistes, que contre le prolétariat mondial, aux appareils bureaucratiques pour presser son attaque contre le prolétariat, mais aussi il les amène à se disloquer, à éclater.

L'unité du système impérialiste est, de son côté, à la merci de l'explosion de la crise économique et sociale qu'annonce la crise monétaire internationale. C'est tout le système qui se disloquera comme un château de cartes. Ce qui ne veut absolument pas dire que la crise révolutionnaire que redoutent principalement les bourgeoisies européennes décadentes, n'éclatera pas avant. Elle précipiterait alors l'éclatement de la crise économique et financière mondiale.

Actuellement la crise politique atteint toutes les bourgeoisies européennes et la bourgeoisie américaine. Elle

résulte de leur impuissance politique à discipliner le prolétariat, la petite-bourgeoisie, et des couches importantes de la grande bourgeoisie à la politique nécessaire du Capital financier. Elle se recoupe aux difficultés d'harmoniser, même à très courts termes, les intérêts des sections nationales du Capital financier. Sa raison première et dernière demeure, toutefois, l'impossibilité de discipliner à froid le prolétariat. C'est là l'échec du gaullisme, mais il vaut pour tous les pays. Ce que De Gaulle n'a pu faire, ni Brandt, ni Heath, d'autres façons, ne sont parvenus à le faire. Il faut affronter le prolétariat, ce qui débouche directement sur la guerre civile. Aucune des bourgeoisies européennes ne la souhaite, ni n'est en état de l'engager. L'issue en serait incertaine. En Europe, en tout état de cause, cela signifierait la transformation des bourgeoisies des vieilles puissances impérialistes en bourgeoisies compradore de l'impérialisme américain.

Les coups que l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties chinoise et yougoslave, les bureaucraties réformistes et autres, peuvent porter au prolétariat et aux masses exploitées n'en sont pas moins redoutables. Les peuples du Moyen-Orient, les ouvriers et paysans d'Indochine, en ont fait et en font la dure expérience. Les travailleurs boliviens et d'Amérique latine paient également durement. Les classes ouvrières, les masses travailleuses de tous les pays l'éprouvent chaque jour. Les militants du Printemps de Prague, les intellectuels d'U.R.S.S. qui luttent contre la bureaucratie, la jeunesse, les ouvriers et paysans tchécoslovaques, des pays de l'Est et de l'U.R.S.S. subissent les redoutables coups des bureaucraties satellites et de la bureaucratie du Kremlin.

Mais, compte tenu des rapports de force, des rapports politiques entre les classes — prolétariat et bourgeoisie — à l'intérieur des classes, des rapports politiques entre le prolétariat, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties satellites, compte tenu de l'incapacité de l'impérialisme de porter des coups décisifs au prolétariat, au cours de ces vingt-cinq dernières années, la perspective la plus probable c'est la dislocation du système impérialiste, de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international.

LISEZ, DIFFUSEZ, ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN D'INFORMATION

**du Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés
politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est.**

Passez vos commandes du numéro 2 (mai 1972 prix : 2 F) et
abonnez-vous (pour 1972, au moins cinq numéros, à partir de 10 F) à

Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel, 92 - Levallois-Perret - C.C.P.
CHALLIER, 45 - La Source, n° 31.547-74.

CHAPITRE VI

RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE ET LUTTES DES CLASSES

LA CONDITION DE LA VICTOIRE

SOCIALISME O BARBARIE

A La dislocation de l'impérialisme mondial, de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, des bureaucraties parasitaires n'est pas égale à la victoire du prolétariat dans chaque pays et à l'échelle mondiale. Elle démontrerait qu'aucune des classes fondamentales, prolétariat et bourgeoisie n'a encore été capable de vaincre l'autre. En un certain sens elle traduirait l'impasse de la société. Sous les apparences du chaos les lois de la lutte des classes continueraient à opérer. Le prolétariat aurait entièrement à résoudre les problèmes qu'il n'a pas résolus et que condense la formule du programme de transition : la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire. La solution dépendrait de la capacité du prolétariat à résoudre la crise de la direction révolutionnaire. Sinon l'ordre impérialiste finirait par se rétablir, après de sanglantes défaites, de véritables saignées du prolétariat des pays les plus développés économiquement, sous les formes les plus réactionnaires et les plus barbares. Il suffirait que quelques prolétariats qui occupent des positions clés dans le dispositif de classe mondial subissent ces défaites, ces saignées, pour que se reconstruise un nouvel ordre impérialiste mondial. Au cas où la bourgeoisie semble être dans l'impasse, où elle ne parvient pas à résoudre ses problèmes par les moyens « traditionnels », où les contradictions la déchirent et l'impuissent, spontanément des profondeurs de la société bourgeoise, de son appareil d'Etat, de son appareil répressif, militaire et policier, se dégagent les forces les plus réactionnaires qui trouvent les solutions politiques au maintien du système social bourgeois, par un nouveau saut vers la barbarie, elles s'imposent à la bourgeoisie dans son ensemble en se mettant au service du capital financier, si le prolétariat ne parvient pas à imposer sa solution à la crise de la société. SUPERAR LA CRISIS DE LA DIRECCION DEL PROLETARIADO

B Rien de pareil en ce qui concerne le prolétariat : il ne peut prendre le pouvoir et résoudre la crise de la société qu'autant qu'il est organisé, qu'il dispose des instruments indispensables à son émancipation : l'Internationale et ses partis. Ce n'est pas moins vrai du prolétariat des métropoles impérialistes des pays économiquement arriérés intégrés au système impérialiste, que des

prolétariats sous le joug des bureaucraties stalinienne, chinoise ou yougoslave. Cette exigence provient de la nature même de la révolution prolétarienne : le prolétariat doit partout s'emparer du pouvoir politique, exproprier la bourgeoisie ou chasser les bureaucraties parasitaires, harmoniser le développement mondial des forces productives, dont son propre développement, et faire sur cette base consciemment sa propre histoire.

C Rien ne serait cependant plus erroné que de concevoir la solution de la crise de la direction révolutionnaire, la construction de l'Internationale et des partis révolutionnaires dans chaque pays, soit comme une construction réalisée extérieurement aux luttes du prolétariat, à son histoire et son organisation, dont on lui ferait cadeau au moment propice, soit comme résultant spontanément de ces luttes. Le Programme de Transition, programme de fondation de la IV^e Internationale, est indispensable en ce qu'il synthétise toute l'expérience de la lutte des classes du prolétariat contre la bourgeoisie et particulièrement depuis que s'est ouverte la période des guerres et des révolutions, la période de l'impérialisme : l'ère de la révolution prolétarienne mondiale. Il contient tous les acquis théoriques, politiques et organisationnels de la lutte des classes du prolétariat. Le matérialisme dialectique trouve son expression concentrée dans le Programme de Transition : unité dialectique de la lutte des classes mondiale ; unité dialectique entre les conquêtes de la classe ouvrière et la révolution prolétarienne ; unité dialectique entre ses luttes, les formes d'organisation qui la constituent comme classe, et la lutte pour la construction de la IV^e Internationale et ses partis, parti mondial de la révolution prolétarienne.

La crise combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ne peut avoir d'issue positive qu'en raison de ce que les acquis théoriques, politiques et organisationnels du prolétariat ont été préservés, sont restés vivants, par le combat mené pour la défense du programme, pour assumer la continuité de la IV^e Internationale et, sur cette base, construire des organisations trotskystes. De même, c'est aujourd'hui que se forment les conditions de la victoire du prolétariat, de la solution socialiste, au chaos vers lequel la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin entraîne l'humanité : la

lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, par l'intervention, le combat dans la lutte des classes, mais en la concevant et en l'entreprenant comme une activité spécifique, est essentielle.

IV^e INTERNATIONALE ET LUTTE DE CLASSE

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale ne peut se situer au-dessus et en dehors de la lutte des classes mondiale. Elle est partie constituante de cette lutte des classes et la concentre. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler que la IV^e Internationale a ses racines, à l'origine du mouvement ouvrier, dans les I^{re}, II^e et III^e Internationales. Elle n'est pas surgie toute armée à la tête d'un démiurge. Ce fut une bataille de classe, ô combien dure et sanglante ! — et non un combat d'idéologues — qui assumait la continuité du bolchevisme. La lutte contre l'Opposition de gauche et ensuite la IV^e Internationale était un aspect de la lutte contre le prolétariat, au compte, en dernière analyse, de la bourgeoisie, menée par la bureaucratie stalinienne, et qui allait dans le sens de la destruction des conquêtes du prolétariat, les rapports de production nés de la révolution d'Octobre. Elle allait de la déportation de millions de travailleurs à la destruction du Parti bolchevique et de la III^e Internationale, jusqu'aux défaites infligées en Chine, en Allemagne, en France, en Espagne, au prolétariat mondial, qui aboutirent à la Deuxième Guerre mondiale, en passant par la liquidation physique de centaines de milliers de trotskystes et de Trotsky lui-même. La lutte de l'Opposition de gauche, et ensuite de la IV^e Internationale, fusionne avec la défense des conquêtes du prolétariat, contre la dégénérescence de l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S., du Parti bolchevique, de la III^e Internationale, du prolétariat mondial contre le stalinisme.

Le Programme de Transition de la IV^e Internationale écrit : « La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire. »

Alors même que la IV^e Internationale n'avait pas été disloquée par la crise pabliste, c'est en termes de lutte de classe que devait être orientée la lutte pour sa reconstruction, en fonction du développement de la lutte des classes et des relations politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier et du prolétariat. La question de la direction révolutionnaire était à résoudre. Grâce à son programme et à son existence organisée, la IV^e Internationale pouvait la résoudre, **mais elle avait à la résoudre**. Elle n'était pas la solution enfin trouvée à cette question. Depuis, un mouvement contradictoire — approfondissement de la crise de la IV^e Internationale, séquelles du pabliste, dont la scission du Comité International perpétrée par la Socialist Labour League de Grande-Bretagne, et rassemblement de forces pour sa reconstruction s'est poursuivi. Il est lui-même intégré à la lutte des classes. La crise de la IV^e Internationale rend plus claire l'unité de la lutte des classes et de la lutte pour la reconstruction de la IV^e, d'autant qu'elle se combine à celle du mouvement ouvrier international dans son ensemble, qu'elle en est un des aspects.

La jeunesse, les nouvelles couches de militants qui se forment, les militants qui se détachent des organisations traditionnelles, ne subissent pas l'attraction mécanique qu'exercerait sur eux une puissante IV^e Internationale dont quelques-uns des partis joueraient un rôle dirigeant dans

la lutte de classe de quelques pays déterminants. Encore convient-il de souligner que, malgré l'énorme volant d'entraînement qu'était le parti bolchevique, la III^e Internationale devait encore rallier à elle des millions de militants, des masses prolétariennes immenses, qui restaient attachés à la vieille social-démocratie. Avant sa dégénérescence, la III^e Internationale consacra ses III^e et IV^e congrès à ces questions. Elle se préparait à une longue lutte pour gagner ces militants, les couches profondes du prolétariat de nombreux pays, restés sous l'influence de la social-démocratie, et former ses propres militants, lutte fondée sur les développements, sur le mouvement de la lutte des classes, lutte répondant aux besoins objectifs des masses.

Au moment où la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin met en mouvement le prolétariat, la jeunesse, toutes les classes et couches sociales, ébranle les anciennes relations politiques entre la classe ouvrière, les militants, les organisations traditionnelles, où elle fait surgir de jeunes couches de militants, déchire les organisations stalinienne, réformistes, petites-bourgeoises, centristes, y compris celles appartenant au secrétariat unifié, et se répercute jusqu'à l'intérieur du Comité International, plus que jamais la reconstruction de la IV^e Internationale doit être fondée sur le développement de la lutte des classes, sur les besoins objectifs du mouvement des masses, en réponse à leurs exigences et nécessité. Elle doit être posée comme une question ouverte qui concerne tout le mouvement ouvrier. L'O.C.I. a formulé cette méthode dans le texte qu'elle a proposé au C.I. et que la S.L.L. met en cause sans qu'elle ait, à ce jour, réussi à y répondre précisément dans un autre texte. La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme question centrale de la lutte des classes exige, bien entendu, des réponses claires aux problèmes de la lutte des classes, à la relation entre lutte des classes et construction du parti révolutionnaire dans chaque pays.

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays est une tâche politique qui participe de la période qui est devant nous : une période qui s'étend sur des années et, peut-être, des dizaines d'années. Les plus gigantesques bouleversements sont indispensables. La bourgeoisie, les appareils bureaucratiques, les organisations traditionnelles doivent être mis en cause dans leurs profondeurs. Le prolétariat doit bouleverser « **par un mouvement pratique** » toutes les vieilles habitudes, les vieilles structures qui sont profondément enracinées. La faiblesse de l'avant-garde n'est comparable qu'à l'ampleur des tâches qu'elle a à accomplir. Mais la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale est en fin de compte la tâche politique qui synthétise et justifie l'accomplissement des autres tâches politiques. Elle est l'activité politique réaliste par excellence car elle correspond à la nécessité historique. Obligatoirement la reconstruction de la IV^e Internationale empruntera bien des chemins, vraisemblablement, elle utilisera bien des formes, mais sur le fondement des principes, du programme. Ce qui est vrai de la reconstruction de la IV^e Internationale est vrai de la construction des partis révolutionnaires. Les trotskystes ont à s'organiser sur la base de leur programme, à ouvrir la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale, à prendre les initiatives nécessaires. Mais, garder ouvertes toutes les formes et possibilités d'association sur le terrain d'une politique de classe, est indispensable à la reconstruction de la IV^e Internationale.

La construction des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV^e Internationale sont indissociables d'une politique qui réponde et exprime les besoins et les aspirations de la classe ouvrière et de la jeunesse et qui organise leurs couches les plus avancées. Une telle politique se fonde sur la défense de la classe ouvrière et de la jeunesse, sur la défense de leurs droits au travail, à la formation professionnelle, à l'enseignement, de leurs conditions de travail et d'existence, de leur pouvoir d'achat, des libertés qu'ils ont conquises, de leurs droits à l'organisation, bref, des conditions matérielles d'existence qui sont les leurs, de leur activité politique et d'organisation, de la réalité du prolétariat comme classe, mise en cause par les crises conjointes de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin.

Elle tend à la mobilisation et à l'organisation du prolétariat en tant que classe, à l'insertion de la jeunesse dans la lutte de classe du prolétariat, à la réalisation du Front Unique Ouvrier contre la bourgeoisie, son gouvernement, son Etat et pour le gouvernement ouvrier, ou gouvernement ouvrier et paysan, selon la méthode définie par les III^e et IV^e Congrès de l'I.C. et le **Programme de Transition, l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale**. Elle ouvre la perspective de la dictature du prolétariat sur la base de la démocratie soviétique.

L'internationalisme prolétarien ne saurait être une abstraction et un alibi. La lutte contre l'impérialisme, la bourgeoisie, ou les bureaucraties parasitaires, c'est d'abord la lutte contre l'impérialisme, la bourgeoisie ou les bureaucraties parasitaires, chacun dans notre pays. Les renégats à la IV^e Internationale sont spécialistes d'un internationalisme totalement abstrait. Ils se font notamment une spécialité de la lutte abstraite contre l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam, détachée de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin dans leur propre pays et particulièrement en Europe. Derrière se cache la négation de l'unité de la lutte de classe mondiale et de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte de classes contre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires.

L'internationalisme abstrait et le renoncement à l'internationalisme prolétarien relèvent de la même méthode : dislocation de l'unité historique et organique de la lutte de classe du prolétariat et de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et l'Internationale. En bref : incompréhension, sinon négation ouverte du matérialisme dialectique.

De cette même négation du matérialisme dialectique procède la conception nationale de la construction du parti révolutionnaire. Si l'internationalisme prolétarien est une abstraction en dehors de la lutte dans chaque pays contre sa propre bourgeoisie, ou contre « sa » bureaucratie parasitaire, et sans la lutte pour l'unité du prolétariat, le gouvernement ouvrier (ou ouvrier-paysan), la dictature du prolétariat dans son propre pays, par contre l'absence de combat pour la construction de l'Internationale — la reconstruction de la IV^e Internationale — est en contradiction avec le contenu de la lutte de classes du prolétariat (nationale dans sa forme, internationale dans son contenu, dit le **Manifeste du parti communiste**) et ne peut aboutir qu'à la construction d'organisations cen-

tristes. Il suffit d'analyser le cours de la lutte des classes en Europe pour s'en rendre compte. Le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe sont indissociables de la lutte pour le gouvernement ouvrier et pour la dictature du prolétariat dans chaque pays.

Chaque prolétariat d'Europe orientale reconnaît dans la lutte de classe des autres pays d'Europe orientale sa propre lutte de classes. Il est confronté aux mêmes problèmes, et il perçoit que sa propre situation dépend du prolétariat des pays capitalistes d'Europe. Les prolétariats d'Europe orientale ont également les mêmes problèmes à résoudre et perçoivent plus clairement encore que leur situation est partie de la situation d'ensemble. Tous les prolétariats d'Europe de l'Ouest comme celui de l'Est, le prolétariat allemand au premier chef, se rendent compte qu'il existe un lien immédiat, direct, entre leurs luttes. En Europe, chaque prolétariat a plus ou moins conscience que renverser la bourgeoisie ou la bureaucratie parasitaire, dans son pays, pose le problème du renversement du capitalisme dans toute l'Europe occidentale et de la bureaucratie en Europe orientale. Chaque prolétariat sait qu'il ne peut prendre le pouvoir que comme pointe avancée du prolétariat d'Europe et surtout le garder que si les autres prolétariats d'Europe prennent également le pouvoir. Bien plus : l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique vit d'une certaine façon dans la conscience des masses. Le prolétariat ressent qu'une des questions centrales à résoudre est celle de l'unité de l'Europe. Il est impossible d'engager la lutte pour le pouvoir dans quelque pays d'Europe que ce soit, sans mettre au centre de la perspective et des objectifs du gouvernement ouvrier, les Etats-Unis socialistes d'Europe. C'est la seule réponse possible tant au Marché commun qu'à la dislocation des rapports économiques en Europe, sous l'effet de la crise, tant au C.O.M.E.C.O.N. qu'aux accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, sur Berlin. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est indispensable à la construction du parti révolutionnaire de chaque pays.

Mais ouvrir la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, mettre ce mot d'ordre au centre du programme de lutte pour le gouvernement ouvrier, exige que la lutte concrète pour leur réalisation soit engagée par l'activité pratique de l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, c'est-à-dire qu'elle mette au centre de son activité, comme indispensable à sa propre construction, la construction de l'instrument indispensable à la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe : la IV^e Internationale et ses organisations tant à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe. L'unité de la lutte pour le gouvernement ouvrier, pour le parti révolutionnaire dans chaque pays et de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ne peut pas être dissociée, sans que ce soit l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes, et le caractère de la révolution prolétarienne qui soient mis en cause.

La lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, donc pour la reconstruction de la IV^e Internationale, est la réponse politique absolument nécessaire à opposer au chaos vers lequel la crise conjointe de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, entraîne le prolétariat et l'humanité dans son ensemble. Sa valeur politique dépasse le prolétariat européen, elle concerne de la façon la plus immédiate le prolétariat mondial dans son ensemble.

LA RESPONSABILITE DES ORGANISATIONS TROTSKYSTES D'EUROPE

En Amérique latine se rassemblent les conditions de puissantes luttes de classes des prolétariats de ces pays. La révolution cubaine a été un simple prélude. « L'Alliance pour le Progrès » est une faillite totale. Le prolétariat bolivien a été la pointe avancée de la révolution prolétarienne en Amérique latine, mais, au Pérou, au Chili, s'annoncent des affrontements tout aussi importants. C'est pourquoi il fallait tenter d'écraser rapidement le prolétariat bolivien avant que ne mûrissent les affrontements de classe au Chili et au Pérou, tandis que s'ébranle le prolétariat le plus puissant d'Amérique latine, le prolétariat argentin, d'autant qu'en Bolivie, le P.O.R. membre du C.I. de la IV^e Internationale conquerrait la direction de la révolution bolivienne. Toute l'Amérique latine est concernée : du Mexique à la Terre de Feu. Aussi, le Brésil a-t-il servi de base d'agression contre le prolétariat bolivien, les troupes de la contre-révolution encadrées par les bérêts verts américains s'y sont formées. La victoire de la contre-révolution en Bolivie ralentit la maturation de nouveaux développements révolutionnaires en Amérique latine, mais la situation ne cesse de s'aggraver, et, ce qui est essentiel, la lutte de classe en Amérique latine s'intègre à celle de tout le prolétariat américain et est directement influencée par la lutte de classes en Europe.

Tout comme le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe sont indispensables au programme de lutte pour le gouvernement ouvrier dans chaque pays d'Europe, le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine sont indispensables à toute organisation, de chaque pays d'Amérique latine, qui combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour la construction du parti révolutionnaire. Le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine sont à la fois le support et exigent la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine qui y possédait d'importantes positions, minées par la crise pabliste. Le triste passé pabliste en Amérique latine, les débris du posadisme, sont de sérieux obstacles qu'il faut balayer dans le cours même de la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine.

Bien sûr, le combat doit être engagé dans chaque pays, à partir de l'expression concrète et particulière qu'y prend la lutte de classes, mais la bataille doit être menée en Amérique latine pour la reconstruction de la IV^e Internationale et les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine. Ces luttes participent et participeront à la reconstruction de la IV^e Internationale à l'échelle du monde entier et, en particulier, aux U.S.A. et en Europe. Mais il est clair que, tout comme la lutte de classes en Amérique latine est inséparable de la lutte de classes du prolétariat des Etats-Unis et est directement influencée par la lutte des classes en Europe, la construction de partis révolutionnaires, la reconstruction de la IV^e Internationale y seront directement influencées par la construction du parti ouvrier aux U.S.A. (l'impulsion de l'organisation trotskyste étant capitale) et la reconstruction de la IV^e Internationale en Europe.

La grève de la General Motors signifie que le prolétariat américain n'accepte pas et n'acceptera pas de faire les frais des besoins et de la politique de son impérialisme, encore que l'expression consciente n'en existe pas.

La lutte des Noirs, celle contre la guerre au Vietnam, ont un contenu identique à la grève de la General Motors, à celle des postiers, etc. Le prolétariat américain est au même carrefour que « son » impérialisme : des grèves comme celle de la General Motors ont un contenu et des conséquences « objectivement » politiques. C'est toute la politique de l'impérialisme américain et ses besoins les plus profonds qu'elles mettent en cause.

Mais, sous peine de s'épuiser en luttes finalement sans débouchés sur le plan économique et purement revendicatif, le prolétariat américain devra engager la lutte politique pour son propre compte, sur son propre terrain ; il lui faudra constituer son organisation politique, le parti ouvrier, le « Labour Party », et engager la lutte pour le pouvoir.

Ce développement sera évidemment nourri de tout le cours de la lutte des classes mondiale, et le nourrira. Le rapport est direct et immédiat entre la lutte des classes aux U.S.A. et la lutte de classes en Amérique latine, les militants, les organisations qui combattent en Amérique latine.

Pour la construction du parti révolutionnaire pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, doivent comprendre cette relation et en tirer toutes les conséquences politiques. Ils sont directement intéressés au développement de la lutte de classes aux U.S.A., à la construction du Labour Party. Mais, à leur tour, les militants, l'organisation trotskyste des U.S.A., comme toute organisation qui se réclame du prolétariat, aux U.S.A., doivent mesurer leurs responsabilités. De ce point de vue, les attaques inqualifiables contre le P.O.R. bolivien parues sous la signature de Tim Wohlforth dans *The Bulletin*, organe de la Workers League, doivent être appréciées comme un acte destructeur des organisations trotskystes, une attaque contre la reconstruction de la IV^e Internationale en Amérique latine et, par voie de conséquence, aux U.S.A. et dans le monde.

Mais le développement de la lutte des classes en Europe, la reconstruction de la IV^e Internationale, la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, sont essentiels à la maturation politique du prolétariat des U.S.A., à la lutte pour un Labour Party et un gouvernement du Labour Party, à la formation et au renforcement du parti de la IV^e Internationale aux U.S.A.

L'arriération politique du prolétariat américain est, en partie, une conséquence de l'impasse du prolétariat européen face aux bourgeoisies décadentes d'Europe et de la barbarie stalinienne. Ce serait d'un fatalisme économique étroit d'estimer qu'elle est due uniquement aux conditions privilégiées du prolétariat américain, que la puissance et la richesse de l'impérialisme U.S. lui permettait de concéder. D'abord, la « prospérité » du capitalisme U.S. est liée à la lutte de classes mondiale, ensuite la maturation politique du prolétariat américain était et reste liée **aux rapports politiques** à l'intérieur du prolétariat mondial et du mouvement ouvrier international. Dans ces rapports politiques à l'intérieur du prolétariat mondial et du mouvement ouvrier, le prolétariat européen et le mouvement ouvrier européen ont joué, jouent et joueront un rôle central, par suite de tout le développement historique de l'humanité. En ce qui concerne le prolétariat américain, la lutte conjointe contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, le dégagement du prolétariat des griffes du réformisme et du stalinisme, la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique, l'unifi-

cation de l'Europe, démontreront que le socialisme est la seule solution pour l'humanité, la seule réponse à la putréfaction et à la réaction sur toute la ligne qui sont le lot de l'impérialisme et qui pénètrent l'impérialisme américain jusqu'aux os.

L'appréciation du rôle central du prolétariat européen dans la lutte de classes mondiale, du facteur décisif pour la reconstruction de la IV^e Internationale en Europe, de l'importance capitale du mot d'ordre et de la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe pour le prolétariat européen et mondial, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, n'est ni messianique ni unilatérale. Elle procède au contraire de l'appréciation de l'imminence de la révolution à l'échelle de l'ensemble de la planète.

S'il fallait une démonstration supplémentaire, il suffirait de considérer à quel point les rapports sociaux et politiques sont explosifs, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, mais combien aussi sont essentielles pour les prolétariats de ces pays la révolution sociale et la révolution politique, la reconstruction du mouvement ouvrier sur les bases de la IV^e Internationale, pour qu'ils s'ouvrent leur propre voie. Elle n'est pas unilatérale, car, au contraire, elle s'intègre et se nourrit de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale à l'échelle mondiale qu'elle catalyse et impulse. Elle donne la mesure de la trahison des renégats à la IV^e Internationale avec leurs « secteurs de la révolution mondiale », leur « révolution coloniale », leur « révolution arabe », leur « épice de la révolution dans les pays coloniaux », leur internationalisme abstrait, leur refus de lier au mot d'ordre du gouvernement ouvrier, celui des Etats-Unis socialistes d'Europe par la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique, expression concrète de l'unité mondiale de la lutte des classes, tandis que la IV^e Internationale en est l'expression consciente, organisée et militante.

Les mots d'ordre et perspectives des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, du Moyen-Orient, d'Asie, etc., correspondent à ceux des Etats-Unis socialistes d'Europe. Ces mots d'ordre et perspectives se complètent les uns les autres et s'affirment mutuellement. Par cet ensemble devient concrète la lutte pour la République Universelle Socialiste Soviétique des Travailleurs. La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale plonge alors ses racines dans la lutte des classes, elle est elle-même un concentré de la lutte des classes.

Ainsi peut-on apprécier la responsabilité des organisations qui forment le C.I. de la IV^e Internationale, en particulier, celles d'Europe, et, plus particulièrement, de l'O.C.I. et de la S.L.L. Les conditions politiques dans lesquelles se disloquent l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, dépendent en grande partie de l'action politique des organisations du C.I., pour le Front unique ouvrier, pour le gouvernement ouvrier, la construction de parti révolutionnaire dans chaque pays, pour l'unité du prolétariat mondial et la reconstruction de la IV^e Internationale dont le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est un axe central.

DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION STALINIENNE : UN COMBAT ESSENTIEL !

La crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, des appareils staliniens, réformistes, trade-unionistes, les bouillonnements politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, expriment le

besoin pour le prolétariat de se réorganiser dans de nouveaux cadres, en retrouvant ses axes politiques historiques. La reconstruction de la IV^e Internationale est inséparable de campagnes politiques qui répondent aux besoins du prolétariat mondial et des militants ouvriers : pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine, pour les Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient. Ces campagnes doivent être elles-mêmes nourries : lutte contre l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam (à condition de se situer sur un plan de classes, d'être menée dans le sens d'actions de classes — boycott organisé par les centrales syndicales des transports et fabrication d'armes au profit de l'armée américaine par exemple), lutte contre la répression contre-révolutionnaire en Bolivie et ailleurs, en particulier la défense du P.O.R. et de ses militants. La solidarité internationale du prolétariat a toujours été un axe important de sa mobilisation politique. Il faut qu'elle se situe sur le terrain de la lutte des classes, qu'elle s'intègre à la lutte contre la bourgeoisie de son propre pays.

Mais il est une activité politique internationale essentielle qui s'ordonne à la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, bien qu'elle soit spécifique, que le C.I. et l'O.C.I. ont à impulser politiquement : il s'agit de la défense des travailleurs et des militants d'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, particulièrement des militants et travailleurs tchécoslovaques et polonais, victimes de la répression stalinienne. La répression en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est est particulièrement odieuse et intolérable du point de vue de la classe ouvrière parce que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites répriment, au nom du « socialisme ». Lutter contre la répression qui s'exerce contre les travailleurs et les militants de ces pays, c'est dénoncer la bureaucratie parasitaire, usurpatrice et contre-révolutionnaire ; c'est directement lutter pour la défense des conquêtes d'Octobre étendues à l'Est de l'Europe ; c'est lutter pour le véritable visage de la dictature du prolétariat et du socialisme, pour la démocratie prolétarienne. Cette lutte assure très concrètement la liaison politique entre les prolétariats et les militants qui combattent pour le socialisme dans les métropoles impérialistes et les prolétariats, ainsi que les militants, qui subissent le joug de la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Elle est un élément d'approfondissement de la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, et son efficacité peut être très grande.

Tout en ayant condamné l'intervention militaire en Tchécoslovaquie le 20 août 1968, la plupart des P.C. entérinent la répression : soit que, comme le P.C.F., ils appuient ouvertement la reconstruction de l'appareil tchécoslovaque et sa politique en participant au 14^e congrès convoqué par Husak, et se taisent sur la répression sous prétexte de « non intervention dans les affaires des autres partis communistes et ouvriers » ; soit qu'ils se bornent à une protestation toute « de principe » sans mobilisation des militants. Mais leur « désapprobation » de l'intervention n'en avait pas moins de profondes raisons : l'impossibilité d'approuver et encore moins de justifier les crimes staliniens, ainsi qu'ils le firent pendant les années 30, la fin des années 40 et le début des années 50, sans se heurter aux militants et sans que la liaison s'opère dans la conscience des militants entre le refus de combattre pour un gouvernement ouvrier dans les pays capitalistes et la répression stalinienne en Europe de l'Est et en U.R.S.S. ; en même temps elle se recoupait aux antago-

nismes à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin. Le mouvement de révolution politique de Pologne en décembre 70 et janvier 71, la brutalité de la répression suivie du limogeage de Gomulka, du recul de l'appareil et maintenant le développement de la répression, rendent plus difficiles encore les équilibres des dirigeants des appareils des P.C. pour couvrir la bureaucratie du Kremlin sans prendre directement à leur compte la répression.

Il est indispensable d'apprécier toute l'importance pour le Comité international, les organisations qui le composent, pour la reconstruction de la IV^e Internationale, de la lutte contre la répression stalinienne qui s'abat en Europe de l'Est et en U.R.S.S. Les liens que l'appareil international du stalinisme a noués avec le prolétariat mondial n'ont pu être établis qu'autant qu'une grande partie du prolétariat, que des millions de militants, faisaient de la bureaucratie du Kremlin la dépositaire des conquêtes d'Octobre, la continuatrice de l'œuvre commencée en Octobre, la dirigeante du combat pour le socialisme en U.R.S.S. et dans le monde. En fonction de cela, ils ont accepté mille et une trahisons qu'ils considéraient comme des nécessités tactiques, si lourdes et douloureuses qu'elles soient pour le prolétariat de leur pays. C'est par le refus d'accepter la répression stalinienne en Europe de l'Est et en U.R.S.S. contre le prolétariat, les intellectuels, la jeunesse, les militants, en connexion avec les problèmes de la lutte de classes tels qu'ils se manifestent dans leurs propres pays, que ce rapport est remis en question.

Par ailleurs, les militants surgis des combats révolutionnaires de Tchécoslovaquie, de Pologne, de la défense des libertés d'expression, de la protestation contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, contre l'oppression nationale, contre l'inégalité, pour la liberté dans les sciences, les arts, la littérature, sont les premiers détachements des nouveaux militants et dirigeants du prolétariat, et parmi eux se trouvent ceux qui reconstruiront la IV^e Internationale et ses partis en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est : leur défense est tout à la fois un devoir et une tâche politique de reconstruction de la IV^e Internationale. Elle tisse une partie des liens politiques qui unifient le prolétariat des métropoles impérialistes et des pays sous le joug de la bureaucratie du Kremlin, et une partie de ceux qui unifieront l'avant-garde des métropoles impérialistes et celle des pays sous le joug de la bureaucratie du Kremlin, dans le cadre de la reconstruction de la IV^e Internationale.

La lutte contre la répression stalinienne en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est est capitale du point de vue de la reconstruction de la IV^e Internationale. Seuls le Comité international, les organisations qui le composent, peuvent l'impulser et l'organiser politiquement, parce qu'ils combattent sans ménagement aucun la bourgeoisie, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, parce qu'ils ont une méthode et un programme et ne sombrent pas dans la confusion et l'empirisme de militants ou d'organisations qui rompent ou sont en voie de rupture avec le stalinisme, avec les organisations traditionnelles, ou naissent à la lutte politique.

Mais la lutte doit être engagée et menée au compte du prolétariat dans son ensemble, comme un combat politique de la classe qui, par conséquent, fait leur place et s'adresse aux organisations de la classe ouvrière : syndicats et partis. L'expression de cette politique est concentrée dans la formule : commission ouvrière d'enquête en Tchécoslovaquie, en Pologne, sur les arrestations, les

internements, la répression, les procès.

Répétons-le, quoique spécifique, ce combat est une composante de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

La construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse est indispensable à la reconstruction de la IV^e Internationale. Pas plus que la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays, la construction de l'I.R.J. ne saurait être un processus automatique, l'initiative et l'impulsion politiques du C.I. et de ses organisations lui sont indispensables. La disponibilité de la jeunesse à la lutte révolutionnaire n'est plus à démontrer. Le succès politique considérable d'Essen démontre la disponibilité de la jeunesse au combat et à l'organisation révolutionnaires. Pour s'exprimer et combattre, il lui faut des cadres et des formes d'organisation qui lui soient propres ; autrement, nul besoin d'une ou d'organisations révolutionnaires spécifiques à la jeunesse. Qui dit organisation politique propre signifie du même coup fonctionnement politique propre, indépendance organisationnelle, responsabilité politique propre, droit à décider de l'orientation et de l'activité.

Et pourtant, si les luttes de la jeunesse ont leur propre caractéristique et exigent leurs formes d'organisations politiques, elles sont un des aspects, une des déterminations de la lutte de classes. Il n'y a pas une lutte de classes « jeune ». La jeunesse n'a d'autre issue que de participer à la lutte de classes du prolétariat, comme une aile marchante, mais dépendante de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte de classe contre la bourgeoisie et ses agences, les bureaucraties parasitaires. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir de parti de la jeunesse. Aux avant-postes de la lutte pour le socialisme, la jeunesse dépend du prolétariat comme classe et de sa mission historique.

Dans la bataille pour la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse et la construction de l'I.R.J., il faut vaincre deux conceptions stérilisantes, fausses et dangereuses : le parti jeune et la dépendance mécanique de l'O.R.J. et de l'I.R.J. au parti révolutionnaire et à l'Internationale « adulte ». Le « parti jeune » peut être constitué de deux façons en apparence opposées, l'O.R.J. et l'I.R.J. se suffisant à elles-mêmes, ou l'O.R.J. et l'I.R.J. chargées de réaliser les tâches théoriques du parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale. L'O.R.J. et l'I.R.J. ne peuvent être mécaniquement soumises au parti révolutionnaire ou à l'organisation révolutionnaire qui les construit, à la IV^e Internationale ou au C.I. qui la reconstruit, ni se suffire à elles-mêmes. Pour accomplir leur fonction et leurs tâches politiques, elles doivent avoir un fonctionnement indépendant, déterminer elles-mêmes leurs objectifs et leurs tâches politiques, rassembler sur un plan large les jeunes qui veulent combattre pour le socialisme, qui reconnaissent l'hégémonie du prolétariat dans cette lutte et intègrent leurs combats aux siens, sans pour autant adopter la totalité du programme et des positions de la IV^e Internationale. Elles doivent se déclarer comme se situant pour la construction du parti révolutionnaire, être partie prenante de la reconstruction de la IV^e Internationale, sans être l'ombre du parti et de la IV^e Internationale dans la jeunesse. En particulier, charger l'O.R.J. et l'I.R.J. de « l'élaboration théorique », de « mener la lutte théorique », c'est leur confier des tâches que seuls

peuvent assumer le parti révolutionnaire et la IV^e Internationale, en faire des partis jeunes ou des caricatures de partis.

Les rapports politiques de l'O.R.J. et de l'I.R.J. à la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale ont été concrétisés à Essen. Agissant ouvertement au compte du C.I. et des organisations qui le composent, la fraction trotskyste, parce qu'alimentant et impulsant l'O.R.J. et l'action politique pour la construction de l'I.R.J., est reconnue comme la force dirigeante. La participation et le rôle du C.I. sont acceptés comme naturels et ne font pas problèmes, pas plus que ne sont imposés, mais, au contraire, sont compris comme indispensables à la construction d'O.R.J. et de l'I.R.J., à la construction du P.R. et à la reconstruction de la IV^e Internationale de l'O.R.J. et de l'I.R.J. Il ne s'agit pourtant pas d'un processus automatique, il exige évidemment la lutte politique.

La lutte pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse est sortie des simples définitions théoriques et de principes avec le Rassemblement International d'Essen. La reconstruction de la IV^e Internationale dépend dans une grande mesure de la capacité du C.I. et de ses organisations à donner vie au comité de liaison qui s'est constitué à Essen. Il lui appartient d'appliquer la résolution votée à Essen, d'animer dans chaque pays les luttes de défense de la jeunesse contre sa déchéance, pour un gouvernement ouvrier, ses luttes contre les guerres impérialistes, contre la militarisation, sa participation à la lutte contre la répression stalinienne en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, à la campagne pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Il lui faut préparer cette fois une conférence internationale des organisations de jeunesse qui se prononcent pour l'I.R.J.

POUR UNE CONFERENCE OUVERTE

La lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale est inséparable de la lutte de classe et de ses différentes déterminations, elle est un combat de la lutte des classes. Mais toutes les activités nationales et internationales dans la lutte des classes, l'activité de construction de l'I.R.J., ne se suffisent pas à elles-mêmes. Elles s'ordonnent et, finalement, n'ont de sens qu'autant qu'elles s'insèrent comme des composantes de la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'O.C.I., pour la reconstruction de la IV^e Internationale, estime qu'il est temps de préparer la 4^e Conférence du comité international dans les conditions définies par le texte « **Pour la reconstruction de la IV^e Internationale** » (1), c'est-à-dire comme une conférence ouverte.

Tous les nouveaux développements de la lutte des classes font de la reconstruction de la IV^e Internationale une nécessité politique pressante. La tendance à la dislocation de l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, la nécessité du combat pour le Front unique de classe, pour le gouvernement ouvrier et paysan dans chaque pays, la construction de parti révolutionnaire dans chaque pays, l'imminence de la révolution et de la contre-révolution. Parmi les militants de la classe ouvrière, des millions d'hommes et de femmes sont à la recherche d'une issue, ils sont disponibles, il faut leur ouvrir une voie.

Les travailleurs et les militants qui chargeaient la bureaucratie du Kremlin et son appareil international de réaliser la révolution prolétarienne, de construire le socialisme, et qui sont en conflit avec la politique que leur impose le P.C., ont besoin de la dimension internationale pour combattre pour le socialisme. La jeunesse qui s'engage dans la construction de l'I.R.J. veut une réponse à la totalité des questions qu'elle se pose. Même les jeunes, les militants qui ont rejoint le secrétariat unifié, en croyant s'engager sous la bannière du trotskysme dans les rangs de la IV^e Internationale, ont besoin que s'ouvre à eux la voie réelle de la IV^e Internationale.

A l'intérieur de l'organisation pabliste internationale, les contradictions s'accroissent ; des organisations entières se refusent à la politique des Krivine, Mandel, Maitan, Frank qui les conduit à la destruction. Les travailleurs, les jeunes, les militants, qui, sur tel ou tel problème, telle ou telle question, combattent aux côtés des militants et des organisations du C.I., ont besoin d'une perspective mondiale.

Répondre à tous ces militants implique que le pas nécessaire à faire aujourd'hui soit fait sur la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale ; la 4^e Conférence, conférence ouverte, du C.I. La responsabilité du C.I. est là ; s'il ne l'assumait pas, il laisserait les militants qui rompent avec le stalinisme, ceux qui cherchent la voie de la IV^e Internationale, ceux qui cherchent simplement une perspective mondiale, être récupérés soit par l'appareil stalinien, soit captés par la construction d'une organisation ou d'organisations centrées, soit pris en main par les renégats à la IV^e Internationale, ou, plus simplement, détruits comme militants. C'est alors que les jeunes, prêts à s'engager dans la construction de l'I.R.J., tenteraient de répondre à leurs problèmes en constituant un simili parti révolutionnaire — un parti jeune —, une simili Internationale, substitut à la IV^e Internationale.

La 4^e Conférence du Comité International, ouverte dans les conditions explicitées par la résolution du Comité Central de l'O.C.I. « **Pour la reconstruction de la IV^e Internationale** », sera l'expression concentrée de toute l'activité de reconstruction de la IV^e Internationale, comprise comme un combat de la lutte des classes : le combat essentiel.

LEON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

(L'agonie du capitalisme
et les tâches de la IV^e Internationale)

Edité par « LA VERITE »

Prix : 3 F

(1) Publié dans la Vérité, numéro d'octobre 1969.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Bulletin du Comité International pour la reconstruction
de la IV^e Internationale

Administration - Abonnements - Correspondance :

« La Correspondance Internationale »
39, rue du Faubourg-du-Temple - 75-Paris (10^e)

A B O N N E M E N T S

Le numéro	2 F
6 numéros (1 an)	11 F
3 numéros (6 mois)	6 F
Soutien (1 an)	15 F et plus
Etranger (1 an)	15 F

A régler au C.C.P. de

JEAN SANVOISIN

N° 20.671-59 - PARIS



Directeur de la publication: Pierre LAMBERT - Imprimerie ABEXPRESS

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC